

*Faculté de droit et science politique*

*Master II Sécurité Globale : analyste politique trilingue*

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES MICROS-ETATS ENTRE L'INFLUENCE DE  
LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET LES EXIGENCES DE LA  
DÉMONSTRATION DE LA PUISSANCE :**

**APPROCHE COMPARATIVE ENTRE LE QATAR ET LES EMIRATS ARABES  
UNIS (2011-2020)**

Mémoire de recherche présenté par

***Walid Es-Sakr***

Sous la direction de

***Monsieur MONCEAU Nicolas, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux***

Année universitaire 2020-2021

## *Sommaire*

### ***PREMIÈRE PARTIE : APPROCHES THÉORIQUES ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES DEUX ETATS***

Chapitre I: Les petits Etats à l'aune des différentes théories des relations internationales

Chapitre II: Le dilemme sécuritaire des petits régimes

### ***DEUXIÈME PARTIE : LE SMART POWER AU SERVICE DE L'INFLUENCE RÉGIONALE ET INTERNATIONALE***

Chapitre I: Le rôle géopolitique des aides dans la définition de leur puissance

Chapitre II: La singularité d'instruments d'influence de ces Etats au sein des organisations internationales: le cas de l'ONU

### ***TROISIÈME PARTIE : LA POLITIQUE INTERVENTIONNISTE DU QATAR ET DES EMIRATS ARABES UNIS***

Chapitre I: Des stratégies différentes dans la gestion du processus transitionnel des Etats issus du printemps arabe

Chapitre II: Les répercussions de la crise du golfe sur les choix de la politique étrangère

## ***REMERCIEMENTS***

A mes parents bien-aimés, pour leur constant soutien

A Mon directeur de Mémoire Nicolas Monceau, qui a su me guider tout au long de mes recherches

Figure 1 : CARTE DU MOYEN ORIENT



*Source: Wikimedia Commons*

## **INTRODUCTION**

***"I am happy to belong to a nation which is too small to commit great stupidities"***

H. A. Lorentz, Dutch physicist, and Nobel Prize Winner

Au fil de l'Histoire, les micros-Etats n'ont pas seulement cherché la survie mais aussi la domination voire même le contrôle des zones géographiques colossales comme c'était le cas de Rome et de l'Empire Ottoman. Le courant de l'histoire n'a pas cherché à gommer ce genre d'États puisque l'équilibre, la composition d'alliances, a influencé les rapports de force où le processus a inclus ces petits États. Autrement dit, ces micros-Etats ont réussi à devenir des macros-États c'est-à-dire des empires ayant plusieurs capitales selon les ambitions de leur projet expansionniste (l'exemple de l'Empire Ottoman de Söğüt jusqu'à la Constantinople).

Ce thème de recherche suscite plusieurs questions qui se rapportent aux différents aspects de l'État : le concept de l'étatisme en lui-même, la souveraineté entre la norme et la qualité de la norme, le socle juridique et la capacité de fournir les besoins nécessaires en ce qui concerne la généralisation de la sécurité et la défense nationale.

En plus, la portée du concept de l'Etat se trouve devant la résurgence de certaines limites, susceptible de remettre en cause sa place comme acteur traditionnel, ethnocentrique dans la scène internationale. Cet acteur, qui est l'Etat, ne cesse de se disperser en résultant un phénomène ininterrompu de l'apparition des petits États, une tendance qui pourrait raviver une certaine forme qui a existé dans l'histoire, celle la cité-Etat.<sup>1</sup>

L'ensemble de ces axes constituent des critères importants dans la recherche de son autonomie et de son rayonnement : vulnérabilité/ invulnérabilité, dépendance/, interdépendance/indépendance et instabilité/ stabilité. En effet, les analyses consacrées à ces Etats sont encore dominées par la recherche des moyens d'assistance financière de ces Etats

---

<sup>1</sup> Attesté à partir du xxe siècle seulement, le terme dérive de l'allemand Stadtstaat, lui-même traduit du terme bystat proposé en 1840 par l'érudite danois Johan N. Madvig pour décrire le processus par lequel Rome unifie l'Italie au ier siècle av. J.-C. Il est ensuite appliqué aux États sumériens, à la polis grecque et à la città italienne, avant d'être étendu à différentes réalités au cours de l'Histoire.

c'est-à-dire la recherche d'exercer une tutelle indirecte sur ces États suite à la désuétude du processus colonial.

En revanche, la situation actuelle montre clairement que certains petits-Etats dispose d'une certaine attractivité ou bien une crédibilité de leurs moyens de règlement pacifique des différends, reconnu par la communauté internationale comme la contribution de Suisse dans les différents processus de paix du printemps arabe (Syrie, Libye) et le Qatar (signature d'un accord historique entre les Etats-Unis et les Talibans après 18 ans de guerre).

La multiplication des angles de lecture et d'analyse constitue une nécessité importante pour savoir en quoi cette catégorie d'Etat est capable de s'intégrer dans la société internationale tout en ayant apte à créer ses propres instruments d'action.

En effet, l'analyse nous oriente au simple constat qui stipule que les micros-Etats sont des entités juridiques comme toutes les autres c'est-à-dire jouissant d'une double indépendance, la première se réfère à son emprise interne, en ayant les instruments juridiques pour généraliser la force de l'ordre public mais aussi une indépendance à l'échelle internationale, comme étant une personnalité juridique, reconnue afin de nouer des relations diplomatiques et conclure des traités émanant de ces documents officiels (la constitution).

Devant l'imprécision politique de la qualité de cette typologie d'Etat, les grilles de lecture sont multiples et poreuses à la fois. Autrement dit, la distinction exige une précision des rapports entre ces différents États par rapport à leur visibilité dans les relations internationales (survie, influence, puissance).

Cette distinction peut être répartie en deux grands schémas : le premier se réfère à l'approche fonctionnelle, la posture des micros-Etats dans la compétition entre les Etats dominants et les Etats compétitifs ou candidats (Dominant state vs contender states). Le deuxième schéma se rapporte à l'approche structurelle : l'organisation interne de ce petit Etat est décisive dans la détermination de ses relations et son évolution susceptible de glisser d'un État stable à un État en déliquescence.

Le danger imminent ne se trouve pas dans le célèbre slogan « Small is Dangerous » (**Harden, Small is dangerous, Armstrong and Read**), mais dans l'interaction de cette petitesse avec ses différents moteurs de coopération et ses axes de menace. « En effet, l'obsession de la définition peut-elle faire plus de mal que de bien ? Notamment parce que cela peut en fait servir à fermer

la littérature sur les petits États aux débats plus larges au sein des relations internationales et de l'économie politique internationale. Pour la littérature des petits États, la question « qu'est-ce qui est petit ? est central; pour le reste de l'IR et de l'IPE, la réponse a tendance à être « qui s'en soucie ? ».<sup>2</sup>

Par ailleurs, la question de définition ou d'analyse comme travail épistémologique “primordial” afin de cerner un champ de travail clair, va renforcer le problème de ce champ d'étude (**Small States Studies**) pour pouvoir laisser la place à l'observation et à la compréhension de l'action de ces Etats dans les relations internationales. En réalité, la possibilité d'acquérir la qualité d'être un acteur structurante de la scène internationale, de focaliser l'angle analytique sur l'étude de certains petits Etats qui ont pu relever le défi d'intégration dans le système international pour devenir aujourd'hui des promoteurs des mécanismes de multilatéralisme, veillant à jouer un rôle de premier abord dans l'intégration de certains Etats de grande taille.

Les micros-Etats ont une originalité différente en termes de leur espace géographique entre un Micro-État (les Turcomans) qui ont défié le handicap géographique (la force du nombre et les capacités logistiques traditionnelles à l'époque) pour devenir un empire étendu en trois continents et des micros-Etats qui ont pu se développer autrement (le processus de la décolonisation dans les années 70) comme le cas pour les pays de la péninsule arabique à l'exception du Yémen. D'autres Etats ont réussi à établir un socle de coopération à caractère sécuritaire: C'est notamment le cas du Conseil de Coopération du Golfe, du fait de la volonté des six Monarchies d'acquérir une capacité de dissuasion régionale puissante pour combler la carence sécuritaire suite au retrait de la Grande Bretagne.

Cette démarche entre la naissance en tant que des Etats indépendants et l'institution d'une organisation régionale de coopération dans les questions sécuritaires et de défense s'est effectué dans une courte durée (1971-1981). Cela s'est fait dans le même contexte de l'insertion d'un phénomène international “ la globalisation”, chose qui a facilité la communication avec cette région comme partenaire principal dans les questions économiques et politiques et en tant que puissance d'apaisement et d'endiguement de certaines crises régionales.

---

<sup>2</sup> Donna Lee and Nicola J Smith, *Small State Discourses in the International Political Economy, Third World Quarterly*, 2010, Vol. 31, No. 7 (2010), pp 1094

A cet effet, la naissance importe peu par rapport à la portée que doit défendre le petit État, ça représente un cadre institutionnel légitime, soumis à ses propres éléments particuliers. Pour ces Etats, la particularité est une condition de stabilité.

Pourtant, malgré l'ampleur de la petitesse comme synonyme de la vulnérabilité territoriale et de l'instabilité régionale, l'observation montre bien que l'intercalation des petits Etats dans le cercle économique mondial, l'accorde une opportunité pour maximiser ses profits dès la simple participation. Cette démarche fait surgir les bénéfices d'une certaine protection comme axe important dans le partage des risques, sécuritaires pour les uns, économiques pour les autres.

De surcroît, l'effet de la taille démographique est limité lorsque ces Etats disposent des ressources naturelles dont l'absence de la technologie et les moyens lui mettent comme une destination attractive (destination des investissements directs à l'étranger) aux grandes puissances pour constituer une base de coopération interdépendante (pour non pas dire égalitaire). « Même si l'on exclut deux autres petits États particulièrement riches non pris en compte par ces variables muettes (Bermudes et Bahamas), il reste que les petits États sont près de 40 % plus riches que les autres États ». <sup>3</sup>

Étant donné que le petit Etat reste une collectivité, sa gestion impose l'adoption d'un régime politique qui, dans la majorité des cas, reste démocratique, en mettant la représentation au cœur du jeu, garant de la stabilité et du progrès en respectant le processus de la maturité étatique (culture politique). A titre de rappel, il faut bien retenir que la taille démographique limitée ne détermine en aucun cas le régime politique en place, le collage de l'effet de causalité est une déviation injustifiable à ce niveau-là. Pourtant, notre cas d'étude adopte un régime politique autoritaire, qui garde ses propres spécificités.

La typologie de régime politique implanté dans les micros-Etats est une variable importante pour avoir une effectivité relationnelle entre l'action locale et le processus décisionnel de la politique étrangère. « Selon les théoriciens, le système politique est l'élément le plus important. Les degrés du système politique sont répartis comme suit : super États (90-100), grands États

---

<sup>3</sup> WILLIAM EASTERLY and AART KRAAY, *Small States, Small Problems? Income, Growth, and Volatility in Small States, World Development, Volume 28, Issue 11, November 2000, Page 05*



(70-89), États moyens (36-69), petits États (21-35), petits États (16-20) et les États microscopiques (1-15)».<sup>4</sup>

On va faire référence à deux exemples évoqués par Rouvillois qui sont le Sultanat de Brunei « le règne de la charia » et du Vatican. Aux XXIème siècle, ces États ne constituent encore pas un sujet attractif que ce soit comme objet d'études, ni comme un modèle administratif apte à régler les problèmes de développement pour certains et du séparatisme pour d'autres selon le degré du sentiment du nationalisme et la présence du projet régionaliste dans certains grands Etats.

Par conséquent, on peut déduire que le droit international est le reflet d'une tentative de coordination de gestion d'une collectivité pour lui donner une légitimité fonctionnelle reconnue. Ce droit a généralisé le principe de la souveraineté sans se référer à la question géographique selon les dispositifs onusiens. L'article 2 paragraphe 4 de la charte stipule que « les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies. ».<sup>5</sup>

Pourtant, cette évolution est cyclique puisqu'il permet aujourd'hui d'octroyer l'autonomie aux micros Etats qui représentent plus au moins le succès de cette forme étatique comme c'était le cas de la cité grecque ou bien de Venise au XVe siècle où le micro règne dans tout le territoire qu'il que ce soit son emprise géographique « Ce micro-État s'étant constitué un empire était une grande puissance, sans pour autant cesser d'être un micro-État, puisque tout se décide à Venise selon les procédures institutionnelles de la Sérénissime République »<sup>6</sup>

Ce thème de recherche reste au cœur de l'actualité internationale puisque la prolifération étatique est un phénomène mouvant prenant l'exemple le plus récent du dernier référendum organisé en Nouvelle-Calédonie (4 Octobre 2020) en mettant le scénario de l'indépendance

---

<sup>4</sup> Anthony, K. (2014), "Position and strength: small states on the global playing field", The Third General Conference of Commonwealth of Small States, 26 March, available at: <http://cutt.us/b85HB>, cité dans Abdelraouf Mostafa Galal, External behavior of small states in light of theories of international relations, Review of Economics and Political Science Vol. 5 No. 1, 2020 pp. 42

<sup>5</sup> Article 2 Paragraphe 4, Charte des Nations Unis.

<sup>6</sup> Jean-Louis Harouel, Les Micros-Etats au XXI siècle, Edition Du Cerf, 2017, Paris, Page 24

comme la possibilité la plus voulue au fil du temps (au bout de deux ans, on observe une régression de 56,7%/ Non à l'indépendance en 2018 à 53,3/ Non à l'indépendance en 2020).

Puis, l'exemple du Sahara Occidental qui représente un autre problème dont le projet de micro-État se trouve devant des divergences insurmontables, un référendum qui reste difficile à avoir lieu à cause de l'inconsistance des chiffres du nombre exact de la population occupant cette région alors que d'autres questions occupent une place beaucoup plus importante : cette population représente-elle vraiment la position des sahraouis ? Cette population se compose-t-elle exclusivement des Sahraouis ou bien c'est une mosaïque des citoyens algériens, mauritaniens et des séparatistes marocains ?

La cause d'émergence des petits Etats ne sont pas simplement l'achèvement des processus d'autodétermination, de décolonisation mais aussi les dommages collatéraux de la guerre que ce soient des guerres par procuration, guerre générale (première guerre mondiale, deuxième guerre mondiale), guerre froide, guerre civile, guerre hybride...

Tandis que le temps de la guerre produit ces petits-Etats, le temps de la paix ou l'invention de la paix a émancipé certains Etats du pouvoir central pour s'institutionnaliser indépendamment à la recherche d'un nouveau rôle à jouer sur la scène internationale.

On parle bien précisément de l'avènement de plusieurs Etats après le démantèlement de l'Union Soviétique pour rompre avec ce principe de la souveraineté partagée (**Félicien Lemaire, Propos sur la notion de la souveraineté partagée, 2012**), de plus en plus destructif à cause de son noyau purement idéologique et sécuritaire, sans aucun projet partagé de développement au niveau économique. La transition d'institutionnalisation exige impérativement la primauté d'application des éléments de la souveraineté absolue avant d'établir des partenariats de coopération ou le ravivement des politiques étrangères bien structurées selon les priorités de l'intérêt national.

La possession de la souveraineté n'a pas traduit directement le succès du paradigme de la démocratisation (transitologie/ consolidologie) dans cette partie de l'Europe parce qu'au niveau régional, le résultat était considéré comme une semi-intégration puisqu'elle était beaucoup plus politique qu'économique y compris dans les pays issus de la décolonisation (le continent africain) où l'emprise tribale, ethnique et religieuse domine la délimitation des frontières de l'Etat.

Cette ouverture incessante des épisodes de sécession a créé une nouvelle ère beaucoup plus importante à étudier dans la succession des phénomènes de confrontation militaire et d'apaisement, c'est le phénomène de démembrement. Cette mouvance des frontières de l'Etat menace son intégrité territoriale puisque la notion de la souveraineté absolue se dégrade, mais « il faut en tirer la conséquence logique : une contestation renouvelée du principe même de la souveraineté, au nom de la prospérité. Le temps des conquêtes est dépassé, son successeur n'est pas l'ère de la stagnation mais celle du démembrement »<sup>7</sup>

Cependant, ce processus de démembrement, ne signifie en aucun cas l'isolationnisme des petits Etats pour des raisons qui constituent la règle de la survie et de la prospérité de tous entité étatique quelque soit sa taille géographique : la globalisation, la gouvernance transfrontalière...

Cette posture suscite la création des instances de coopération et de soutien dans les différentes questions importantes pour l'évolution de ces Etats comme le Forum des Îles du Pacifique, qui jouit d'un statut d'observateur à l'ONU depuis 1994 et l'institution des organisations régionales pour améliorer les capacités militaires comme le Conseil de Coopération du Golfe (création 1981) surtout lors de la mise en place de sa force militaire conjointe connu sous le nom du Bouclier de la péninsule en 1984 pour se déployer rapidement si l'un des membres était attaqué (le déploiement de ces forces au Bahreïn en 2011).

Cette organisation va prendre une bonne partie de notre analyse pour expliquer comment la détermination des objectifs communs dans le cadre de l'action collective est difficile à tenir lieu même en cas du partage d'une identité commune, des régimes similaires et l'existence au cœur d'une région souvent chaude et instable. « Cette tendance au regroupement accroît du même coup la visibilité et la crédibilité des micro-Etats auprès de la communauté internationale, comme si ces derniers obéissaient à une règle des trois «P» : partager, parer, peser.»<sup>8</sup>

En revanche, la taille démographique modeste, transmet des inconvénients et des avantages à la fois. Ces projets des petits-États peuvent fournir une nouvelle lecture de ce que

---

<sup>7</sup> Pascal Boniface, *LA PROLIFÉRATION ÉTATIQUE, Commentaire SA | « Commentaire » 1998/4 Numéro 84, Page 09*

<sup>8</sup> Minassian Gaïdz, 2007, « « Micro-État », « mini-État » : essai de classification", *Annuaire français des relations internationales (AFRI)*, volume 8, Bruylant, pp. 334

signifie l'intégration. Il faut tout d'abord mettre en perspective ce genre d'État afin de délimiter les objectifs de l'intégration selon deux lectures.

En premier (lecture classique), ces Etats doivent faire plus d'efforts afin de jouer un rôle encore plus important pour créer leurs propres atouts, renforcement de l'implication dans les processus de pacification des rapports interétatiques ou bien dans la coopération dans des domaines phares de l'action onusienne : la coopération dans le secteur de la sécurité humanitaire, la sécurité globale comme la participation du Qatar dans le financement du programme de lutte contre le terrorisme axé sur les déplacements<sup>9</sup>, ce micro-État est un donateur crucial pour le dynamisme du multilatéralisme d'aujourd'hui.

En deuxième forme (nouvelle lecture), le succès de ces Etats pourront stimuler d'autres collectivités à élargir le processus des communautés imaginées (**Bénédictin, 1983**) ou bien la communauté immédiate selon l'expression de Pascal Boniface, dans différentes étapes : de la Balkanisation (morcellement des agglomérations étatiques) à la Libanisation<sup>10</sup>. Ce chantier favorise une certaine division de certains Etats qui ne réussissent pas à résoudre les problèmes internes de développement.

Cette nouvelle lecture propose d'effectuer une certaine distinction pour étudier l'opérationnalité des petits États, loin de fixer une définition générale englobant l'ensemble de ces États. Ce travail a pour objectif de légitimer son action (petit État) surtout lors de la période post-colonialiste avec le choc de la prolifération étatique suite à la démolition de la structure et l'idéologie de l'Union Soviétique.

Dans ce sens-là, le travail de classification de Minassian<sup>11</sup> est remarquable pour tirer quelques repères de compréhension importants dans l'organisation de nos priorités de recherche dans l'analyse de la politique étrangère des monarchies de la péninsule arabique (le Qatar et les Emirats Arabes Unis).

Par ailleurs, la littérature existante dans ce domaine (au moins celle qu'on a pu consulter jusqu'au moment) ne traite pas ce côté là (Micro-État/ Mini-Etat) pour tirer des résultats pertinents dans la distinction de ces petits États.

---

<sup>9</sup> [Synthèse du programme | Programme de lutte contre le terrorisme axé sur les déplacements \(un.org\)](#)

<sup>10</sup> Processus de fragmentation d'un État, résultant de l'affrontement entre diverses communautés de confessions par allusion aux affrontements qu'a connus le Liban dans les années 1980. (On dit aussi balkanisation.)

<sup>11</sup> Gäidz MINASSIAN « Micro-État », « Mini-Etat » : essai de classification, AFRI, Volume VIII, 2007

Sa lecture succincte contient 5 critères : Les deux premiers sont plus axés vers la construction d'une identité juridique (l'idée de la nation, l'évolution du principe de l'autodétermination), alors que les trois derniers sont révélateurs de la singularité d'un Mini-Etat par rapport au simple Micro-Etat, clientéliste et parfois source de manipulation dans les processus de paix et de guerre.

La nuance existe entre les deux catégories d'États. Ce qui caractérise le premier, c'est le primat de la politique par rapport au calcul économique, puis le volet géographique c'est-à-dire le positionnement stratégique, un atout qui définit le mini Etat (Etat tampon), capable de répondre aux différentes menaces venant de l'extérieur. Enfin, la possession d'une compétence militaire, suffisante à conserver l'État de tout essai d'ingérence ou de déstabilisation interne de la stabilité du pays, sans se référer à une autre entité étatique pour rétablir l'ordre.

L'intérêt principal est d'ouvrir la voie de la recherche académique vers des petits-Etats qui se trouvent loin de l'Union Européenne, un intérêt qui permettra d'aborder deux modèles de puissance des petits Etats qui sont le Smart Power (le Qatar) et le Hard Power (les Emirats Arabes Unis). Ces deux monarchies du golfe ont pu établir un modèle de puissance référentielle pour participer à l'orientation des différentes crises dans la région du Moyen-Orient (que ce soit pour le meilleur ou pour le pire). Ces Etats ont pu compenser la faiblesse de leur posture démographique par le biais de leur position géostratégique importante dans les rapports de forces.

A cet effet, certaines questions sont toujours d'actualité: Comment expliquer l'écart de considération scientifique entre ces Etats et ceux issus du continent européen ou de l'Océan Pacifique ? Comment ces Etats ont réussi à dépasser leur retard en matière de constitution d'État moderne à l'acquisition d'un statut de partenaire stratégique avec les grandes puissances, membres du conseil de sécurité des Nations Unies ? Ces deux monarchies du golfe changent-elles vraiment la définition des micros-Etats et le niveau d'implication de cette catégorie dans la scène internationale? Le recours à l'analyse de l'apport des variables domestiques de ces Etats dans leurs relations internationales se réfèrent seulement aux ressources économiques que celles politiques ? Quels sont les facteurs rendant ces Etats intacts de toute menace de débordement après les soulèvements arabes depuis 2011 ? Comment ces deux Régimes monarchiques utilisent les points communs (Religion, la société, les liens familiaux et tribaux) afin d'agir en matière de politique étrangère ? En quoi les rivalités du passé entre ces deux États font naître deux sortes de politique étrangère compétitive et une organisation régionale (CCG)

basculant entre la division des ambitions et l'unité décisionnelle ? La Crise du golfe de 2017 est-elle le résultat des divergences de position vis-à-vis les différents événements révolutionnaires du printemps arabe ? L'acuité des points de vue divergents sur la situation influencent-ils la volonté des deux Etats de soutenir le changement démocratique et la stabilité économique dans les pays en transition ? Le dilemme de sécurité justifie-t-il cette politique interventionniste ? Ce dilemme explique-t-il les choix différents en matière des alliances entre le bandwagoning (EAU-Arabie Saoudite) et le balancing (Qatar-Iran) ? Devant le recul de l'État provincial "Égypte" en monde arabe, ces États du golfe forment-ils aujourd'hui le nouveau centre de cette zone géographique ? Est-ce que l'extension de la politique étrangère en matière des investissements et des aides confirme ce constat de ses nouvelles puissances ?

Le Qatar et les Emirats Arabes Unis comptait respectivement 2,83 millions et 9,77 millions d'habitants en 2019. Les deux Etats font partie des membres fondateurs du conseil de coopération du golfe créé en 1981 pour atteindre les objectifs susmentionnés.

Cette région du Golfe a suscité toujours de multiples interrogations afin de déterminer son originalité entre sa double identité arabe et persane. Mais ce qui est sûr c'est que l'analyse géopolitique dépasse cette donnée historique pour la situer dans son contexte d'importance internationale. « L'échelle géopolitique qui permet de saisir le Golfe reste donc internationale : c'est un lieu d'investissement stratégique pour des puissances économiques extérieures qui entendent sécuriser leurs approvisionnements en énergie. Le passage stratégique (choke point) majeur qu'est le détroit d'Ormuz, au sud du Golfe, explique la militarisation progressive de la région, qui abrite de nombreuses bases américaines, une base française à Abou Dhabi depuis 2009, et une base turque au Qatar depuis 2016. »<sup>12</sup>

Néanmoins, la superficie crée une sorte de différence entre le Qatar ( 11 521 km<sup>2</sup> ) et les EAU (83 600 km<sup>2</sup>). Deux anciennes colonies britannique ayant accédé à l'indépendance en 1971, les deux monarchies font aujourd'hui partie des pays les plus avancés au sein des catégories économiques établies par les Nations Unies.

En premier lieu, Le Qatar présente un PIB par habitant de 98 880 USD (2019, Banque mondiale), le pays se classe parmi les plus riches du monde. cet émirat du golfe tire 60% de son PIB des hydrocarbures. « Petit producteur de pétrole, le Qatar dispose en revanche des 2èmes

---

<sup>12</sup> Dorothée Schmid, Le Golfe, De la géopolitique à la politique tout court, Institut français des relations internationales | « Politique étrangère » 2020/1 Printemps Page 11

réserves mondiales de gaz naturel, principalement localisées sur le champ offshore North Field, que l'Émirat a su valoriser en investissant très tôt dans le développement d'importantes capacités de liquéfactions, qui lui ont valu de devenir dès 2006 le 1er exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL).»<sup>13</sup>

En deuxième lieu, les Emirats Arabes Unis détiennent un PIB par habitant de 43 103,32 USD (2019), le pays se considère comme la seconde puissance économique derrière l'Arabie Saoudite dans la région de la péninsule arabique. Cet État est régi par un régime fédéral qui ne cache en rien l'essor d'Abu Dhabi qui domine la quasi-majorité des ressources pétrolières que ce soit en termes de production (88,7%) et en termes des réserves (94,27%).

Puis, Dubaï comme Doha, sont devenues des destinations ultra prisées voire les plus mondialisées dans le monde. Cet État suit une politique nationale de diversification de son économie nationale depuis les années 90. En plus, On ne peut pas négliger « l'utilisation des ressources économiques pour asseoir des ambitions géopolitiques, stratégie de déploiement portuaire, recours croissant à une projection de hard power, et volonté de s'opposer à tout essor des Frères musulmans dans la région »<sup>14</sup>

Ce ne sont pas des entrepreneurs des normes « norm entrepreneur » mais ils ont pu s'engager dans leur environnement régional « conflictuel », un moment majeur vers la construction d'une organisation de défense collective avec des points communs clairs que sont le Conseil de Coopération du Golfe entre des monarchies traditionnelles, appartenant à la même zone géographique, homogène en terme de religion (le sunnisme) et la possession d'un capital pétrolier colossal.

On peut se référer à ce dernier point comme le point culminant de la naissance d'un système régional du golfe entre les années 70 et 80. Cette interaction dans le temps d'incertitude était suffisante pour attribuer au conseil de coopération du golfe des objectifs compensateurs de la faiblesse sécuritaire afin de faire surgir une organisation apte à se définir comme une entreprise collective de production des normes à l'échelle régionale.

---

<sup>13</sup> Qatar, Situation économique, Direction générale du Trésor, Consulté le 28/04/2021, disponible à l'adresse suivante: <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/QA/situation-economique>,

<sup>14</sup> Emma Soubrier, Le Golfe, De la géopolitique à la politique tout court, Institut français des relations internationales | « Politique étrangère » 2020/1 Printemps Page 58

En réalité, l'adhésion rapide de ces micros-Etats du Golfe comme membre de l'ONU vient directement après la réalisation de leurs indépendance (le Qatar et les EAU 1971), ce qui montre deux choses essentielles à l'intégration rapide et voulue de ces micros-Etats. D'une part, la reconnaissance de la souveraineté de ces Etats est indiscutable devant la possession des outils nécessaires pour contribuer et assister l'ONU dans certains domaines prioritaires de cette organisation universelle. D'autre part, la mauvaise intention de l'ONU de procéder en faveur de certaines règles "injustes" est inexistante comme c'était le cas de la Société des Nations.

Cette lecture confirmée par la forte implication des deux Etats en allant désigner leur propre délégation pour donner suite à la réponse positive de la part des membres du conseil de sécurité en votant à l'unanimité pour l'adhésion des EAU<sup>15</sup> (Résolution du conseil de Sécurité 304) et du Qatar (Résolution du Conseil de sécurité 297)<sup>16</sup>

Pourtant, Cette relation de confiance et de l'absence des conditions imposées ne constitue pas la règle, prenant en considération le cas des micros-Etats de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de Sud en ayant cette opportunité que dans les années 90: Lichtenstein (18 septembre 1990), Monaco (28 mai 1993), San Marino (2 mars 1992) et Andorre (28 juillet 1993).

Les travaux de recherche publiés lors des deux dernières décennies en lien avec le sujet de ce mémoire peuvent être distingués selon leur axe de recherche précis : il y a ceux centrés sur le conflit de leadership dans le cadre de la péninsule arabique, ces tensions ont été caractérisées par l'instabilité des relations diplomatiques surtout lors de l'implication importante de l'émir du Qatar dans les différentes affaires de la région, en parlant de la réputation acquise dans le processus de médiation et de résolution des conflits ainsi que la mise en place des mécanismes de réforme politique pour créer une certaine représentation politique quelconque. Ensuite, Il y a ceux qui se rapportent aux conflits venant de la crainte partagée des États voisins du rôle joué par le Qatar via ses propres outils d'intervention : l'influence des Frères Musulmans, la possession d'une machine médiatique puissante (Al Jazeera), des rapports géopolitiques avec des groupes non-étatiques. Autrement dit, ces différences cumulées produisent des réponses totalement différentes entre un Etat, apportant son soutien aux forces démocratiques des Etats en transition ainsi que l'autre État (EAU), connu comme le leader du courant contre-révolutionnaire.

---

<sup>15</sup> [https://undocs.org/S/RES/304\(1971\)](https://undocs.org/S/RES/304(1971))

<sup>16</sup> [https://undocs.org/S/RES/297\(1971\)](https://undocs.org/S/RES/297(1971))



Enfin, les travaux portant sur les concepts géopolitiques qui analysent le repositionnement général de ces Etats que ce soit dans les questions purement sécuritaire, la création des nouvelles tendances de puissance (compétition stratégique acharnée dans la corne de l'Afrique) ou bien d'influence (forte implication dans les organisations régionales comme dans les instances internationales) afin d'amoindrir les relations de dépendance puisque cette région devient de plus en plus vitale pour les puissances internationales.

Pour étudier la politique étrangère de ces deux Etats frontaliers, certaines revues anglo saxonnes spécialisées sur le Moyen-Orient et la péninsule arabique peuvent aussi s'avérer particulièrement utiles : c'est le cas de Middle East Journal, Journal of Arabian Studies (Arabian, Gulf and the Red Sea). On peut aussi se référer à certaines maison d'éditions importantes, qui s'intéressent à cette région du monde comme Springer, Routledge (Francis and Taylor Group) ainsi que des revues francophones importantes : Hérodote, Politique Étrangère (IFRI), Géoéconomie, Critique Internationale. Il est également possible de se référer aux médias locaux tels que The National (Gouvernement d'Abu Dhabi), Gulf News (Dubai), Sky News Arabia (Abu Dhabi), Gulf Times (Doha), Al Jazeera (Doha). Il faut évidemment se méfier de la véracité et de l'objectivité de leurs informations, dans des pays dont le régime monarchique tient à contrôler les inputs de sa politique générale et de la politique étrangère en particulier. En apportant les différents points de vue sur les rapports bilatéraux et les différentes au niveau de la politique étrangère, les écrits publiés depuis les années 1990 nous livrent des analyses à plusieurs échelles : l'engagement multilatéral de ces Etats, l'évolution des rapports avant et après le printemps arabe, la politique interventionniste des deux Etats comme résultat de changement des rapports de force dans le monde arabe jusqu'à la création des nouvelles zones de rivalité.

Les chercheurs ont parfois pour but d'expliquer les particularités de ces relations entre des entités étatiques qui partagent plusieurs points communs : la position géographique, la similitude de la composition de la société et de la famille royale. En plus, Cette analyse a été réalisée généralement par des chercheurs étrangers (américains et britanniques) avant de connaître une ouverture universitaire (Education City) afin d'illuminer l'opinion publique peu (ou mal) informée en Occident, mais surtout d'apporter des travaux scientifiques destinés à des universitaires qui s'intéressent à la géopolitique de la péninsule arabique. Que ce soient des articles de revues spécialisées, des livres destinés à un grand public ou à un petit cercle de spécialistes, ou encore des ouvrages censés susciter la polémique, les journalistes et universitaires ont apporté chacun leurs éléments de réponse sur les causes de décennies de

tensions. Dès lors, ce mémoire vise à s'inscrire dans la lignée de ces études en traitant de l'actualité du conflit par le prisme de la problématique des réponses différentes, des positions conflictuelles et d'un regard extérieur qui reste neutre ou non-interventionniste dans les relations bilatérales.

## **Première Partie : APPROCHES THÉORIQUES ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES DEUX ETATS**

### **Chapitre I: Les petits Etats à l'aune des différentes théories des relations internationales**

- *La mise en perspective de la politique étrangère du Qatar et des EAU à la lumière de l'exigence d'une théorie réaliste "ethnocentrique" :*

La littérature dispose d'un ensemble de travaux qui essaient à la fois de définir les petits Etats et d'analyser la place qu'ils ont dans les relations internationales. Autrement dit, ce travail scientifique a balbutié dans les différentes périodes d'évolution de cette catégorie d'Etat que ce soit dans le temps des guerres (la deuxième guerre mondiale, la guerre froide) ou bien dans la projection d'une base de coopération collective pour faire régner la paix (la société des nations, puis l'organisation des nations unies).

A ce niveau-là, on peut évoquer les trois grands types des petits Etats : des Etats faibles, des petits Etats et des petites puissances, cette dernière se réfère à l'analyse réaliste qui raisonne en termes de ses propres capacités. C'est un trait à part entière pour dire que la petitesse est favorable à la pacification des rapports tout en étant capable de défendre son territoire voire établir une politique interventionniste.

En effet, la structure bipolaire ou multipolaire d'un système international « anarchique » était peu propice que ce soit pour étudier ces petits Etats issus de la décolonisation et de la prolifération étatique.

Le démantèlement de l'Union soviétique a pu laisser place à certains petits États pour avoir une présence concrète dans les rouages décisionnels de ce système unilatéral. Autrement dit, cette expansion de ces petits États a permis aussi à certains d'entre eux de mettre en place une politique étrangère incontournable via la distribution cyclique d'utilisation de sa puissance entre les trois grands éléments de toute puissance : Smart power, Soft power et le Hard power. « La fin de l'ère de la guerre froide a incarné cette lacune apparente dans la littérature sur les RI, alors que le système international a été témoin de l'émergence de beaucoup plus de petits États/puissances »<sup>17</sup>.

A cet effet, une seule définition des petits Etats est difficile d'être dominante dans la littérature des relations internationales à cause de la marginalisation d'une part et de l'intérêt sporadique montré à l'égard de ce sujet d'autre part.

Néanmoins, l'approche réaliste reste la plus significative puisque les variables externes comme la position géographique, l'environnement régional détermine concrètement l'influence de la petitesse par rapport aux variables domestiques.

---

<sup>17</sup> Christos Kassimeris, The foreign policy of small powers, in *International Politics*, 46(1):84-101 · January 2009, <https://www.researchgate.net/publication/233573186>

Dans ce sens-là, la structure internationale demeure importante pour déterminer la distribution de la puissance qu'offre l'existence d'une force hégémonique régissant l'ensemble des interactions de différente nature.

Ce système est en cours de changement devant le retour d'une configuration bipolaire voire multipolaire. Cette diffusion de la puissance (la Chine- les USA et la Russie) impose aux petits Etats d'opter pour une politique d'alliance celle de *Bandwagoning* au lieu de s'inscrire dans l'incertitude par l'adoption d'une position de neutralité ou bien de *balancing*.

En revanche, cette lecture réaliste demeure manichéenne, mettant les petits Etats devant le choix entre deux options qui consacrent la dépendance de leur action extérieure.

On va analyser la portée limitée de cette vision lors de la distinction entre les petits États<sup>18</sup> et les petites puissances (*petits régimes*) dans la région du golfe mais aussi à la fin de cette lecture réaliste des petits Etats afin de montrer les carences existantes dans les différentes analyses de cette école des relations internationales.

Neal Jesse explique que les stratégies de politique étrangère des petits États doivent être considérées non seulement par rapport aux systèmes de puissance régionale / mondiale ou sous-systèmes, mais aussi en relation avec des menaces directes au petit État<sup>19</sup>

La pertinence de ce dilemme de sécurité dans la conception de l'intérêt national de ces États permet à la grande puissance comme les Etats-Unis d'influencer leurs intérêts<sup>20</sup> tout en gardant la question de l'utilité de cette alliance ou bien l'acquiescement de ce leadership transformationnel.

Autrement dit, Cette coopération déséquilibrée en termes des moyens capacitaires, et des menaces imminentes (de survie) n'annule en aucun cas le lancement d'une interaction

---

<sup>18</sup> Dans ce travail de recherche, les termes sont utilisés d'une manière interchangeable entre « faible », « petit » et « insécurisé », la petitesse se réfère dans ce texte, il doit être compris comme signifiant " petit " en termes de puissance plutôt que de taille. Ce choix s'applique à notre cas particulier des petits Etats du Qatar et des Emirats Arabes Unis parce que ces Etats sont fortement visibles dans la scène internationale, tout en représentant des spécificités distinctives.

<sup>19</sup> Neal G. Jesse and John R. Dreyer, *Small States in the International System At Peace and at War*, Published by Lexington Books, Edition 2016, Page 25

<sup>20</sup> Cette explication au niveau de l'écart des moyens de puissance que soit défensif ou offensif, aborde le cas de la crise du golfe lors de l'invasion du Koweït. Cette période s'est caractérisée par l'emprise des Etats-Unis en lui permettant de constituer une coalition internationale, suscitant la participation des grands Etats mais aussi des petits Etats du golfe, objet de notre analyse, susceptible d'être envahi en parlant bien précisément de l'Arabie Saoudite.

d'obtention des gains mutuels afin de maximiser leurs bénéfices de cet engagement dite militaire en premier lieu (le cas de la politique des bases militaires américaines au sein des monarchies du golfe).

On peut dire que la petitesse vise la réalisation de ce que Andrew Fenton Cooper a appelé « the Greater good » de la part de la grande puissance. Il représente un véritable gage de l'engagement réciproque à l'égard des intérêts des deux Etats tout en évitant de sous-estimer les avantages qu'offrent la petitesse. Mais parce que le suivi implique des adeptes qui mêlent leurs propres intérêts à ceux d'un leader en qui ils placent confiance, ces adeptes ne sont pas susceptibles de se contenter de s'en remettre et d'accepter le leader, mais de le suivre volontairement.<sup>21</sup>

Cette action collective dirigée par les Etats-Unis portait en elle-même des contradictions ou bien des affirmations de la puissance de la vision réaliste dans la gestion des crises internationales. Un événement, comme l'invasion de Kuwait, a été une menace directe sur les monarchies du golfe en premier lieu.

Plusieurs Etats ont tiré profit de leur participation dans cette coalition mais la situation de ces monarchies était beaucoup plus critique pour ces deux alliés (les pays du CCG et les Etats-Unis). Néanmoins, cette intervention a transmis l'influence de ces petits-Etats voire des micros-Etats (le Bahreïn, le Qatar) sur l'image de la puissance hégémonique comme puissance qui fonctionne en faveur de ces intérêts vitaux tout en respectant partiellement le pacte de ces valeurs universels comme la démocratie, la généralisation des droits de l'homme. « De plus, la nature manifestement illibérale, non démocratique et sexiste des formations politiques des États du Golfe suggère que la vision normative plus large des aspirations universelles de l'humanité articulée par le président Bush n'est guère partagée par ceux du Golfe »<sup>22</sup>

On peut évoquer que l'appui de la théorie réaliste réduit la vulnérabilité des petits États, un point qui apparaît largement dans l'influence de la politique étrangère des grandes puissances comme les Etats-Unis. De ce fait, la survie de ces petits Etats viennent d'acquérir beaucoup plus d'importance malgré la succession de certains événements aptes à les pousser à lancer des processus de réforme de nature politique afin de se doter de ses propres mécanismes de défense dans sa structure interne (traditionnelle).

---

<sup>21</sup> Andrew Fenton Cooper, Richard A. Higgott and Kim Richard Nossal, Bound to Follow? Leadership and Followership in the Gulf Conflict, *Political Science Quarterly*, Vol. 106, No. 3 (Autumn, 1991), pp. 391-410, Page 398

<sup>22</sup> Idem, 401

En effet, l'hyper-puissance de leurs ressources naturelles est un élément décisif dans la détermination de cette alliance qui semble intacte devant les critiques provenant des différentes organisations internationales ou de certains États de ce système international malgré les quatre différents chocs<sup>23</sup>, qui ont stimulé ces petits États d'ajuster leurs stratégies au lieu de changer les pratiques en instaurant des structures démocratiques transparentes.

Par conséquent, la politique étrangère comme la politique nationale de ces petits États du golfe arabo-persique n'a pas beaucoup changé y compris celle de l'Arabie saoudite, une image dégradée pour donner suite au succès relatif de la modernisation de la vie politique après le lancement des réformes inabouties dans les années quatre-vingt-dix. Cette réalité régionale les a encouragés à garder les particularités de leurs régimes lors de la mise en place d'une politique interventionniste dans les affaires internes de leurs États voisins y compris dans les affaires des pays arabes lors du déclenchement des révolutions arabes.

Cette action extérieure est de plus en plus proactive, affirme la réciprocité non pas au niveau des moyens de l'arsenal militaire mais au niveau d'influence dans l'approche décisionnelle des grandes puissances d'une manière générale et des États-Unis particulièrement comme c'était le cas d'arrestation d'un éminent militant des droits de l'homme au Bahreïn en 2014 (Nabeel Rajab) qui était le président du centre du Bahreïn pour les droits de l'homme.

La réaction de cette figure de militantisme a prouvé que les Bahreïnais ainsi que les citoyens des monarchies du golfe, souhaitent l'exercice d'une réelle pression sur les membres de la famille royale. « Rajab s'est mis dans l'eau chaude ce mois-ci en écrivant un éditorial et en publiant des tweets affirmant que des détenus de la prison de Jaw de Bahreïn avaient été torturés. Il a continué à s'exprimer, écrivant même une lettre ouverte au président américain Barack Obama, publiée par le New York Times, dans laquelle il exhortait Obama « à défendre notre droit à la liberté d'expression lorsque vous rencontrez les monarques du Golfe ». <sup>24</sup>

Cette interaction réaliste de ces monarchies du golfe vient en premier lieu du rôle qu'il dispose aujourd'hui, reconnu de facto comme le nouveau centre du monde arabe devant la régression successive des forces provinciales du monde arabe en commençant par l'Égypte, l'Irak jusqu'à la Syrie actuellement.

---

<sup>23</sup>Edström, Gyllensporre et Westberg, *Military Strategy of Small States Responding to External Shocks of the 21st Century*, Cass Military Studies 1st Edition Routledge 2019

<sup>24</sup> 'Significant ramping' of political repression in the Gulf, activists warn, by Jenifer Fenton. Al Jazeera America, [Human Rights Lagging in Gulf Monarchies | Al Jazeera America](#)

Cette démonstration de la force importée comme leader du monde arabe se justifie par la personnalisation des rapports vis-à-vis des différentes administrations des Etats-Unis.

Cette volonté de vouloir se positionner comme un partenaire stratégique indestructible était l'atout de ces monarchies dont les intérêts vitaux sont réciproques en faisant référence à la richesse des ressources naturelles que possèdent lesdites monarchies. De ce fait, l'analyse présenté par Judith Miller se réfère à l'absence des éléments de gratitude publique envers les États-Unis est que, pour certains responsables du golfe, les troupes américaines protègent, après tout, les intérêts de leur pays en protégeant la source de près de 60% des réserves mondiales de pétrole.<sup>25</sup>

A l'encontre des petits États nordiques de l'Europe, la crise permanente entre les deux frères ennemis du golfe (les Emirats Arabes Unis et le Qatar) vient principalement de l'existence d'un intérêt national totalement différente, cette situation exprime explicitement la crise structurelle et non pas fonctionnelle au niveau de la gestion des différentes crises issues du printemps arabe.

Cette disparité ou ces disparités créent des réponses multiples et opposées dans la recherche de la maximisation de leur intérêt national, cette gestion individuelle ou bien souveraine, a influencé grandement l'effectivité de l'action collective dans le cadre du conseil de coopération du golfe pour sécuriser cette région.

Cet axe sécuritaire soulève le souci de la survie dans une région où le petit Etat est capable d'agir prospectivement pour tirer profit de ses bonnes relations avec les grandes puissances, lesdites puissances, ne constituent pas une menace pour ces monarchies puissantes dans la sphère économique.

Alors, les choix d'alliance et de coopération dans le système international sont diversifiés, constituant une véritable opportunité pour eux afin de montrer leur propre culture en matière de stratégie et de défense. Miriam Elman fait référence au raisonnement qui régit ces différents rapports: les petits États étant plus préoccupés par la survie que les grandes puissances, le

---

<sup>25</sup> Judith Miller, "Not So Much as a 'Thanks' for Western Forces in the Gulf," New York Times, 30 December 1990, <https://www.nytimes.com/1990/12/30/weekinreview/the-world-not-so-much-as-a-thanks-for-western-forces-in-the-gulf.html?searchResultPosition=1>

système international sera le niveau d'analyse le plus pertinent pour expliquer leurs choix de politique étrangère<sup>26</sup>.

Pourtant, l'absence des similarités communes dans l'élaboration des politiques de défense ne suppriment en aucun cas l'intérêt d'analyse comparatif entre ces États du golfe arabo-persique. En réalité, l'importance réside dans l'analyse de ces expériences historiques des conflits armés et les différentes appartenances aux alliances politiques et militaires seront utilisées pour analyser les effets potentiels et indirects des chocs stratégiques<sup>27</sup>.

A ce stade, l'approche théorique dispose des outils pertinents pour dévoiler ces différences sans chercher à les réguler entre ces petits États. « Étant donné que la théorie néoréaliste et la recherche sur la stratégie du petit Etat supposent, ou du moins recommandent, que les Etats adaptent rapidement leurs stratégies aux changements de leur environnement extérieur, ces théories ont peu à offrir quand il s'agit d'expliquer la continuité, l'incapacité à régler ainsi que les différences entre des Etats structurellement similaires ». <sup>28</sup>

Il faut bien rappeler que le système international est une structure, dirigée exclusivement par les puissances de premier rang en matière militaire mais Rosenau avance que son analyse est beaucoup plus fructueuse via l'étude des petits Etats ou des micros-Etats (*James Rosenau, 'Pre-theories and Theories of International Politics', 1988*). Cette lecture se confronte par une sous-estimation quelconque de la compensation de la puissance militaire de la part des grands théoriciens réalistes et néoréalistes.

Cet État des choses nous laisse poser la question suivante en relation directe avec deux petits Etats géants au niveau décisionnel dans les questions économiques à caractère international qui sont les EAU et le Qatar : *Est-ce que tous les petits-Etats sont incapables d'arriver à un certain niveau reconnu de la gestion des relations économiques et de mettre un modèle de gouvernance de ces rapports interétatiques ?*

La réponse réduit l'influence exercée par l'approche réaliste qui essaye de corréler les contraintes des petits Etats vis-à-vis du déficit en termes de marge d'erreur à cause de la déstabilisation externe provenant essentiellement de la structure anarchique du système

---

<sup>26</sup> Miriam Fendius Elman, The Foreign Policies of Small States: Challenging Neorealism in Its Own Backyard, British Journal of Political Science, Vol. 25, No. 2 (Apr., 1995), pp. 171-217, Cambridge University Press, Page 175, disponible à l'adresse suivante: : <http://www.jstor.org/stable/194084>

<sup>27</sup> Edström, Gyllensporre et Westberg, Military Strategy of Small States Responding to External Shocks of the 21st Century, Cass Military Studies 1st Edition Routledge 2019, Page 16

<sup>28</sup> Idem, Page 18



international. Ce leadership sectoriel n'écarte pas aussi le dilemme de sécurité qui définit leurs propres points de vulnérabilité.

Autrement dit, les deux Etats qui ont plusieurs similitudes voire une identité commune, ne dissimule en aucun cas l'émergence de deux projets de politique étrangère qui se réfère moins à la question de la survie au moins pour les Emirats Arabes Unis<sup>29</sup>. En revanche, le Qatar maintient encore cette ligne destinée à la recherche continue de survie. Cette situation impose l'adoption d'une politique d'équilibre régional (la politique du bon voisinage) et une certaine neutralité conjoncturelle.

A cet effet, on peut déduire deux réalités en ce qui concerne l'étude des petits États au Moyen-Orient par rapport à la lecture réaliste qui met la puissance comme sorte de classification entre les grandes puissances et les petits États. Ces éléments déterminants de l'action cette catégorie d'État sont les suivants :

- (a) Faibles niveaux de participation globale aux affaires mondiales;
- (b) des niveaux élevés d'activité dans les organisations intergouvernementales (OIG) ;
- (c) des niveaux élevés de soutien aux normes juridiques internationales ;
- (d) Eviter l'usage de la force comme technique d'art de gouverner ;
- (e) éviter les comportements et les politiques qui tendent à aliéner les États les plus puissants du système ;
- (f) une gamme fonctionnelle et géographique étroite de préoccupations dans les activités de politique étrangère;
- (g) l'utilisation fréquente de positions morales et normatives sur les questions internationales.<sup>30</sup>

Ces éléments de distinction entre ces deux grandes catégories ont donné lieu à une lecture limitée et biaisée à la fois car l'étude des petits Etats au Moyen-Orient (les monarchies du

---

<sup>29</sup>On va voir les spécificités et les motivations de la politique étrangère de cet Etat fédéral dans la troisième partie de notre travail.

<sup>30</sup> Maurice A. East, Size and Foreign Policy Behavior: A Test of Two Models, World Politics, Vol. 25, No. 4 (Jul., 1973), pp. 556-576, Cambridge University Press, Page 557, disponible à l'adresse suivante : <http://www.jstor.org/stable/2009952>

golfe)<sup>31</sup> relèvent des interrogations scientifiques immenses, dont l'application de la perception réaliste dans ces Etats est inconcevable voire inapplicable (**voir, Máté Szalai, 2020**).

Cette liste d'East s'avère peu pertinente vis-à-vis de la liberté et les motivations grandissantes de la politique étrangère des Emirats Arabes Unis et du Qatar, les deux sont des compétiteurs ou bien des leaders reconnus dans leur participation active et reconnue dans les différentes affaires régionales voire mondiales. Puis, la taille géographique n'interdit nullement l'extension de leurs activités loin de leurs frontières y compris la jouissance d'une capacité d'utilisation de la puissance militaire via les différentes formes d'action de cette nature.

Par ailleurs, parmi les conséquences directes de la fin de la guerre froide c'était le déclenchement d'une vague d'indépendance des petits Etats, affirmés actuellement par la montée en puissance des mouvements nationalistes qui mettent le principe de l'auto-détermination au cœur de leur projet politique à caractère identitaire. Cette succession des événements de séparation ou d'indépendance a augmenté automatiquement le nombre des petits-Etats dans les différents continents et milieux stratégiques « vitaux » pour les grandes puissances.

A ce niveau-là, l'exemple concret en la matière est toujours le cas de l'Union Européenne composée de 19 petits-États c'est-à-dire la majorité écrasante des membres qui se situent dans un cadre normatif égalitaire « un siège= un vote ». Autrement dit, on peut facilement présenter cet accroissement comme un élément crucial dans le paradigme du changement dans les relations internationales puisque ces derniers deviennent non seulement extrêmement attractifs mais aussi réduisant largement l'écart entre deux notions importantes : puissance et influence dans les relations internationales.

Cet état des lieux explique la rigidité de l'ethnocentrisme de la théorie réaliste dans la distribution de puissance et des étiquettes en refusant d'octroyer explicitement aux micros-Etats développés le statut d'acteur dans le système international. « Par conséquent, la théorie du

---

<sup>31</sup> Je tire à l'attention du lecteur que ces parenthèses sont volontaires afin de montrer qu'on est toujours dans l'analyse de deux Etats (Qatar et les Emirats Arabes Unis) objet de notre analyse. Ensuite, dans les six monarchies du golfe, la précision s'effectue implicitement parce que ces États sont tous des micros-Etats à l'exception de l'Arabie Saoudite alors parmi les 5 autres petits Etats, deux exercent explicitement une politique étrangère destinée au contrôle, à la domination et même à la possession d'une partie de leadership régional dans la région MENA. Il faut évoquer aussi que la délimitation démographique change selon les écoles théoriques, la perception analytique des chercheurs dans les Small states Studies mais aussi dans les organisations internationales. On peut évoquer le cas de l'Union Européenne dont sa politique exige que les Etats membres avec une population de moins de 40 millions soient considérés comme petits alors dans ce cas l'Arabie saoudite est considéré comme un petit Etat.

réalisme voit que le meilleur comportement des petits États est d'être des États satellites pour les grandes puissances. Cela s'est traduit par des études insuffisantes dans le domaine des relations internationales sur les politiques étrangères des petits pays en développement »<sup>32</sup>.

La coopération entre des petits États développés peuvent dépasser les contraintes structurelles en s'appuyant sur l'établissement des alliances avec des Etats dont l'histoire, le régime politique, le projet du leadership sont semblables comme les vellétés exprimées par les Emirats Arabes Unis avec l'Arabie Saoudite.

La réalisation d'une certaine autonomie capacitaire au niveau militaire peut avoir lieu via la composition d'une armée nationale trop puissante non pas d'un point de vue quantitatif mais au niveau des équipements matériels c'est-à-dire des armées qualitativement puissantes. Cela passe par la création des formations aux militaires mais aussi l'implication graduelle dans des guerres régionales pour produire l'opérationnalité et une véritable force dissuasive compétente dans la sphère régionale.

- *L'influence spécifique des émirats du golfe dans la scène internationale "fluctuante" : l'emprise graduelle des variables domestiques incertaines :*

L'excessivité d'analyse des variables externes comme des outils de détermination et de position inférieure de ces petits États exigent nécessairement un recours à l'étude des variables domestiques. La centralité de ces variables dans les relations internationales a pour objectif de remettre en cause la perception dominante pour décrire le changement de la structure internationale anarchique ainsi que l'augmentation sans précédent de cette typologie d'Etat « les petits États ».

En plus, cette situation dévoile que les petits États ont pu bénéficier de la volonté de régulation limitée et de pacification relative des relations entre les puissances tout en participant dans cette nouvelle scène destinée à la coopération, le multilatéralisme sous l'égide de la mondialisation.

Autrement dit, la littérature des relations internationales a affirmé la constance de ces rapports de force tout en atténuant la volonté négationniste de la force adverse. Cette confrontation théorique a été bien expliquée par Neumann et Gstöhl disant que l'institutionnalisme néolibéral

---

<sup>32</sup> Abdelraouf Mostafa Galal, External behavior of small states in light of theories of international relations, Review of Economics and Political Science, Vol. 5 No. 1, 2020 pp. 38-56, Emerald Publishing Limited, Page 39

a commencé à remettre en question la prédominance de la théorie néoréaliste en se concentrant presque exclusivement sur les questions de sécurité. Les questions économiques, les institutions internationales et l'importance des gains absolus par opposition aux gains relatifs ont pris de l'importance<sup>33</sup>.

L'utilité de ces variables dépend du niveau d'interaction entre les acteurs internes qui sont souvent nombreux : opinion publique, les intérêts économiques, les institutions politiques internes et d'autres acteurs domestiques.

Pour bien montrer le rôle joué par ces acteurs, on va prendre le cas des Emirats Arabes Unis, régime fédéral historiquement moins stable que celui du Qatar mais les deux disposent grosso modo des données stratégiques interconnectées qui sont susmentionnées.

On peut clairement envisager que le vent du changement radical dans la région du monde arabe a mené à des conséquences positives, les Emirats Arabes Unis sont un autre point de force dans le contexte du CCG, et figurent parmi les meilleurs gagnants et bénéficiaires du printemps arabe, notamment dans sa dimension économique. « Les Émirats arabes unis et le Qatar ont été les deux seuls États arabes à ne pas avoir été témoin de manifestations populaires et de protestations exigeant des réformes, comme cela s'est produit dans d'autres pays arabes pendant le printemps arabe »<sup>34</sup>

La nature des relations entre les intérêts et l'organisation interne de la famille royale forme le champ exclusif où la compétitivité à un sens dans la définition de la politique étrangère desdits États.

Ces rapports de dynamisation d'un jeu politique enfermé se fait d'une manière verticale<sup>35</sup> (entre des membres de la famille royale selon un ordre précis), patronale (le rôle de la tribu)<sup>36</sup> et le

---

<sup>33</sup>Iver B. Neumann and Sieglind Gstöhl, Lilliputians in Gulliver's World? Small States in International Relations, Centre for Small State Studies, Institute of International Affairs - University of Iceland, Working Paper 1-2004, Page 11

<sup>34</sup>Abdulkhaleq Abdulla, Repercussions of the Arab Spring on GCC States, Arab Center for Research and Policy Studies (2012), Page 12

<sup>35</sup> La transmission du pouvoir était moins problématique aux Emirats Arabes Unis à cause de l'existence d'une figure consensuelle (pouvoir charismatique), qui a su former un État basé sur une organisation fédérale (pouvoir légal-rationnelle) afin d'apaiser les tensions entre les sept émirats. La domination d'Abu Dhabi sous l'égide de la famille Al Nahyan est compréhensible (94,27% des réserves de pétrole) en plus de son investissement massif dans la politique de défense pour pallier le dilemme sécuritaire.

<sup>36</sup> Au niveau de la variable tribale, la situation est paisible devant le succès de la logique de la famille Al Thani dans la gestion de sa société traditionnelle. Cette dynastie règne depuis 1867. Avant cette date, elle était sous le contrôle de la famille Al Khalifa, qui sont les souverains du Bahreïn. Ensuite, l'indépendance politique et le potentiel économique prometteur ont poussé cet État à se lancer dans la participation dans le jeu international.

rôle du ministère des Affaires étrangères bien évidemment. Ce sont les dénominateurs communs vers la fixation des objectifs continus des intérêts nationaux dans le système régional du golfe.

Ceci est un point important pour expliquer la rupture ou la continuité au niveau des choix de la politique étrangère. La compétition entre les acteurs internes reste peu connue ou bien peu médiatisé/discret puisque cette compétition est trop sensible.

Elle se joue exclusivement entre les membres de la famille royale dans l'absence d'un pluralisme partisan à l'intérieur de ces petits régimes. Autrement dit, au Qatar et EAU, l'influence du jeu politique interne est quasi-inexistante depuis l'indépendance de ces Etats dans les années 70.

En effet, on divise cette situation à deux : d'un côté, la bulle royale, décideur exclusif des choix d'engagement entre la neutralité tout court ou la neutralité engagée via l'initiation des dialogues dans les crises régionales et internationales. De l'autre côté, on a une société modernisée mais traditionnelle dans sa culture politique à cause du déficit issu de la représentation politique.

A partir de cette lecture analytique, il est clair que l'ingénierie de la politique étrangère est inséparable des variables internes parce que cette politique contient à la fois la politique interne et externe c'est-à-dire la sécurisation du champ interne "restreint" et d'un champ régional "débordé".

Ce simple constat révèle l'inclusion de l'Etat dans les rouages de la famille royale où sa taille géographique constitue un atout naturel dans le succès des stratégies de survie de régime. De ce point de vue-là, la logique des monarchies du golfe s'inscrit dans la forme singulière de l'unicité des acteurs (centralisation de l'approche décisionnelle). « Nonneman cite la nature de l'État et les systèmes de prise de décision comme des déterminants vitaux, tandis qu'Ehteshami considère la création d'États et de structures gouvernementales nationales uniques comme les principaux moteurs de la politique étrangère.»<sup>37</sup>.

En revanche, l'échec dans la conduite de la politique étrangère ne remet pas en cause les fondements de cette politique à cause de la posture favorable qu'elle occupe le Qatar et les

---

Cette nouvelle logique « moderne et mondialisée à la fois », a créé le dynamisme nécessaire à l'intérieur de la dynastie afin d'octroyer une identité nationale aux choix d'engagement international du Qatar. Pourtant, La transition du pouvoir était dysfonctionnelle ou bien fonctionnelle dû au détronement de l'émir en 1972 par son cousin Cheikh Khalifa Ben Hamad Al Thani, détroné à son tour par son fils Hamad bin Khalifa Al Thani en 1995.

<sup>37</sup> Máté Szalai (2017) Between Accommodation and Opportunism: Explaining the Growing Influence of Small Gulf States in the Middle East, *The International Spectator*, 52:2, 3-18, Page 09, disponible sur l'adresse suivante: <http://dx.doi.org/10.1080/03932729.2017.1298881>

Emirats Arabes Unis au niveau régional et global y compris la protection des alliés de leur territoire national de tout complot déstabilisateur de leurs propres intérêts vitaux.

C'est la raison pour laquelle, la rationalité analytique suppose que les menaces exogènes n'entraînent pas automatiquement une transition de régime national. Dans la plupart des cas, les institutions nationales seront en mesure de faire face aux pressions extérieures. À d'autres moments, des révisions des règles et des structures existantes peuvent être instituées sans une transformation globale du régime traditionnel<sup>38</sup>

Le sous-système de la péninsule arabique dans ce golfe arabo-persique a mis les six monarchies du CCG dans la visée décisionnelle de l'Arabie Saoudite jusqu'à 2011. Cette situation était injustifiable devant les capacités cumulées des deux États et leur attractivité similaire pour les grandes puissances (la signature de pacte de défense avec les États-Unis en 1992 et l'implantation de la base aérienne d'Al Udeid sur le sol Qatarie).

En effet, la maturité de l'action diplomatique qatarie s'explique aussi dans sa position vis-à-vis de l'Iran, cette relation est en premier lieu économique puisque les deux États ont un lien fort d'interdépendance, celui du partage du plus grand champ pétrolifère dans le monde. Néanmoins, l'absence de la cohérence présumée par Karen Young n'englobe pas l'absence de la rationalité aussi, ça semble inacceptable ou inimaginable de sortir de la dépendance vis-à-vis d'une force sunnite pour rentrer dans une nouvelle ère de dépendance vis-à-vis de la force chiite.

A cet effet, le rapprochement avec l'Iran n'annule pas le trait fondamental de cette diplomatie « ethical pragmatism » c'est-à-dire une diplomatie équilibrée et souveraine. Autrement dit, la brusquerie du moment de 2011 a attribué au Qatar le rôle que l'Arabie Saoudite doit assumer celui de porter le leadership régional en toute responsabilité et conscience des méfaits de la rupture totale des rapports diplomatiques avec cette République Islamique.

En réalité, les deux décideurs majeurs<sup>39</sup> de cette politique ont été convaincu que le leadership régional est difficile à exercer pour une longue période alors le Qatar a ainsi perçu un vide dans

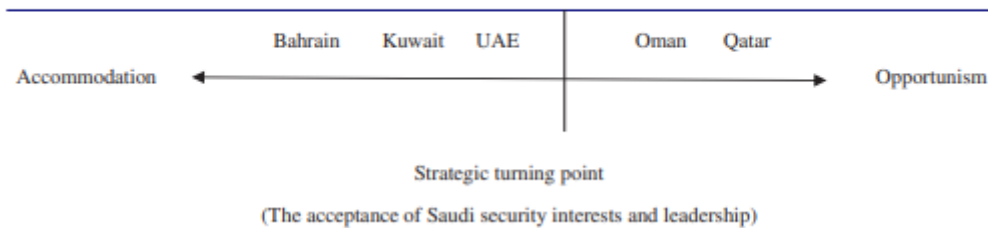
---

<sup>38</sup> Miriam Fendius Elman, *The Foreign Policies of Small States: Challenging Neorealism in Its Own Backyard*, *British Journal of Political Science*, Vol. 25, No. 2 (Apr., 1995), pp. 171-217, Cambridge University Press, Page 185, disponible à l'adresse suivante : <http://www.jstor.org/stable/194084>

<sup>39</sup> Ces deux décideurs sont respectivement: l'ancien émir du Qatar Hamad Ben Khalifa Al Thani (1995-2013) et l'ancien ministre des Affaires étrangères (1992-2013) Hamad Ben Jassem Al Thani (Hamad de l'ombre) qui était l'ingénieur des choix de la diplomatie Qatari, faisant preuve d'une compétence sans précédent

les relations internationales arabes qu'il a tenté de combler<sup>40</sup> lors de cette période de retrait de la médiation saoudienne dans la région.

**Table 1.** The foreign policy of small Gulf states portrayed on a scale between accommodation and opportunism.



*Figure 2 : la division de la politique étrangère dans les deux pays en deux catégories vis-à-vis de la nature des rapports à l'égard de l'Arabie Saoudite<sup>41</sup>*

En ce qui concerne les Emirats Arabes Unis, la stabilité de cet État vient de son projet fédéral fortement implanté par son ancien président, le Cheikh Zayed bin Sultan Al Nahyan, il est considéré comme le père des Emiratis puisqu'il a pu consolider les liens d'appartenance nationale entre les sept monarchies de l'Etat<sup>42</sup>.

C'est clair que la pratique diplomatique définit la relation entre les deux plus riches émirats (Abu-Dhabi et Dubaï) selon les termes de coopération et de complémentarité. D'un autre côté, bon nombre des décisions prises par l'ancien président ne représentaient, dans une large mesure, qu'Abou Dhabi. Bien que Dubaï ait une voix et un rôle dans la politique étrangère, les décisions ont été prises entre le président et son adjoint.<sup>43</sup> Mais la structure constitutionnelle attribue au président le pouvoir de nomination du premier ministre comme le fait d'accepter sa résignation.

Cependant, la politique étrangère est toujours la même puisque le choix politique s'exerce stricto sensu seulement par Abu Dhabi alors que le choix économique est une affaire qui se joue

<sup>40</sup> LINA KHATIB, Qatar's foreign policy: the limits of pragmatism, *International Affairs* 89: 2 (2013), The Royal Institute of International Affairs. Published by Blackwell Publishing, Page 417

<sup>41</sup> Máté Szalai (2017) Between Accommodation and Opportunism: Explaining the Growing Influence of Small Gulf States in the Middle East, *The International Spectator*, 52:2, 3-18, Page 05 <http://dx.doi.org/10.1080/03932729.2017.1298881>

<sup>42</sup> Les sept monarchies de cet Etat fédéral sont les suivantes : Abu Dhabi, Dubai, Sharjah, Ajman, Um Al-Quwain, Ras Al-Khaimah and Fujairah.

<sup>43</sup> Khalid S. Almezaini, *The UAE and Foreign Policy Foreign aid, identities and interests*, 1st Edition, Routledge Culture and Civilization in the Middle East, 2012, Page 30

entre Dubaï et Abu Dhabi. L'organisation du pouvoir politique est protocolaire devant la fonction consultative des institutions politiques.

Donc, Les variables domestiques n'ont pas beaucoup changé après la mort du président de l'Etat en 2004, et l'arrivée du Khalifa ben Zayed Al Nahyane, mais dans les faits, c'est « MBZ » comme on le surnomme, est l'homme fort de la fédération des EAU. Un grand seigneur à l'allure austère et au profil en bec d'aigle, dont le goût de l'ombre cache une volonté de fer et un insatiable appétit de pouvoir.<sup>44</sup>

Cette transition du pouvoir n'a pas beaucoup changé à l'intérieur de l'Etat émirati mais le recul de certaines caractéristiques de la politique étrangère étaient remarquables : le recul de l'amabilité dans les relations régionales, la dégradation de l'image de la médiation devant la montée en puissance d'une machine militaire quantitative et qualitative à la fois.

Il semble que les variables domestiques ont été déterminés par les décisions de One Man State après deux événements vécus par Dubaï : l'arrivée d'un nouvel émir Mohammed ben Rachid Al Maktoum en 2006 et les effets néfastes de la crise de 2008.

Zayed en tant que père de la nation, a laissé un héritage considérable en parlant de son rôle de mobilisateur dans *la déclaration de Damas de 1991 qui a donné lieu au CCG+2 (Egypte, Syrie)* afin de bâtir une structure de coopération autour de l'opération « tempête de désert ». Puis la continuité de cet esprit dans le rassemblement des efforts interarabes au sein de la ligue arabe dans le cadre du Quartet arabe en 2008.

En effet, les Emirats Arabes Unis acquiert au fil du temps certains atouts importants pour l'application de sa vision de leadership régional dans une région mouvementée. Cette vision est prometteuse puisqu'elle répond aux exigences de la *Region states*. La lecture de Kenichi Ohmae semble compatible avec l'action de ce micro-Etat. Pour lui, les principaux liens des États de la région ont tendance à être avec l'économie mondiale et non avec leurs pays hôtes. Les États de la région font de tels points d'entrée efficaces dans l'économie mondiale parce que les caractéristiques mêmes qui les définissent sont façonnées par les exigences de cette économie. Les États de la région comptent généralement entre cinq millions et 20 millions de

---

<sup>44</sup>« MBZ », le véritable homme fort du Golfe, Le Monde, Par Christophe Ayad et Benjamin Barthe, 12 mai 2020, Consulté le 22/04/2021 [« MBZ », le véritable homme fort du Golfe \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr)



personnes. La fourchette est large, mais les extrêmes sont clairs : pas un demi-million, pas 50 ou 100 millions.<sup>45</sup>

Le leadership émirati actuel est le résultat du choix personnel à caractère militaire de Mohammed Ben Zayed, en distinguant deux grandes périodes : d'une part, la période de 2004 à 2011 était la période de construction de l'armée nationale y compris l'émergence des non-nationaux<sup>46</sup> dans le commandement, d'autre part, la période de 2011 s'inscrit dans l'adoption d'une politique de défense nationale qui vise à établir une sphère sécuritaire régionale stable.

Cette action militaire a été caractérisée par deux facteurs pertinents : le premier est externe : l'inertie des Etats-Unis (le cas Egyptien et le lancement des pourparlers discrets avec l'Iran était injustifiable) dans la gestion des événements issus des révolutions de 2011.

Ce dérèglement a laissé aux Emirats (interne), une grande envergure de définir qui sont ses propres intérêts nationaux ainsi que la continuité de son discours dédié à la défense des questions arabes en premier lieu contre les nouvelles menaces du terrorisme et de la radicalisation de l'action politique à caractère religieuse.

A partir de ce changement dans les outils de la puissance, les objectifs évoluent aussi c'est-à-dire que la question de survie est traitée d'un point de vue d'une petite puissance et non pas seulement d'un petit Etat. Autrement dit, la perception de cet État est qu'il détient des capacités de guerre opérationnelle et de moins en moins des points de vulnérabilité à cause de la diversification de ses alliés, de son industrie militaire (Abu Dhabi Economic Vision 2030)<sup>47</sup> et l'adoption d'une position moins offensive à l'égard de l'Iran après le printemps arabe.

Cette situation de recherche d'intégration dans la politique internationale indépendamment de toute dépendance est le pari à relever afin d'assurer le processus de modernisation du pays. L'objectif principal est d'instaurer une doctrine de dissuasion minimale car selon Zaki

---

<sup>45</sup>The Rise of the Region State, By Kenichi Ohmae, Foreign Affairs, Spring 1993

<sup>46</sup>Athol Yates (2016) Western Expatriates in the UAE Armed Forces, 1964–2015, Journal of Arabian Studies, <http://dx.doi.org/10.1080/21534764.2016.1250388>. Ce processus de modernisation a été initié par le Lieutenant-général Shaikh Mohammed bin Zayed Al Nahyan. Cette volonté englobe l'ensemble des rangs de l'armée : la réduction du service des étrangers à 30%, le programme de réarmement, l'accès des femmes à l'armée. En revanche, les expatriés ont été au cœur de la vision de transformation de MBZ pour donner lieu à une armée nationale performante en allant du point d'acquisition de l'éducation nécessaire dans des écoles militaires « émiratis » nécessaire afin de s'engager dans les champs de bataille avec l'appui d'une technologie militaire reconnue dans la région.

<sup>47</sup>JEAN-LOUP SAMAAN, The Rise of the Emirati Defense Industry, Carnegie Endowment for International Peace, 14th May 2019, disponible à <https://carnegieendowment.org/sada/79121> (consulté le 22/04/2021)

Nusseibeh<sup>48</sup> Les 50 dernières années ont été fondationnelles. Les 50 prochaines — comment pouvons-nous faire passer cela à un nouveau niveau mondial ? »<sup>49</sup>.

Cette vision gagne du terrain dans les rapports de défense entre les sept émirats, « les forces armées ont été unifiées en 1996 avec la fusion de la Dubai Defence Force et de la Garde nationale Ras al-Khaimah en Union Defence Force... En outre, en plus de ce processus de construction de l'État en soi, Abu Dhabi a également réussi à établir sa domination totale sur Dubaï en 2009. »<sup>50</sup>. En outre, cette supériorité militaire s'étend au Conseil de coopération du golfe dont le leading from behind est une simple réalité dans les rapports personnels entre MBZ et le MBS<sup>51</sup>.

L'enchevêtrement de la notion de la sécurité entre le champ interne et externe, a changé les mécanismes interactionnistes de cette politique étrangère. Au lieu de rester le consommateur et le client, il devient le producteur et le patron dans cette équation des rapports de force où les liens communs sont futiles c'est-à-dire le gain national représente l'alpha et l'oméga de tout soutien financier, militaire, diplomatique dans les zones conflictuelles. Malgré cela, le printemps arabe a rendu la fédération plus consciente de son rôle dans le monde arabe. Les troubles et la révolution au Bahreïn et en Égypte ont respectivement mis le statu quo de la légitimité au premier plan des affaires intérieures et extérieures, tandis que la Libye et la Syrie ont souligné le problème du leadership et de l'identité régionale dans la lutte contre l'islam radical. La guerre au Yémen doit être examinée, mais comme la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie.<sup>52</sup>

Au-delà de l'action de cette politique étrangère, la force pétrolière de ces deux monarchies ont constitué une source importante dans la stabilité des liens comme c'était le cas pour les sept monarchies des émirats arabes unis par rapport à l'organisation fédérale du pays. Dans ce

---

<sup>48</sup>Traducteur et conseiller du père de M.B.Z. pendant des décennies.

<sup>49</sup>Mohammed bin Zayed's Dark Vision of the Middle East's Future, By Robert F. Worth, New York Times, Published 14 July 2020, [Mohammed bin Zayed's Dark Vision of the Middle East's Future - The New York Times \(nytimes.com\)](https://www.nytimes.com/2020/07/14/middleeast/abudhabi-dark-vision.html)

<sup>50</sup>Karam Shahrour, "The evolution of Emirati foreign policy (1971-2020): The unexpected rise of a small state with boundless ambitions", Sciences Po, Kuwait Program, Page 5

<sup>51</sup>Portraits of Mohammed bin Salman (MBS) and Mohammed bin Zayed (MBZ) - Crown Prince of Saudi Arabia and Chairman of the Executive Council of Abu Dhabi, [Portraits of Mohammed bin Salman \(MBS\) and Mohammed bin Zayed \(MBZ\) - Crown Prince of Saudi Arabia and Chairman of the Executive Council of Abu Dhabi | Institut Montaigne](https://www.institutmontaigne.org/publications/portraits-of-mohammed-bin-salman-mbs-and-mohammed-bin-zayed-mbz-crown-prince-of-saudi-arabia-and-chairman-of-the-executive-council-of-abu-dhabi)

<sup>52</sup>William Guéraiche, The UAE and the Arab Spring: Rethinking Foreign Policy dans THE WORLD COMMUNITY AND THE ARAB SPRING, EDITÉE BY CENAP ÇAKMAK AND ALİ ONUR ÖZÇELİK, Palgrave Macmillan, 2019, P 397

cas, Gause résume le caractère déterminant des ressources naturelles dans l'état de centralisation du pouvoir où « Abou Dhabi, riche en pétrole, a pu maintenir la loyauté des shaykhdoms les plus pauvres envers les nouveaux EAU grâce à une utilisation judicieuse de sa richesse. La stabilité des nouveaux États a réduit les possibilités d'ingérence dans leur politique intérieure par les grandes puissances régionales, réduisant les risques de confrontations entre eux »<sup>53</sup>

Du côté qatarie, la voie de la politique étrangère se caractérise par la singularité, ce qui est le cas dès l'indépendance du pays en refusant d'adhérer à la fédération des Emirats Arabes Unis. L'arrivée du Cheikh Hamad ben Khalifa au pouvoir en 1995, a transmis clairement le projet politique de ce petit Etat dans la région et dans le monde.

Il a su mettre les éléments internes nécessaires au service de son ambition. Néanmoins, son profil militaire n'a pas influencé les moyens fondamentaux de sa vision puisqu'il est diplômé de l'institution la plus prestigieuse en Grande Bretagne « l'Académie royale militaire de Sandhurst ».

Le succès de cette démarche de smart power pour un subtle power (**M.KAMRAVA, 2018**) revient à sa gestion équilibrée et rationnelle des différents dossiers au niveau politique, économique et culturel.

En parlant de la structure politique, il a pu créer un climat démocratique grâce à l'organisation des premières élections dans l'histoire du pays en 1999 pour faire élire les membres du conseil municipal jusqu'à l'approbation quasi-majoritaire du projet de constitution en 2002 à la suite d'un référendum populaire pour créer un trait de distinction majeur par rapport aux autres pays du golfe. A partir de là, une « démocratie locale » naît au Qatar.<sup>54</sup>

Ensuite, la vision économique reflète clairement la durabilité et la continuité de cette politique étrangère dans la détermination de la puissance du Qatar. A ce niveau-là, la coordination a eu lieu entre l'émir et son prince héritier à la « suite de l'approbation par la décision Amiri, le plan

---

<sup>53</sup> F. Gregory Gause, III, *The International Relations of the Persian Gulf*, Cambridge University Press, 2010, Page 33

<sup>54</sup> Hasni Abidi, *QATAR : UNE VOIE SINGULIÈRE*, Éditions Choiseul | « Gééconomie » 2012/3 n° 62, Page 23

(QNV 2030) a été lancé en octobre 2008 par HH Shaikh Tamim bin Hamad Al-Thani, l'héritier présumé »<sup>55</sup>.

L'existence d'un environnement régional hostile au processus d'émancipation de cette politique étrangère comme c'était le cas des altercations aux frontières résolues en 2001 avec le Bahreïn et l'Arabie Saoudite. Ces deux Etats ont été aussi présents dans le blocus de 2017. Ce mauvais voisinage a poussé la famille royale à lancer une ligne de mondialisation de ce territoire afin qu'il soit beaucoup plus interdépendant et attractif dans le système international.

On peut citer quelques événements clés : La réunion économique régionale sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, soutenue par les États-Unis, s'est tenue à Doha en novembre 1997, Doha Round en 2001, la réunion du sommet de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) à eu lieu à Doha en mars 2003 jusqu'à l'implantation des grands universités américains et l'organisation de la coupe du monde l'année prochaine.

Cette diplomatie expérimentée de ce petit Etat ayant réussi à avoir cette chance d'organisation d'un événement international de grande ampleur dévoile deux choses importantes : sa capacité de concurrencer avec les grandes nations comme l'Australie, les Etats-Unis (la coupe du monde) mais aussi de devenir une exception dans le monde arabe et dans le CCG particulièrement.

Cette position actuelle est favorable à la sécurisation du Qatar de toute menace ultérieure puisque ce statut crée facilement des rapports forts avec d'autres nations (l'engagement positif dans des contrats de long terme sur la livraison de gaz naturel liquide) et avec leurs peuples (Education City) afin d'investir dans la connaissance et le prestige à la fois.

Par ailleurs, le modèle émirati s'intéresse à l'insertion de ces grandes entreprises au profit de la mobilisation des différents outils existant afin de s'implanter fortement dans les Etats issus du printemps arabe ou bien d'autres régions du monde.<sup>56</sup>

Ce modèle est extrêmement proactif puisqu'il témoigne le dynamisme et la volonté existante pour améliorer les instruments décisionnels de cette politique étrangère. « En 2009, le Bureau des Émirats arabes unis pour la coordination of Foreign Aid a été créé pour aider à positionner les EAU en tant que donateur d'aide majeur. Il est ensuite devenu un ministère à part entière, le

---

<sup>55</sup>Nadine Scharfenort (2012) Urban Development and Social Change in Qatar: The Qatar National Vision 2030 and the 2022 FIFA World Cup, *Journal of Arabian Studies: Arabia, the Gulf, and the Red Sea*, Page 212

<sup>56</sup>Arlinda Rrustemi, Rob de Wijk, *The UAE, Geopolitical Influences of External Powers in the Western Balkans*, Hague Centre for Strategic Studies 2019

ministère de la Coopération internationale et Développement, puis il a fusionné avec le ministère des Affaires étrangères en 2016 »<sup>57</sup>.

Ce modèle possède un statut international grâce à ce schéma de coopération complémentaire qui vient directement des allocations colossales des revenus de pétrole. L'objectif principal est de diversifier l'économie nationale afin de bien préparer l'ère post-pétrolière.

En effet, cet État se définit comme un *nexus state* puisqu'il a mis son économie rentier au service d'un grand plan de connectivité dans l'économie mondiale dont lequel il a joué un rôle d'initiateur incontournable dans différents domaines : maritime : soixante-cinq ports dans le monde, aérien : Emirates, Etihad et Air Arabia.

Ce leadership émirati répercute un modèle singulier dans sa dimension politique. « Au départ, les stratégies qui ont créé l'État nexus ont été entreprises par les dirigeants des émirats du pays et il y avait peu de coordination au niveau fédéral »<sup>58</sup>.

Le succès stratégique de ce modèle économique « DP World » a élargi l'ampleur de la politique étrangère émirati, ce modèle ne s'arrête pas de s'améliorer pour garder cette confiance internationale afin de maximiser les intérêts nationaux. Ces entreprises publiques des EAU exercent une autorité considérable dans leurs domaines d'activité. Lesdites entreprises dépendent directement des relations internationales de leur pays que du marché international<sup>59</sup>.

Par conséquent, la tentative d'explication de l'approche décisionnelle semble impertinente devant la volonté générale des dirigeants de maintenir cette posture d'influence internationale dans ses relations avec les grandes puissances et de puissance indépassable dans ses rapports avec les micros-Etats. « Depuis la fin de la guerre froide et la disparition de l'Union soviétique, le nombre d'États patrons potentiels de ces micro-États a peut-être même augmenté, et la liste comprend désormais également la Chine, Taiwan, le Japon, la Russie, l'Union européenne et les Émirats Arabe Unis »<sup>60</sup>

---

<sup>57</sup>Robert Mason (2018) Breaking the mold of small state classification? The broadening influence of United Arab Emirates foreign policy through effective military and bandwagoning strategies, Canadian Foreign Policy Journal, Page 106

<sup>58</sup>Christian Henderson (2017) The UAE as a Nexus State, Journal of Arabian Studies, Page 86

<sup>59</sup>Juergen Braunstein (2018): Domestic Sources of Twenty-first-century Geopolitics: Domestic Politics and Sovereign Wealth Funds in GCC Economies, New Political Economy, <https://doi.org/10.1080/13563467.2018.1431619>

<sup>60</sup>WOUTER P. VEENENDAAL, Analyzing the Foreign Policy of Microstates, The Relevance of the International Patron-Client Model, Foreign Policy Analysis (2014), 0, 1–17, Page 07

## Chapitre II: Le dilemme sécuritaire des petits régimes

- *le Constructivisme : une approche culturelle au service de la formation des deux Etats et de leurs politique étrangère*

Le processus théorique en matière de la politique étrangère se caractérise par la continuité entre les différentes approches de définition des intérêts et des identités. Dans ce sens, le débat théorique n'a pas dissimulé les points de divergence existante. En ce qui concerne le constructivisme social, c'est une vision qui critique le trait purement matérialiste de l'école réaliste.

Cette structure théorique explique que les idées et l'identité d'interaction dans le système international sont le résultat d'un processus historique dans lequel surgit une force collective qui exprime le rassemblement des individus autour des intérêts communs et une identité unique.

Waltz a été bien conscient du rôle présumé du social dans le dynamisme des rapports d'intérêts en relations internationales. Pour lui, les identités se réfèrent à ce que les acteurs sont. [...] Les intérêts se réfèrent à ce que les acteurs veulent. [...] Les intérêts présupposent les identités parce qu'un acteur ne peut savoir ce qu'il veut avant de savoir ce qu'il est.<sup>61</sup>

En effet, dans la région de la péninsule arabique, l'internalisation et l'institutionnalisation de ces idées et intérêts se ressemblent puisque la culture traditionnelle s'entremêle avec le processus de modernisation dans ces monarchies (constitutionnelles, théocratiques) par rapport à leur environnement régional. Aujourd'hui, le Moyen-Orient est associé aux monarchies, à l'autoritarisme, aux graves violations des droits de l'homme et des femmes, à la terreur et au chaos, aux pays riches en pétrole mais sous-développés, aux conflits arabo-israéliens, irano-israéliens et irano-occidentaux, au risque d'armes de destruction massive nucléaires et chimiques...<sup>62</sup>

Ces petits États ont montré le succès de leur modèle, dans la sécurisation de leur survie tout en adoptant une posture de neutralité comme la norme principale de leur interaction dans le

---

<sup>61</sup> WENDT Alexander, *Social Theory of International Politics*, Political Science 748, Winter, 2011, p. 114, cité dans Victor Valentini. *Le Qatar à l'épreuve des relations internationales : lecture théorique de la politique étrangère du micro-État sous le règne de l'émir Hamad Ben Khalifa Al Thani (1995-2013)*. Science politique. Université Clermont Auvergne, 2017. Français. Page 248

<sup>62</sup> Yalcin Diker, *IDENTITY AND FOREIGN POLICY IN THE MIDDLE EAST*, 2014, Page 2

système international. Cette réalité dévoile clairement que ces petits États sont moins effrayés par rapport aux grandes puissances.

La petitesse assure la stabilité, l'évolution et la création des liens d'interdépendance avec les grandes puissances en cas d'établissement d'une identité collective comme c'était le cas des pays de la péninsule arabique dans le processus d'augmentation des prix du pétrole ou bien l'exemple de l'utilisation du pétrole comme arme politique lors de l'embargo des pays de l'OPEP sur le pétrole de 1973.

Cette situation a laissé place à la création de plusieurs types d'identité dans ses sociétés golfiennes. Ce sont des niveaux qui se mettent en place différemment dans l'élaboration d'une politique étrangère régionale ou internationale. Ces petits États ont contribué largement dans le processus d'implantation d'un système régional du golfe entre 1971 et 1978.

De ce fait, Ce système précède l'existence d'un système national quelconque, « L'accord économique entre les États du Conseil de coopération a déplacé le pouvoir vers le haut à l'échelle régionale, affaiblissant la capacité des États membres individuels à contrôler la circulation des capitaux et des marchandises dans l'espace intra-CCG »<sup>63</sup>

Il est vrai que cette identité khalijienne économiquement stable reste moins influencée par l'identité régionale du Moyen-Orient, néanmoins, ça n'annule pas la domination de cette instabilité récurrente dans la vision prospective de ces Etats. Les gens du Moyen-Orient ne sont pas heureux et en outre, ils sont déjà contrariés ou agités ou peuvent le devenir par des extrémistes. La réalité géostratégique et ses effets est un autre élément constitutif de l'identité moyen-orientale.<sup>64</sup>

La formation de ces Etats indépendants n'a pas beaucoup souffert de l'absence d'un esprit collectif de résistance contre le colon car cette période a été caractérisée par deux moments phares : d'un côté, la volonté de garder la présence militaire de la Grande Bretagne afin de diminuer les risques de l'impuissance militaire et de l'autre côté, ces Etats ont pris clairement la position de défendre la cause arabe afin de bâtir une identité nationale à vocation arabe, considérée généralement comme la zone géographique la plus compatible avec l'intérêt de ces Etats du golfe.

---

<sup>63</sup> Adam Hanieh, *Capitalism and Class in the Gulf Arab States*, 1st Edition, Palgrave Macmillan, 2011, Page 104.

<sup>64</sup> Yalcin Diker, *IDENTITY AND FOREIGN POLICY IN THE MIDDLE EAST*, October 2014, Page 04, disponible à l'adresse suivante: <https://www.researchgate.net/publication/267025982>

A ce niveau là, le discours du père de la nation aux Emirats Arabes Unis a suivi une double démarche réaliste (offre présentée à la Grande Bretagne pour interrompre son engagement de retrait pour continuer à sécuriser le territoire émirati tout en assumant le coût financier de défense), ainsi qu'une vision constructiviste exprimée lors de l'ouverture du premier parlement national :

« La constitution visait à faire des Émirats arabes unis un État fédéral, indépendant et souverain. Et l'Union fait partie de la grande nation arabe, liée à elle par des liens de religion, de langue, d'histoire et de destin commun ; et le peuple de l'Union est un seul peuple et fait partie de l'umma arabe et l'islam est la religion officielle de l'Union ; et la charia islamique est la source officielle de la loi ; et la langue officielle de l'Union est l'arabe »<sup>65</sup>

Les enjeux étaient nombreux pour assurer la formation évolutive de cet Etat fédéral : les rivalités inter-émirats mais aussi de la mosaïque démographique. De ce fait, l'ambition de l'Etat était de mettre en place une identité nationale loyale, élargie à l'ensemble des habitants et d'une façon graduelle (les lois d'attribution de la nationalité).

Cet objectif vient de pallier une possibilité de dislocation dans la relation entre les gouvernants et les gouvernés en cas d'absence d'un centre de pouvoir charismatique. Un document national sur les valeurs et les comportements d'un citoyen émirati décrit ce prototype, prescrivant des attitudes, des sentiments et des comportements d'une manière si explicite que l'identité devrait servir de mécanisme efficace pour réduire l'incertitude face à l'instabilité régionale.<sup>66</sup>

Cette politique nationale est le résultat de cette quête de modernisation de la société et de la mondialisation des villes émiraties. Il est fort probable que cette réalité va complexifier les décisions politiques de l'Etat afin de conserver le lien social néo-traditionnel des citoyens émiratis afin de créer une identité purement émiratie.

Certains traits particuliers sont assez significatifs comme *la question de la religion*. C'est une caractéristique particulière se trouvant dans quelques rares pays du Moyen-Orient (péninsule

---

<sup>65</sup> Kristi N. Barnwell, OVERTHROWING THE SHAYKHS: THE TRUCIAL STATES AT THE INTERSECTION OF ANTI-IMPERIALISM, ARAB NATIONALISM, AND POLITICS, 1952-1966, The Arab Studies Journal , Fall 2016, Vol. 24, No. 2 (Fall 2016)

<sup>66</sup> Angela T. Maitner, Robert Stewart-Ingersoll, Social Identity and Peace in the Modern Middle East: Insights from the United Arab Emirates, dans Understanding Peace and Conflict Through Social Identity Theory P 319, June 2016



arabique) où les non-musulmans occupent presque la moitié de la population (Emirats Arabes Unis-51,5%, Qatar- 46%) ou plus que la moitié de la population (Oman 81%).<sup>67</sup>

Ce processus de nation-building ne pouvait pas atteindre tous ses objectifs via le pétrole dans la quête de la socialisation ou l'identification des nationaux. « À cette fin, le gouvernement fédéral a fait de l'identification nationale une priorité stratégique (Vision 2021)<sup>68</sup>. L'identité qui a émergé au cours des 44 dernières années est distinctement arabe (mais pas arabiste) et musulmane (mais pas islamiste). »<sup>69</sup>

Cet Etat fédéral n'est plus menacé de désunion puisqu'il a su comment gérer les différences économiques afin de garder une position unifiée en matière de politique étrangère. Les prémices de cette vision viennent en premier lieu des efforts déployés au lendemain de la guerre du Koweït et dès l'arrivée de Mohammed Ben Zayed au pouvoir en 2004 (prince héritier et comme ancien chef d'Etat major entre 1992 à 2004) et de Mohammed Bin Rashid Al Maktoum en 2006 à la tête de l'émirat de Dubaï.

Cet intérêt dédié au secteur militaire se fait à trois niveaux importants : l'intégration des forces armées fédérales dont le ministère de la Défense, contrôlé par Dubaï, cessa alors de peser dans la formulation des politiques en matière de gestion du personnel de défense, d'organisation, d'équipement, de préparation et d'emploi des forces armées, désormais placées sous le contrôle exclusif du GHQ d'Abu Dhabi.<sup>70</sup>

Puis, le recours à un grand plan d'innovation et de professionnalisation de l'armée nationale et finalement l'adoption d'un processus d'émiratation de l'identité militaire au profit d'un rôle de leadership régional indépassable dans la carte des alliances dans la région mais aussi en tant que secteur vital de stabilité interne. La politique étrangère émiratie est actuellement conduite

---

<sup>67</sup>Voir Tableau – 1 Middle East Religions' Statistics (2009), dans Yalcin Diker, IDENTITY AND FOREIGN POLICY IN THE MIDDLE EAST, Page 05

<sup>68</sup> UAE Vision 2021 a été lancé par S.S. Sheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, vice-président, Premier ministre des Émirats arabes unis et souverain de Dubaï, lors de la clôture d'une réunion du Cabinet en 2010. L'objectif principal de cette vision est de conserver la place distinguée de l'économie nationale dans le monde mais aussi de procéder concrètement en faveur de la promotion et de la durabilité de l'identité nationale. [Home \(vision2021.ae\)](http://vision2021.ae)

<sup>69</sup> Angela T. Maitner, Robert Stewart-Ingersoll, Social Identity and Peace in the Modern Middle East: Insights from the United Arab Emirates, dans Understanding Peace and Conflict Through Social Identity Theory P 318, June 2016

<sup>70</sup>Victor Gervais, ÉTAT ET ARMÉE AUX ÉMIRATS ARABES UNIS : LES ENJEUX DE LA CONSTRUCTION D'UNE FORCE MILITAIRE, La Documentation française | « Les Champs de Mars » 2012/1 N° 23, Page 127

d'un point de vue géopolitique et sécuritaire. En fait, le secteur de la sécurité devenu récemment un pilier du renforcement des institutions des EAU<sup>71</sup>

Ce dernier axe est décisif dans la détermination de la posture de la politique étrangère émiratie dans la région. Cette stratégie actuelle se jalonne par l'insertion des femmes dans le service militaire, la mise en place du service militaire obligatoire à partir de 2014 sans négliger que le nombre d'étrangers en service a également été réduit d'environ 30% et remplacé par des émiratis<sup>72</sup>

Les États du golfe se réfèrent généralement à la religion comme une source de légitimité, de leadership et de conceptualisation de leur politique étrangère. En ce qui concerne ce dernier point, il apparaît que la distance par rapport à l'Islam en tant que projet politique est différent entre ces Etats. Donc, Ça forme un marqueur identitaire entre les Etats de la péninsule arabique.

Pour le Qatar, l'Islam politique était un outil direct dans la régulation du courant de la mondialisation, il a beaucoup contribué dans le processus de conservation de l'aspect traditionnel de l'Etat. Ce modèle a beaucoup servi la famille royale en lui attribuant un gage de poursuite de ses objectifs en matière de politique régionale.

A ce niveau-là, cette dimension politique qui dresse une identité religieuse considérée comme pilier de stabilité de l'Etat a changé d'utilisation dans la politique régionale du Qatar. Il faut bien rappeler que ces forces partisanses « d'opposition » qui se trouvent au Qatar, ont été toujours présentes dans les processus politiques de leurs États dans différentes périodes.

Alors pour le Qatar, son fonctionnement était constructif, il a soutenu simplement le processus de changement dans ces Etats du monde arabe afin d'appuyer les projets démocratiques sous le leadership des Frères Musulmans. Avant l'avènement du printemps arabe, ces forces ont subi l'oppression des régimes autoritaires dont certaines figures emblématiques ont été accueillies au Qatar. Par conséquent, dans la période postcoloniale, l'importance des oulémas dans les monarchies néo-traditionnelles du Golfe était plus grande que dans les républiques arabes « modernes » d'Égypte, d'Irak, de Syrie ou de Libye.<sup>73</sup>

---

<sup>71</sup> "Emiratization of Identity": Conscription as a Cultural Tool of Nation-building by Eleonora Ardemagni, *Identity & Culture in the 21st Century Gulf* | Autumn 2016, Page 07

<sup>72</sup> Athol Yates (2016) *Western Expatriates in the UAE Armed Forces, 1964–2015*, *Journal of Arabian Studies*, Page 192

<sup>73</sup> Frédéric Volpi, *Islam, political Islam, and the state system in* *ROUTLEDGE HANDBOOK OF INTERNATIONAL RELATIONS IN THE MIDDLE EAST*, P 73

La politique étrangère du Qatar et son indépendance viennent en premier lieu de sa capacité de créer un champ d'autonomie dans la gestion de la religion par rapport au modèle saoudien (*Baskan and Wright, 2011*). En outre, ce modèle particulier s'enrichit par le rôle joué des théologiens venant principalement de l'Égypte comme c'était le cas pour Al-Qaradawi, dans l'organisation des différents programmes du ministère de l'éducation. Autrement dit, l'implication de ces savants « étrangers » a laissé l'opportunité à la famille Royale d'avoir le contrôle de l'identité nationale.

Pourtant, l'absence de toute pression exercée par ses théologiens a stimulé l'emprise de l'Emir à travers la création d'un ministère des Affaires religieuses qu'en 1993. Ce retard d'institutionnalisation explique que « le champ religieux au Qatar ne dispose que d'une capacité d'influence formelle limitée dans le champ politique qatari et in fine sur la formation et la pratique de la politique étrangère de l'émirat. »<sup>74</sup>

Dans ce contexte-là, Kamrava a accouplé cette homogénéité religieuse à la distance géographique existante par rapport aux zones de la conflictualité en parlant bien précisément de l'Irak. Cette paix sociale a été renforcée par la cooptation par l'État de dissidents potentiels, sa flexibilité idéologique et sa diplomatie accommodante.<sup>75</sup>

Par conséquent, Cette gestion rationnelle de l'Islam comme outil de stabilité interne et d'influence régionale a beaucoup participé dans le rayonnement de l'image du Qatar en tant qu'acteur indépassable dans les processus politiques de transition, dans son engagement de médiation dans les processus de résolution des conflits. Autrement dit, ce micro-Etat a pu créer un modèle d'exception dans toute cette turbulence régionale en poursuivant une nouvelle stratégie d'institutionnalisation typique « de l'intérieur à l'extérieur » tout en évitant de tomber dans la contradiction. On peut citer à titre d'exemple de l'Union Mondiale des Savants Musulmans (2004), Doha Forum (2000) jusqu'à l'ouverture d'un bureau de l'ONUCT à Doha (2020)<sup>76</sup>.

---

<sup>74</sup>Victor Valentini. Le Qatar à l'épreuve des relations internationales : lecture théorique de la politique étrangère du micro-État sous le règne de l'émir Hamad Ben Khalifa Al Thani (1995-2013). Science politique. Université Clermont Auvergne, 2017. Français, Page 247

<sup>75</sup> Daniel Byman and Jerrold Green, "The Enigma of Political Stability in the Persian Gulf Monarchies," *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 3, No. 3 (September 1999), p. 21. Cité dans Mehran Kamrava, *Royal Factionalism and Political Liberalization in Qatar*, *Middle East Journal*, Vol. 63, No. 3 (Summer, 2009), P 404

<sup>76</sup>SÉBASTIEN BOUSSOIS | 27.11.2020 [ONUCT. : Le Qatar poursuit sa lutte contre le terrorisme \(lemonde-arabe.fr\)](https://lemonde-arabe.fr), Consulté le 25/04/2021

En outre, ce cumul décisionnel souverain a bénéficié de certaines décisions venant de l'extérieur comme c'était le cas avec la vague de normalisation.

Cette démarche diplomatique dite particulière « ethical pragmatism », laisse le Qatar loin de toute pression d'adopter une position définitive par rapport à cette question de la normalisation. « En outre, il (les accords d'Abraham) expose le profond schisme dans le monde arabe et musulman actuel entre l'axe pragmatique, centré en Égypte, en Jordanie, aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite, et les axes radicaux, dirigés par la Turquie et l'Iran. »<sup>77</sup> Cette explication des chercheurs israéliens (Ofir Winter and Yoel Guzansky) aide à comprendre la difficulté de mettre le Qatar dans un axe précis.

Un dernier point qui décrit plus que jamais le rapport du lien social entre les gouvernants et les gouvernés, dans la création des germes d'une nouvelle catégorie de résistance nationale entre trois catégories des habitants : la famille royale ou bien entre les différentes factions de la famille royale, les citoyens et les résidents (étrangers). Autrement dit, l'analyse classique fait référence à la culture des coups d'Etat comme la voie traditionnelle et unique dans la logique d'organisation du pouvoir et de son changement. Alors, ce blocus fait renaître de nouveau les rivalités entre les familles royales de la péninsule.

Au-delà de cette solidarité exprimée dans les réseaux sociaux, cette crise a entraîné l'augmentation de deux choses importantes : d'un côté, plus de confiance dans les étrangers comme une partie intégrante de la société (les Arabes, les expatriés occidentaux, expatriés sud-asiatiques). De l'autre côté, le niveau de politisation commence à s'élever.

Ces conséquences négatives pour les pays du blocus (les 3 monarchies du golfe), va certainement exercer des pressions sur la classe dominante afin de suivre ce modèle Qatari. « Entre 2017 et 2018, le pourcentage de citoyens ayant déclaré être très intéressés par la politique a plus que doublé, passant de seulement 15% en mai 2017 à 34% à la même période l'année prochaine. L'intérêt pour la démocratie reflétait ce saut. »<sup>78</sup>

- *La petitesse et la politique étrangère: la stratégie du contrôle du dilemme sécuritaire*

---

<sup>77</sup> Ofir Winter and Yoel Guzansky, Islam in the Service of Peace: Religious Aspects of the Abraham Accord, INSS Insight No. 1379, September 6, 2020, Page 04

<sup>78</sup> Justin Gengler (2020) Society and State in Post-Blockade Qatar: Lessons for the Arab Gulf Region, Journal of Arabian Studies, Page 248

Tout d'abord, il faut bien notifier que les hypothèses des différentes théories des relations internationales susmentionnées n'expriment pas l'ensemble du comportement externe de certains petits États, l'absence de la puissance physique ne peut pas toujours décider le statut ou la nature de cette typologie d'Etat, celle de l'obsession permanent d'assurer sa survie que ce soit dans son environnement interne ou leur environnement régional.

Cette analyse fait référence à deux grandes catégories de distinction entre le positionnement de ces Etats dans la politique internationale d'un point de vue économique entre des Etats riches et d'autres pauvres en matière des ressources naturelles (des Etats patrons et d'autres Clients). A cela s'ajoute aussi une sous-catégorie des petits Etats riches en termes de PIB et de la croissance économique, qui détermine la particularité de la structure interne et les objectifs de la politique étrangère.

A cet effet, Máté Szalai souligne le poids des différences régionales pouvant considérablement modifier l'influence et le comportement des petits États. On peut difficilement remettre en cause qu'un pays aux ressources rares situé dans l'Union européenne ou dans le golfe Persique à une situation stratégiquement différente, non seulement en raison des altérations de l'environnement géopolitique mais aussi de circonstances normatives diverses<sup>79</sup>.

Autrement dit, les objectifs et les outils des petits États sont différents, alors la politique étrangère de ces monarchies du golfe porte certaines variables qui font sa spécificité. Une perception qui fait naître des relations d'alignement ou d'alliance avec certaines grandes puissances comme les Etats-Unis. Cette corrélation explique grandement le choix des Emirats Arabes Unis de normaliser ses rapports avec Israël pour bénéficier du socle sécuritaire américain et du progrès technologique israélien.

Ce processus de singularisation suit plusieurs approches, A ce niveau là, il y a le modèle Qatari qui est audacieux puisqu'il cherche depuis 1995 à contourner ces enjeux sécuritaires loin de toute alignement au profit de ces voisins.

Selon l'analyse d'Abo Lila, le Qatar constitue ce petit État fournissant un service de médiation, des investissements étrangers et des aides dans de nombreux secteurs, ce qui fait prendre

---

<sup>79</sup> Máté Szalai, Small regimes in the Middle East: a conceptual and theoretical alternative to small states in a non-Western region, International Politics, Publié le 24 Août 2020, Page 02

conscience au monde de l'importance de ce pays et de la qualité de son service. Ainsi, il peut gagner considérablement en politique internationale.<sup>80</sup>

Donc, pour ces deux micros-Etats le dilemme sécuritaire se situe dans deux espaces différents mais la petitesse constitue toujours une source de vulnérabilité indéboulonnable vu la politique souveraine des deux et leurs relations diplomatiques souvent tendues.

A l'encontre des Emirats Arabes Unis qui a fait le choix de mettre sa politique étrangère entre le Soft Power le Hard Power, le Qatar a bien investi dans le ramollissement de ses rapports bilatéraux avec les différentes puissances régionales tout en gardant un minimum de coopération avec ses voisins "naturels" de la péninsule arabique (la participation dans le Bouclier de la péninsule).

De surcroît, le Qatar désormais dans la catégorie des petits États qui utilisent la cohésion élitiste et sociétale comme puissance défensive. Ainsi, ils peuvent résister aux pressions extérieures et compenser l'absence de sa puissance matérielle.<sup>81</sup>

Cet échec d'établissement d'une organisation sécuritaire dans le golfe Arabo-Persique était historique. Dès l'indépendance de ces petits États, la priorité était de sécuriser toute la région en lançant des propositions incluant l'Irak et l'Iran afin de former une organisation régionale.

A cette époque, l'enjeu de l'hégémonie régionale joué entre l'Iran et l'Irak a complexifié toute sorte de congruence. Il était clair que la rencontre de Mascate de 1976 est la consécration de cette rivalité qui a montré l'éparpillement de la position des monarchies arabes du Golfe puisque le Koweït était favorable à la mise en place d'une organisation à caractère économique alors qu'Oman a opté pour une structure de défense.

L'état actuel de ce dilemme sécuritaire revient essentiellement à cette crise d'apparition qui a sonné le glas dans des périodes différentes où la montée des tensions dans les années 80 a perturbé toute sorte d'institutionnalisation du Conseil de Coopération du Golfe pour plusieurs raisons comme la volonté de l'Arabie Saoudite de devenir l'hégémon de cette organisation.

De ce fait, le politologue Émirati Abdelkhaleq Abdulla a souligné cette logique institutionnelle du passé qui fait la réalité sécuritaire d'aujourd'hui, pour lui:

---

<sup>80</sup> Abo Lila, S.M. (2017), "The theoretical dimensions of analyzing foreign politics of small states", *Journal of Economic and Political Science*, Vol. 8 No. 2, pp. 77-112

<sup>81</sup> Abdelraouf Mostafa Galal, *External behavior of small states in light of theories of international relations*, Emerald Publishing Limited, *Review of Economics and Political Science* Vol. 5 No. 1, 2020, Page 53

les États arabes du Golfe, généralement récalcitrants et normalement conservateurs, ont mis moins de trois mois pour se mettre d'accord à l'unanimité sur les grandes idées et les objectifs du CCG, approuvé sa charte finale, signer de nombreux documents complexes sur les règles et les structures et annoncer à la hâte sa naissance officielle. Une vitesse aussi extraordinaire est pratiquement inconnue dans l'histoire de l'intégration régionale et est particulièrement inhabituelle pour les dirigeants des six États arabes du Golfe dont la tendance normale est de remettre à plus tard une décision ayant des ramifications potentielles sur leur souveraineté.<sup>82</sup>

Cette conjoncture conflictuelle a défini les projets de chaque Etat dans la mise en place d'un cadre de la sécurité régionale, extrêmement volatile devant le caractère répétitif des confrontations armées dans leur environnement régional (la nouvelle donne imposée par la Révolution Iranienne, puis la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988 jusqu'à la première guerre du golfe).

En dépit de la domination du bilatéralisme comme source de sécurité avec les grandes puissances surtout après l'invasion du Koweït par l'Irak, les contraintes géographiques imposent des divergences et des prises de position différentes. Cet équilibre délicat a atteint des proportions extrêmes aux Émirats arabes unis, où Dubaï, Sharjah et Umm al-Quwain ont soutenu l'Iran et maintenu des liens commerciaux étroits avec Téhéran, tandis que les quatre autres émirats d'Abou Dhabi, Ras al-Khaimah, Ajman et Fujairah ont tous pris position en faveur de l'Irak. A cet effet, Ras al-Khaimah offre même à Bagdad la possibilité d'établir des bases aériennes sur son territoire.<sup>83</sup>

A l'aune du caractère déstabilisant du printemps arabe, cette réalité du terrain des deux hégémons régionaux viennent d'être contestée notamment pour l'hégémon du camp sunnite qui est l'Arabie Saoudite. Cet événement révolutionnaire a été instrumentalisé en tant que stimulateur d'expansion dans toute la région, ces deux micros-États que sont le Qatar et les

---

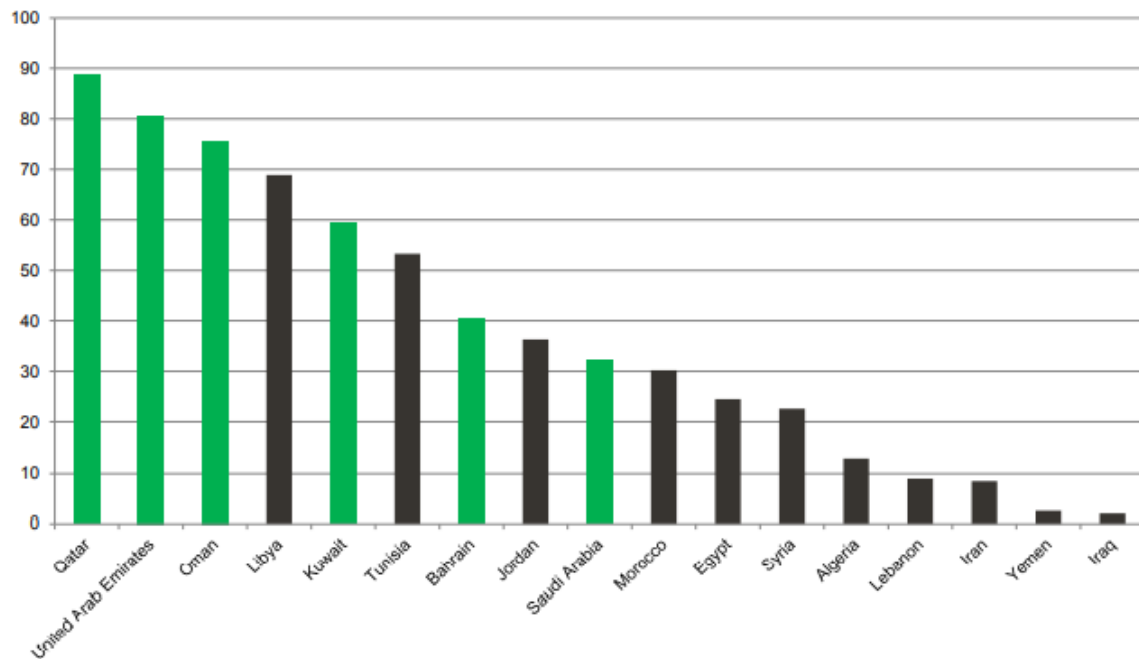
<sup>82</sup> Abdulkhaleq Abdulla, "The Gulf Cooperation Council: Nature, Origin and Process," in Michael Hudson, ed. *Middle East Dilemma: The Politics and Economics of Arab Integration* (New York, NY: Columbia University Press, 1999), 154. Cité dans Chapitre 16, Kristian Coates Ulrichsen, *GCC FOREIGN POLICY The struggle for consensus*, Page 213 dans *Routledge Handbook of International Relations in the Middle East*, Edited by Shahram Akbarzadeh, 2019

<sup>83</sup> Christopher Davidson, *The United Arab Emirates: A Study in Survival* (London: Lynne Rienner, 2006), 206. Cité dans Chapitre 16, Kristian Coates Ulrichsen, *GCC FOREIGN POLICY The struggle for consensus*, Page 214 dans *Routledge Handbook of International Relations in the Middle East*, Edited by Shahram Akbarzadeh, 2019

EAU sont restés loin de l'influence de l'élément religieux contrairement à ce qui s'est passé en Arabie Saoudite et au Bahreïn (le composant chiite).

Figure 3: L'état de la stabilité politique

## Political Stability (by world percentile)



Source: World Bank Governance Indicators

20

Source : World Bank Governance Indicators<sup>84</sup>

À l'instar de cette nouvelle situation, l'investissement intense des EAU dans la construction quantitative et qualitative de son armée nationale l'a rendu un partenaire indépassable pour l'Arabie Saoudite. Ce micro-État est devenu le gendarme ou bien le grand acteur sécuritaire de la région. Alors que le modèle Qatari a suivi la ligne traditionnelle de sa politique étrangère celle de la paix tout en essayant de soutenir massivement voire conduire les processus de changement dans certains Etats puissants du monde arabe.

Cette évolution historique dans la politique étrangère des deux micros-Etats situés au cœur du Moyen-Orient était impensable prenant en considération l'environnement de l'accès à

<sup>84</sup> Anthony H. Cordesman, Stability in the Middle East: The Other Side of Security "Find their worst grievances and deal with them" Center For Strategic and International Studies, April 11, 2011, Page 20



l'indépendance qui était historiquement tribal de cette zone géographique. En effet, l'idée de l'exceptionnalisme élaboré par ces Etats reçoit aujourd'hui une certaine reconnaissance internationale.

Le cas du modèle émirati fait preuve d'une nouvelle situation qu'un micro-État peut répondre offensivement à toute sorte de menace extérieur. Autrement dit, cet émirat classé en 42ème dans la liste des pays les plus peuplés dans le monde et 115 en terme du territoire, a pu compenser le déficit dans la puissance physique. En termes de classement des puissances militaires qui tiennent compte de la main-d'œuvre disponible, des capacités qualitatives et quantitatives ainsi que des dépenses, les Émirats arabes unis se classent au 65e rang mondial par rapport à la position presque inférieure du Qatar à 100 (sur 136).<sup>85</sup>

En dépit de la protection offerte par les États-Unis via la mise en place de sa politique des bases militaires au profit de ses États du golfe, Il n'est plus possible de détenir tous ses efforts dans l'équation classique "Oil for Security". Cette nouvelle situation vient principalement de deux éléments fondamentaux, liés à la remise en cause de la puissance hégémonique américaine.

D'un côté, l'imprécision de l'état d'engagement militaire de la puissance américaine envers ses micros-Etats lors des deux administrations d'Obama, a suscité des questions sécuritaires mettant en péril la stabilité de ses émirats dans une région géopolitiquement chaude. En revanche, l'élection de Trump a été reçue positivement notamment lors de la première visite de ce président à l'étranger où il a choisi l'Arabie Saoudite.

De l'autre côté, l'évaluation périodique de l'intérêt national américain s'est orientée progressivement vers le Pivot Asiatique, ce qui pose des problèmes pour la stabilité de ces régimes monarchiques dans le long terme.

Le retour à la politique étrangère concurrentielle entre les grandes puissances de la part des Etats-Unis correspond à l'analyse de Máté Szalai qui envisage que les États-Unis se transformerait perpétuellement et significativement en agneau à partir d'un lion, les pays du

---

<sup>85</sup> World Population Prospects. (2017) The 2017 Revision: Key Findings and Advance Tables', UN Department of Economic and Social Affairs Population Division, New York,, <https://www.compassion.com/multimedia/world-population-prospects.pdf>. Accessed 6 Jan 2018; IMF World Economic and Financial Surveys, World Economic Outlook Database, October 2017, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx>. 19 February 2018; See '2018 Military Strength Rankings', <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.asp> . Accessed 1 March 2018, Cité dans Rory Miller, Harry Verhoeven, Overcoming smallness: Qatar, the United Arab Emirates and strategic realignment in the Gulf, International Politics (2020) 57:1–20, Publié 20/05/2019, Page 05

Golfe devraient donc trouver d'autres options. Une de ces options est qu'ils peuvent chercher à trouver un nouveau "lion".<sup>86</sup>

A cet effet, les pays du golfe peuvent aussi exercer une pression sur les Etats-Unis en établissant des relations économiques et commerciales avec l'Etat géant de l'Asie Pacifique "la Chine". Ces rapports ont plus de chance de pacifier la région du Moyen-Orient en appliquant parfaitement la théorie de la paix par la commerce puisque la politique étrangère chinoise est extrêmement souple d'un point de vue idéologique. En outre, le partenariat stratégique entre la Chine et l'Iran<sup>87</sup> est un événement important pour les USA et les États du CCG.

\*

## **DEUXIÈME PARTIE : LE SMART POWER AU SERVICE DE L'INFLUENCE RÉGIONALE ET INTERNATIONALE**

### **Chapitre I: Le rôle géopolitique des aides dans la définition de leur puissance**

---

<sup>86</sup> Máté Szalai, The Alliance dilemma of the Gulf States after the Obama presidency, COJOURN 2:2-3 (2017), Page 10

<sup>87</sup> L'Iran et la Chine signent un «pacte de coopération stratégique de 25 ans», Par Le Figaro avec AFP, Publié le 27/03/2021, disponible sur l'adresse suivante: <https://www.lefigaro.fr/international/iran-et-chine-vont-signer-a-teheran-un-accord-de-cooperation-de-25-ans-20210327>

En réalité, ces micros-Etats créent leur propre image d'influence et d'émergence sur le plan international à cause de leur leadership en matière de contribution financière dès leur indépendance. Cette politique s'inscrit au cœur de la politique générale de leur intégration au sein de la communauté internationale et de ses différents objectifs de pacification du système international.

Aux Emirats Arabes Unis, ces efforts d'institutionnalisation ont commencé avec la création du Fonds d'Abu Dhabi (1971) pour le développement en tant que principale agence de développement du pays<sup>88</sup> jusqu'à l'heure actuelle dont le ministère des Affaires étrangères a changé de nom pour répondre aux caractéristiques de leur propre politique étrangère avec pour objectif de s'imposer largement comme un nouveau donateur incontournable.

En outre, le leadership en la matière a permis à cet État de mettre cet outil d'action au cœur de leur action étrangère qui s'inscrit majoritairement dans le cadre du bilatéralisme. De surcroît, le facteur principal de cette montée collective des pays du golfe depuis les années 70 (à l'exception du Koweït en 1961) revient à la force pétrolière. Toutefois, la chute spectaculaire des prix du pétrole depuis la seconde moitié de 2014 ne semble pas se traduire par une diminution de l'aide des pays du CCG en 2016, comme le suggèrent les données disponibles pour le Koweït et les Émirats arabes unis<sup>89</sup>

En effet, Il convient de souligner que, bien qu'ils soient souvent qualifiés de "nouveaux donateurs", la plupart des donateurs émergents ne sont en fait pas "nouveaux" dans l'aide au développement. Par exemple, on a estimé qu'au cours de la période 1974-94, l'aide étrangère des pays arabes a représenté en moyenne 13,5 % de l'ensemble de cette aide<sup>90</sup>.

Cette stratégie est celle d'une assistance généreuse sous forme des dons et d'attribution des aides financières "sans taxation" afin de créer une dépendance économique à leur profit.

En revanche, l'existence d'une institution de coopération régionale comme le CCG n'a pas traité les modalités d'institutionnalisation des aides afin de construire un modèle compétitif à

---

<sup>88</sup> United Arab Emirates, Ministry of Foreign Affairs and International cooperation, Développement Assistance, <https://www.mofaic.gov.ae/en/the-ministry/the-foreign-policy/development-assistance>, Consulté le 10/06/2021

<sup>89</sup> Arab Aid on the Rise 2011-2016, MENA Knowledge and Learning, Quick Notes Series, Février 2018, Numéro 163, Page 02

<sup>90</sup> Espen Villanger, 'Arab foreign aid: disbursement patterns, aid policies and motives', Forum for Development Studies 34: 2, 2007, pp. 223-36. cité dans Ngaire Woods, Whose aid? Whose influence? China, emerging donors and the silent revolution in development assistance, Page 1206, International Affairs 2008 Vol. 84; Iss. 6

celui exercé par l'Organisation de coopération et de développement économiques et le Development Assistance Committee (DAC) en particulier.

Avant le printemps arabe, ces Etats ont partagé les mêmes motifs dans ce processus indépendant de déploiement de l'assistance financière qui sont l'affirmation de la solidarité arabe ainsi que la présence d'une identité religieuse fortement influente dans les rapports entre ces Etats donateurs et les Etats bénéficiaires. Néanmoins, la négligence de l'axe Sud-Sud reflète la nature de cette coopération arabo-musulmane qui était primordiale pour ces petits États du golfe afin d'avoir le soutien politique et militaire des grands États.

De ce fait, un classement s'est établi où les Emirats Arabes Unis occupent le troisième rang de grand fournisseur d'aide parmi les pays arabes, venant après le Koweït et l'Arabie Saoudite, alors que la contribution financière du Qatar se définit généralement comme un donateur de petite à moyenne taille. Son aide en 2012 était environ la moitié de celle de l'Arabie saoudite ou des Émirats arabes unis (EAU)...Lorsque le Qatar est comparé aux donateurs du CAD, il se classe au 21e rang en termes d'aide en termes absolus et au 15e rang pour l'aide en pourcentage du RNB. De 2010 à 2012, le Qatar a consacré environ 0,30% de son RNB à l'aide étrangère, un chiffre légèrement supérieur à la moyenne pondérée de tous les donateurs du CAD.<sup>91</sup>

Il s'avère clairement que les affinités culturelles, le facteur du voisinage permet aux Etats Arabes, Etats musulmans et aux pays de l'Afrique Subsaharienne de tirer profit de la quasi-majorité de cette assistance financière.

Du côté Qatari, cette stratégie s'implique directement au soutien de sa diplomatie de grand médiateur puisque l'exceptionnalisme de cette médiation dépasse la simple résolution des conflits vers la préparation d'un plan de développement pour que l'aide soit humanitaire et pour que le Qatar devienne un partenaire légitime indéfectible. Cela se voit dans la Vision nationale du Qatar, 2030, où l'accent est mis sur :

- Renforcer le rôle régional du Qatar sur les plans économique, politique et culturel, en particulier dans le cadre du Conseil de coopération du Golfe, de la Ligue arabe et de l'Organisation de coopération islamique.
- Intensifier et améliorer les échanges culturels avec les nations arabes en particulier et les autres nations en général.»<sup>92</sup>

---

<sup>91</sup> Homi Kharas, Trends and Issues in Qatari Foreign Aid, November 2015, Working Paper 15-11, Page 7

<sup>92</sup> Idem, Page 10

En effet, la diplomatie de ces deux Etats se définit grosso modo par son potentiel économique, mis au service de sa nouvelle position de leader de la région. On peut dire qu'hier les revenus pétroliers ont été attractifs pour l'établissement des relations diplomatiques de la part des grandes puissances avec ces deux monarchies du golfe, alors qu'aujourd'hui ces petits États ont fourni une nouvelle sorte d'économie rentière destinée à la maximisation de leur intérêt national. Cependant, les Émirats arabes unis fournissent une aide afin de renforcer la stabilité économique des États en développement, en particulier les pays voisins. En soutenant les économies de ces pays en développement, il cherche à empêcher l'afflux d'immigrants illégaux vers les Émirats arabes unis en provenance de pays comme le Pakistan et l'Inde.<sup>93</sup>

L'expérience acquise et la maturité reconnue de ces mécanismes d'action pertinents en voie de la maximisation des gains nationaux a diversifié les organes spécialisés en la matière. En plus, cette participation des différents émirats de la fédération s'inscrit dans la volonté de réduire l'ampleur du monopole d'Abu Dhabi avec son fond de développement (Abu Dhabi Fund for Development). Historiquement, c'est toujours Abu Dhabi qui finance la majeure partie du développement économique du pays, et d'autres cheikhs émiratis ont souvent de l'aide financière de l'émirat.<sup>94</sup>

On peut citer quelques exemples de renommée internationale telles que le Croissant-Rouge des Emirats Arabes Unis, la Fondation caritative et humanitaire Zayed, Human Appeal, Maktoum Charity, Sharjah Charity Establishment et d'autres agences qui présentent leur expertise dans la fourniture de l'aide humanitaire et des projets de développement.

Dans ce contexte, il est bien utile de faire la différence entre cette politique des aides et le soutien populaire que ce soit par l'approbation de ces derniers ou bien de leur implication, le rôle de la population locale étant généralement trop limité dans la politique étrangère de cet Etat donateur du golfe.

Pourtant, la participation des citoyens émiratis se justifie via le facteur culturel et religieux qui reste à l'abri de toute politisation afin de répondre à une exigence dans la religion musulmane. David H. Lumsdaine (1993 : 5), dans son analyse des manières dont les principes moraux et politiques peuvent structurer la politique internationale, soutient que les conceptions morales affectent la politique internationale de deux manières : par le transfert systématique des

---

<sup>93</sup> Khalid S. Almezaini, *The UAE and Foreign Policy Foreign aid, identities and interests*, Routledge 2012, Page 113

<sup>94</sup> Kanna, Maryam I., "Emirati Foreign Aid: Overview and Foreign Policy Implications" (2014). Undergraduate Honors Theses. Paper 35. <https://scholarworks.wm.edu/honorstheses/35>, Page 26

conceptions politiques nationales de la justice à la société internationale ; et par des significations normatives implicites dans les régimes ou pratiques internationaux tels que l'aide étrangère<sup>95</sup>.

Par conséquent, le succès émirati de bâtir sa propre identité à l'échelle internationale grâce à sa politique étrangère basée sur l'octroi des aides ne répond pas entièrement aux efforts déployés dans la volonté d'exercer un rôle principal dans la région.

L'absence de politisation et de recherche des gains (l'élément de conditionnalité ou de dépendance) dans la fourniture des aides révèle clairement que la pérennité de cette démarche est loin de définir ce qui est l'intérêt national pour les dirigeants de cet État. Malgré le fait que les Émirats arabes unis soient plus grands que le Qatar géographiquement et démographiquement, leur rôle régional a diminué en raison de l'absence d'une stratégie claire dans sa politique étrangère. Le volume important de l'aide étrangère du pays a positionné les Émirats arabes unis parmi les donateurs d'aide, mais pas en tant qu'acteur régional.<sup>96</sup>

Alors que du côté Qatari, la stratégie générale reste beaucoup plus proche des dix indicateurs établis en 2013 connu sous le nom du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (The Global Partnership for Effective Development Co-operation). Ce cadre démontre la cohésion décisionnelle puisque les organisations gouvernementales s'engagent à côté de son secteur privé afin de participer dans les différentes activités de développement, cette situation privilégiée vient de la forte coordination avec chaque gouvernement qui bénéficie de son assistance.

C'est un socle d'assistance assez particulier vu que la taille médiane des projets de développement pour le Qatar est plus grande que pour n'importe quel pays du Comité d'aide de développement (CAD), à l'exception des Pays-Bas. En gardant les projets de grande envergure, le Qatar est en mesure de réduire la charge administrative pesant sur les bénéficiaires.<sup>97</sup>

Malgré cette réalité de contributeur incontournable dans le processus de nation-building c'est-à-dire de la conservation d'une forte présence dans les zones post-conflituelles pour diriger lesdits processus, la démarche interne n'a pas la même résonance pour aboutir à un système d'aide typique, en plus de la volatilité de ces aides, la politique en terme de transparence de

---

<sup>95</sup> Lumsdaine, D. 1993. *Moral Vision in International Politics*, Princeton, NJ: Princeton University Press. Cité dans Khalid S. Almezaini, *The UAE and Foreign Policy Foreign aid, identities and interests*, Routledge 2012, Page 110

<sup>96</sup> Khalid S. Almezaini, *The UAE and Foreign Policy Foreign aid, identities and interests*, Routledge 2012, Page 114

<sup>97</sup> Homi Kharas, *Trends and Issues in Qatari Foreign Aid*, November 2015, Working Paper 15-11, Page 20

l'information marque cette section ambiguë de la diplomatie solidaire. Cette démarche est dominante au sein du parlement aussi où le budget n'offre pas des éléments d'analyse suffisants pour tirer des résultats explicites.

En effet, la fourniture des données de data comme consécration de la transparence ne décrit que les choix souverains entre l'interdépendance multilatéral et l'indépendance bilatéral, puisque il n'y a pas de consensus universel sur la question de savoir si les accords multilatéraux sont la clé d'une allocation efficace de l'aide... Pour la plupart des donateurs bilatéraux, les canaux multilatéraux sont importants pour étendre leur prestation de services humanitaires et sociaux. Il y a peu de relation entre la taille du donateur et l'utilisation des accords multilatéraux<sup>98</sup>

En dépit de tout cela, les données de ces opérations financières vont certainement devenir publiques pour suivre les Etats de la région. Les Émirats arabes unis ont été le premier pays de la péninsule arabique à soumettre des données complètes au CAD de l'OCDE, disponibles depuis 2009<sup>99</sup>.

Par ailleurs, le modèle Qatari est moins expérimenté par rapport à chacun des principaux donateurs du monde arabe (Koweït, les EAU, l'Arabie Saoudite), cette situation s'explique par l'absence d'une approche organisationnelle unifiée dans le management de ses aides.

Cette situation actuelle est le résultat d'une indécision interne entre les deux grands modèles de gestion desdites aides, d'un côté, on trouve le Fond de développement du Qatar (2002) qui laisse place à la création d'une agence fonctionnant séparément au sein du Ministère des Affaires étrangères, tandis que ce modèle ne laisse pas dégager les résultats nécessaires pour étudier l'impact qu'il pourra avoir sur le terrain.

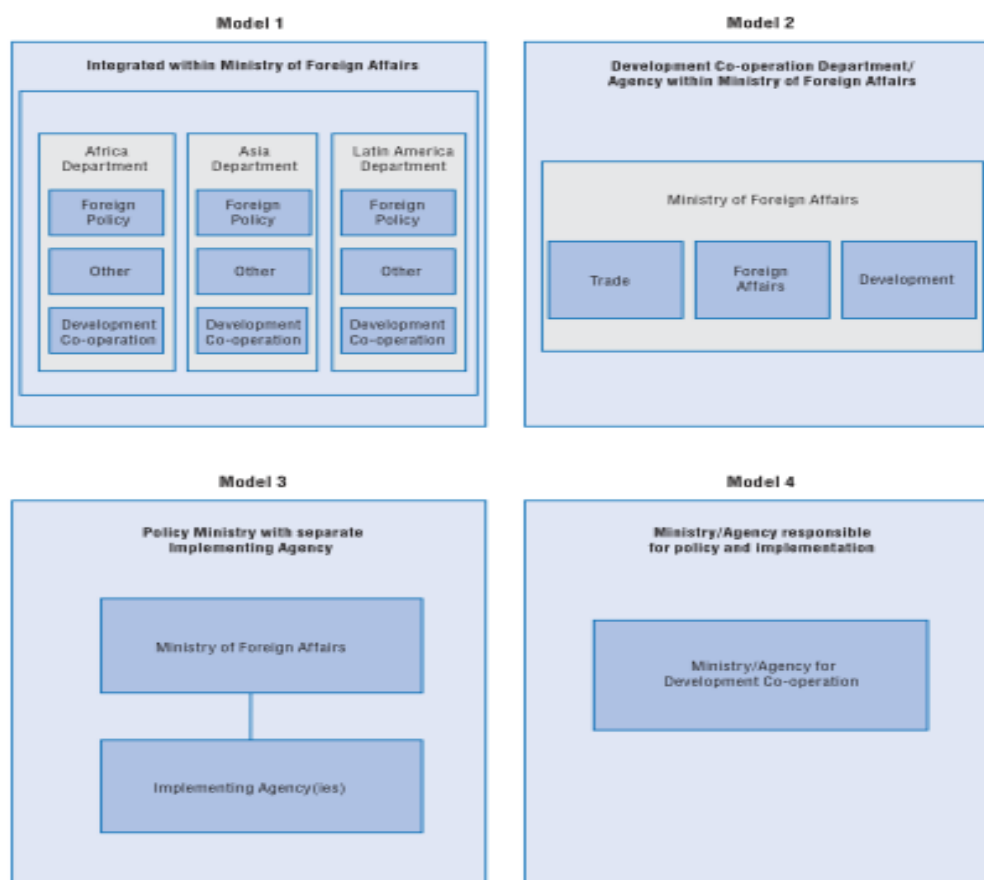
De ce fait, l'avènement du printemps arabe va laisser place à un remodelage structurel afin de mieux gérer les questions relevant des affaires étrangères, alors qu'en 2011, le Qatar a formé le Département du développement international au sein du ministère des Affaires étrangères.

---

<sup>98</sup> Idem, Page 27

<sup>99</sup> Logan Cochrane (2021) The United Arab Emirates as a global donor: what a decade of foreign aid data transparency reveals, Development Studies Research, Page 50

Figure 4: Approches organisationnelles de la gestion de l'aide



*Source: A Comparison of Management Systems for Development Co-operation in OECD/DAC Members (Chang, Fell, and Laird 1999).*

- *La contribution financière dans les processus de transition politique des régimes issus du printemps arabe.*

Tout d'abord, les événements politiques en Egypte entre 2011 et 2013 affirment le simple constat du poids de la confrontation historique entre les Frères musulmans et l'appareil militaire dans la définition de la nature de ce régime politique. Cette nouvelle réalité postrévolutionnaire de cohabitation était fragile pour laisser place à la formulation d'un certain compromis devant un peuple qui a élu son président civil pour la première fois depuis 1952.

En réalité, les incertitudes de la transition politique et le dysfonctionnement de l'économie égyptienne ont permis aux Etats du golfe, d'exercer et dans des périodes différentes, une forte influence dans l'orientation de la vie politique et économique après la révolution du 25 Janvier en 2011.



Néanmoins, avant l'avènement du printemps arabe, cet État provincial dans le monde arabe était toujours attractif pour la réception d'une grande partie des aides déployés par les pays du CCG. Villanger a bien suivi la distribution de l'aide du Golfe, qui a été dirigée vers huit pays arabes bénéficiaires en particulier. Ce sont, dans l'ordre de leur part, des fonds d'aide du Golfe : le Maroc, l'Égypte, la Syrie, l'Algérie, la Tunisie, la Jordanie, le Yémen et le Soudan.<sup>100</sup>

Alors, cette politique de bon voisinage était toujours une question prioritaire pour maintenir cette alliance avec la dixième force militaire, qui s'avère le plus compatible que ce soit sur le plan géographique, culturel et politique. La noyau de cet engagement politique envers l'Égypte s'exprime beaucoup plus par la volonté de garder un statu-quo favorable à ses pays.

Cette vision a connu un certain remodelage lors de l'arrivée des Frères musulmans à la tête du pouvoir parce que l'objectif primordial était avant tout d'éviter le chaos à tout prix à l'intérieur de cet Etat.

On peut dire que dans le cas Égyptien, la générosité des pays du Golfe dépasse les méfaits de certains résultats économiques (la dépendance aux ressources énergétiques) puisque la chute spectaculaire des prix du pétrole depuis la seconde moitié de 2014 ne semble pas se traduire par une diminution de l'aide des pays du CCG en 2016, comme le suggèrent les données disponibles pour le Koweït et les Émirats arabes unis.<sup>101</sup>

La substance de cet engagement économique reflète une préférence sécuritaire indéfectible. « En 2011-15, le top 10 se compose de sept pays arabes plus le Bangladesh, le Pakistan et la Turquie. En 2016, l'inverse s'est produit, avec 3 pays arabes (Égypte, Oman et Maroc) et sept pays non arabes (dont la Serbie et le Turkménistan.)»<sup>102</sup>

De surcroît, la volonté du parti de la Liberté et de la Justice (Frères Musulmans) de dominer les grandes institutions de l'Etat, était responsable de l'exaspération de la situation économique dont les chiffres ont reflété la gravité de ce temps perdu: le taux de croissance économique a tombé de 2%, les réserves de change de l'Égypte ont chuté de 36 milliards de dollars à près de 17 milliards de dollars au cours de la période de 2011-2013.

---

<sup>100</sup>Villanger, E. (2007) Arab foreign aid: disbursement patterns, aid policies and motives, Chr. Michelsen Institute, CMI report, R 2007, Cité dans SALLY KHALIFA ISAAC, Explaining the Patterns of the Gulf Monarchies' Assistance after the Arab Uprisings, Mediterranean Politics, 2014 Vol. 19, No. 3, Page 414

<sup>101</sup>Mustapha Rouis and Olga Shomakhmadova, Arab Aid on the Rise 2011-2016, MENA Knowledge and Learning, Quick Notes Series, Page 02

<sup>102</sup>Idem, Page 03

De ce fait, la régression de la performance économique en général et les contraintes des donateurs internationaux ont conduit les autorités égyptiennes à changer le cadre de sa coopération internationale.

A cet effet, Khalid Amin décrit ce trajet qui a commencé dans les dernières années de Moubarak. Cette aide bilatérale en pourcentage de l'aide totale est passée de 73 à 79 % de l'aide totale. L'assistance multilatérale a constitué une part moyenne de 23 pour cent de l'aide totale au développement au cours de ces années.<sup>103</sup>

En dépit de cette double méfiance réciproque entre l'Égypte et les grands donateurs tels que le Fonds Monétaire International, l'environnement égyptien a resté attractif afin de réduire le déferlement de cette incertitude sécuritaire. Pour faire face à ce dilemme, l'Égypte a approché de nombreux pays arabes et la Turquie pour une aide étrangère. Parmi les pays arabes, le Qatar était le principal donateur à l'Égypte après le soulèvement de 2011 et jusqu'en juin 2013, son aide totale atteignant 7,5 milliards de dollars en mai 2013. Un montant initial de 5,5 milliards de dollars était sous la forme de dépôts qatariens à convertir en un programme de billets à moyen terme en euros.<sup>104</sup>

Par conséquent, cette assistance financière destinée à l'Égypte a officialisé grandement la division qui a pris lieu lors de la période révolutionnaire, puisque, le ministre des Affaires étrangères émirati Cheikh Abdullah bin Zayed Al-Nahyan a rendu visite au président Égyptien Hosni Moubarak afin de transmettre le soutien inconditionnel des EAU de ce régime corrompu.

Cette position pro-Sissi ou de la faction militaire du pouvoir plutôt, a permis à ce bloc (l'Arabie Saoudite, Koweït et les EAU) auquel appartiennent les Emirats Arabes Unis d'exercer une influence considérable au sein de l'opinion publique.

Pourtant, une bonne partie de cette opinion est restée suspicieuse du danger de rendre l'Égypte, ce hub historique au monde arabe, un centre de leurs velléités divergentes. D'un côté, le Qatar et la Turquie ont voulu amoindrir l'hégémonie exercée par l'Arabie Saoudite, alors que de l'autre côté, les EAU et l'Arabie Saoudite ont cherché à contrôler les clés de la politique intérieure et de sa politique régionale afin d'inclure l'Égypte dans toute sorte d'affrontement militaire avec l'Iran par exemple.

---

<sup>103</sup> KHALED AMIN, *International Assistance to Egypt after the 2011 and 2013 Uprisings: More Politics and Less Development* Mediterranean Politics, 2014 Vol. 19, No. 3, Page 396

<sup>104</sup> *Idem* Page 402

Cette nouvelle utilisation des aides a pris de l'essor directement avec le retour de l'institution militaire à la tête du pouvoir à partir du 30 Juin 2013, les EAU avec les deux autres pays du golfe ont repris leurs activités d'investissement pour des objectifs de développement.

En plus, la dimension stratégique de ce partenariat a poussé ces États à fortifier l'arsenal militaire de l'Égypte. En novembre 2013, les médias internationaux ont annoncé que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) allaient financer un accord d'armement égypto-russe de 2 milliards de dollars.<sup>105</sup>

Si cette assistance était nécessaire pour relancer les projets du développement, elle reste problématique parce que le socle d'inconditionnalité, qui était total, n'a pas cherché à réconcilier les protestants avec leurs institutions politiques et militaires. Le soutien saoudien, émirati et koweïtien à la restauration militaire d'un système néo-Moubarak en 2013 était donc prévisible. En février 2011 et en juillet 2013, les trois pays ont promis d'abord à Moubarak puis au maréchal Abdel Fattah Al-Sissi qu'ils compensaient toute suspension de l'aide américaine en réaction à une éventuelle répression des manifestants.<sup>106</sup>

En effet, les deux ont choisi deux différents types de dépendance. Cette position rend l'économie égyptienne très dépendante de l'aide des pays du Golfe. Malgré cette dépendance, l'aide arabe, en général, est considérée comme plus bénéfique pour l'Égypte que l'aide occidentale pour les raisons suivantes :... Il n'y a aucune preuve que l'aide arabe soit un motif pour promouvoir les exportations du donateur, une pratique courante parmi les donateurs occidentaux.<sup>107</sup>

En plus, cette dépendance était sélective même dans les rangs des différents donateurs du golfe. Le positionnement de l'Égypte vis-à-vis des pays du Conseil de coopération du golfe détermine le seuil de profit à recevoir, qu'il reste énorme.

Cette réorganisation des rapports bilatéraux en matière d'aide a créé une forte alliance entre l'Égypte de Sissi et Mohammed Ben Zayed, les deux dirigeants mettent les frères musulmans

---

<sup>105</sup> Intrigue Deepens over Egypt-Russia Arms Deals,” Defense News, disponible sur l'adresse suivante: <http://www.defensenews.com/article/20131124/DEFREG01/311240009/Intrigue-Deepens-Over-EgyptRussia-Arms-Deal> Cité dans Yasmine Farouk, More than Money: Post-Mubarak Egypt, Saudi Arabia, and the Gulf, Gulf Research Center, GRC GULF PAPER, April 2014, Page 03

<sup>106</sup>Yasmine Farouk, More than Money: Post-Mubarak Egypt, Saudi Arabia, and the Gulf, Gulf Research Center, GRC GULF PAPER, April 2014,, Page 09

<sup>107</sup>KHALED AMIN, International Assistance to Egypt after the 2011 and 2013 Uprisings: More Politics and Less DevelopmentMediterranean Politics, 2014 Vol. 19, No. 3, Page 404

comme premier ennemi à abattre où l'alibi était toujours les intentions terroristes de cette formation politique.

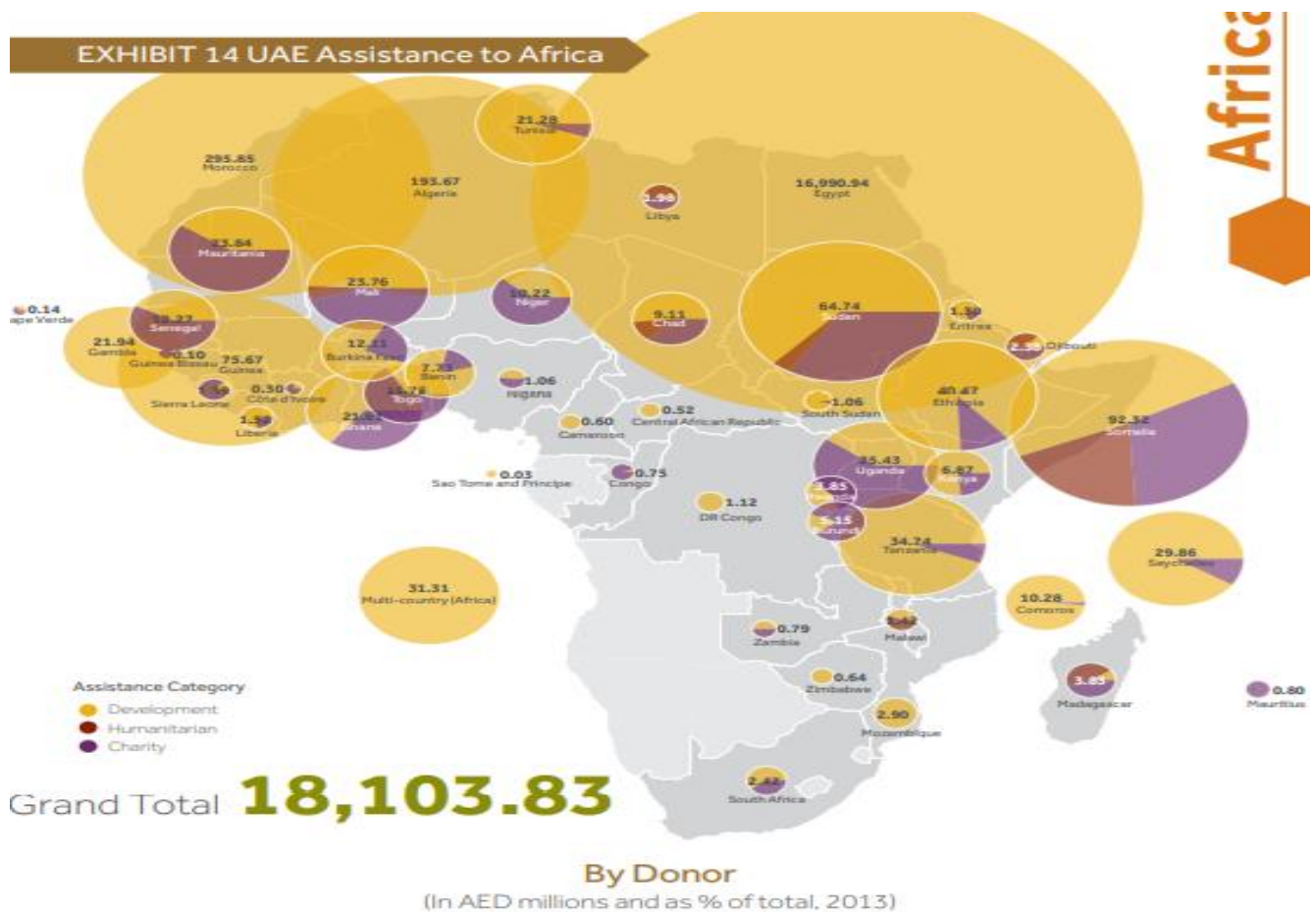
En réalité, l'urgence de la nouvelle situation post-30 Juin 2013, a porté en une seule fois, une forte vague des investissements pour assurer le règne de ce nouveau régime. Ce sont 12 milliards de dollars ont été mis au service de l'économie égyptienne sous forme de subventions, de dépôts à la Banque Centrale d'Égypte. 3 milliards de dollars, comprenant une subvention de 1 milliard de dollars et un dépôt sans intérêt de 2 milliards de dollars à la BCE.

La partie des Emirats Arabes Unis était de 3 milliards de dollars, comprenant une subvention de 1 milliard de dollars et un dépôt sans intérêt de 2 milliards de dollars à la BCE. Les Émirats arabes unis avaient promis 3 milliards de dollars d'aide financière en octobre 2011, mais n'ont jamais fourni l'aide.<sup>108</sup> A cela s'ajoute, D'autres grands projets en Égypte comprenaient une aide financière d'un montant de 3,52 milliards pour couvrir les besoins pétroliers de l'Égypte d'août à décembre 2013<sup>109</sup>

---

<sup>108</sup> *What Will the Gulf's \$12 Billion Buy in Egypt? Atlantic Council, MENA Source by Mohsin Khan and Richard LeBaron, 11 Juillet 2013, disponible sur l'adresse suivante: <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/what-will-the-gulfs-12-billion-buy-in-egypt/>*

<sup>109</sup> United Arab Emirates Foreign Aid 2013, Ministère de Coopération Internationale et de Développement Abu Dhabi, Octobre 2014, Page 38



**Source:** *United Arab Emirates Foreign Aid 2013, Ministère de Coopération Internationale et de Développement Abu Dhabi, Publié en Octobre 2014, Page 34*

Cette politique étrangère émirati dans le territoire égyptien est alignée avec le régime en place où en ignorant la nécessité d'inciter le régime à procéder vers la gouvernance afin de protéger et de valoriser ses différents projets d'investissement pour participer dans la reproduction de l'ancienne structure de patronage politique. Selon Karen Young<sup>110</sup> ces rapports sont durables entre les deux pays et permettent aux EAU d'organiser un climat d'investissement dans un cadre de donation restreint mais puissant à la fois.

Il est évident que cette politique de donation de la part des EAU et du Qatar a beaucoup évolué le positionnement de la péninsule arabe dans le monde arabe, connu comme le nouveau

<sup>110</sup> Karen E. Young (2017) A New Politics of GCC Economic Statecraft: The Case of UAE Aid and Financial Intervention in Egypt, *Journal of Arabian Studies*, 7:1, 113-136

centre de cette région, mais le pragmatisme poursuivi de la part de chacun des deux États a bousculé l'image et l'opérationnalité déjà incertaine du CCG. Autrement dit, l'Égypte a beaucoup changé dans leurs rapports puisque les deux crises du golfe (crise diplomatique de 2014 et de 2017) ont eu une relation directe avec l'évolution de la situation politique en Égypte.

Ce désaccord a atteint son paroxysme en 2014 lorsque les trois États du golfe (Arabie Saoudite, ÉAU et le Bahreïn) ont retiré leurs ambassadeurs du Qatar. Ils ont accusé les dirigeants Qataris de la mauvaise ingérence dans les affaires internes de l'Égypte en optant pour la faction islamiste qui constitue une source d'insécurité pour toute la région.

Cette nouvelle crise a pris une nouvelle dimension suite à la décision de l'Égypte de restituer 2 milliards de dollars que le Qatar avait déposés auprès de sa banque centrale, après l'échec des négociations pour convertir les fonds en obligations à trois ans, a déclaré jeudi le gouverneur de la banque centrale Hisham Ramez.

- *l'influence dans les relations régionales: la compétition entre le Qatar et les ÉAU dans la Corne d'Afrique*

La multitude des rapports de coopération à caractère géopolitique vient principalement de la singularité des approches internes de certains pays du Conseil de Coopération du Golfe, puisque l'approche de changement en matière de politique étrangère ne repose pas sur les mêmes enjeux que ceux de la première décennie de leur indépendance (la promotion de l'unité arabe).

Cette période a emprisonné les capacités d'influence de ces États nouvellement indépendants, en restant sous l'hégémonie de l'Arabie Saoudite. Ainsi, le Qatar n'a pas poursuivi une approche de politique étrangère indépendante envers l'Afrique des années 1970 aux années 1990 ; ni les tactiques ni les stratégies de sa politique étrangère n'étaient différentes de celles des États du Golfe<sup>111</sup>.

Ce n'était qu'avec l'arrivée de l'ancien Émir Cheikh Khalifa Ben Hamad Al-Thani en 1995, suite à un sanglant coup d'État, que le Qatar a formé une nouvelle politique étrangère indépendante vis-à-vis de la force décisionnelle de l'organisation du CCG. Autrement dit, il semble clairement que le Qatar a pris une deuxième indépendance à partir de cet événement

---

<sup>111</sup>Manjang, Alieu THE ARAB SPRING AND CHANGES IN QATAR FOREIGN AID ARCHITECTURE THE CASE OF QATAR FOREIGN AID TO AFRICA (2015), A Thesis in M.A. Gulf Studies Program, Qatar University, College Arts and Science, Page 56

politique, une nouveauté troublante pour ces monarchies du golfe. « Apparemment, l'aide étrangère du Qatar est passée par deux étapes principales avant et après 1995». <sup>112</sup>

En plus, les sources de menace ne sont pas définies collectivement en citant l'exemple du cas iranien qu'il se présente comme le premier ennemi, seulement pour l'Arabie Saoudite, puis, ce dossier constitue une source de divergence aux Emirats Arabes Unis entre Abu Dhabi (rivalité) et Dubaï (apaisement) alors que pour le Qatar, le Régime chiite est susceptible de devenir un partenaire pour ces monarchies du Golfe. Autrement dit, la notion de sécurité est définie individuellement selon le positionnement dans l'ordre sécuritaire régional et les rapports diplomatiques avec lesdits Etats.

En dépit de cette réalité actuelle, ces Etats agissent largement avec les mêmes instruments afin de créer l'équilibre entre les exigences de l'aide et les contraintes de la sécurité. On peut évoquer la forte influence de la religion et la pérennité du cadre de coopération Sud-Sud dans la nature de définition de l'intérêt national de ces États monarchiques. Ce sont des éléments d'identification, souvent présentés positivement dans les différents rapports avec les pays de la Corne d'Afrique pour qu'elle soit inculquée comme source de rapprochement et de garantie dans l'assistance offerte au profit de ses régimes y compris l'exemple de l'Ethiopie où il y a une minorité musulmane.

Par ailleurs, les débordements issus du printemps arabe se réfèrent à deux explications générales en ce qui concerne l'état des rapports politiques et économiques entre ces deux micros-Etats du golfe et la région de la Corne de l'Afrique. D'une part, la première est celle d'une diminution de la contribution financière desdits Etats du golfe dans les différents projets de développement et d'assistance humanitaire, ce déclin se décrit comme un retrait provisoire afin de s'ingérer de près ou de loin dans la restructuration des milieux postrévolutionnaires. Alors que d'autre part, C'est à la lumière de ces développements que les États du Golfe se sentent obligés d'assumer un rôle plus proactif dans les affaires régionales et d'améliorer leur statut international. Compte tenu des proximités géographiques et culturelles, la région MENA et L'ASS, en particulier la Corne de l'Afrique, sont des sites privilégiés pour former des alliances stratégiques et poursuivre les intérêts du Golfe. <sup>113</sup>

---

<sup>112</sup> Fadhil A. Bashir, Elfatih Abdelsalam, Qatar's Foreign Aid Policy: Evolution, Motives and Values, Al-Hikmah International Journal of Islamic Studies and Human Sciences Volume 4, Issue 1, January 2021, Page 04

<sup>113</sup> Lidet Tadesse Shiferaw, The Role of Gulf States in Peace and Security and Development in Sub-Saharan Africa, IAI WORKING PAPERS 16 | 19 - AUGUST 2016, Page 04

En effet, il est clair que les crises diplomatiques (2014, 2017) qui ont lieu ces dernières années entre ces États de la péninsule arabique ont modifié cette individualisation de la coopération dans la région de la Corne d’Afrique, qui était plus au moins complémentaire.

Alors qu’actuellement, les motivations de cette politique sont largement concurrentielles dans ladite région influencent positivement la pacification des rapports intra-étatiques mais peuvent conduire à des tensions entre les pays de la région (rapports interétatiques).

Dans ce contexte, *Fatiha DAZI-HÉNI* prévoit que cette stratégie de conquête des ports de la mer Rouge, Abu Dhabi anticipe le déclassement stratégique du port de Djebel Ali, situé dans l’émirat de Dubaï et fleuron de la fédération pendant les 25 dernières années. Son avenir est menacé par l’expansion de nouveaux ports mieux placés dans l’océan Indien...<sup>114</sup>

Pourtant, la forte diplomatie économique de ces Etats rapprochent les points de vue des parties en conflit pour apaiser les tensions. Une manifestation récente s'est produite à l'été 2018, lorsque l'Érythrée et l'Éthiopie ont annoncé – après une vague de visites de et vers des responsables émiratis – qu'elles étaient parvenues à un accord pour mettre fin à leur guerre de vingt ans. La diplomatie et l'aide émiriennes et saoudiennes ont été essentielles à cet accord.<sup>115</sup> En outre de l'Erythrée, il y a Djibouti aussi, ce sont deux États extrêmement importants pour la concrétisation de la conception de la puissance émiratie, celle de la puissance maritime (Blue Power).

---

<sup>114</sup> Fatiha DAZI-HÉNI, Sonia LE GOURIELLEC, LA MER ROUGE : NOUVEL ESPACE D’ENJEUX DE SÉCURITÉ INTERDÉPENDANTS ENTRE LES ÉTATS DU GOLFE ET DE LA CORNE DE L’AFRIQUE, IRSEM, Note de Recherche n° 75, Avril 2019, Page 09, Consulté le 25/06/2021

<sup>115</sup> The United Arab Emirates in the Horn of Africa, Crisis Group Middle East Briefing N°65, Abu Dhabi/Washington/Brussels, 6 November 2018, Page 01



### The UAE "Navy Belt" in the Horn of Africa's shores<sup>10</sup>



**Source:** Jamal MACHROUH, The strategic extension of the United Arab Emirates: Determinants, objectives and some implications for the Horn of Africa, Policy Brief, Janvier 2020, BP 20/05, Policy Center For The New South<sup>116</sup>

Les deux Etats vont permettre aux Emirats de mieux contrôler l'accès au détroit stratégique de Bab El Mandeb. A cet effet, les Emirats Arabes Unis a cherché à mettre ces investissements en relation directe avec ce qu'il cherchait à apporter, ce qui exprime la supériorité de cette monarchie du golfe. « Dans le cadre de l'accord de partenariat, les Émirats arabes unis a conclu un contrat de location de 30 ans pour l'utilisation militaire du port en eau profonde mis en veilleuse d'Assab et de l'aérodrome d'Assab à surface dure à proximité, avec une piste de 3 500 mètres capable d'atterrir de gros avions de transport, y compris l'énorme C-17 Globemaster transporté par l'armée de l'air émiratie. Les États du Golfe ont accepté de fournir une aide financière et se sont engagés à moderniser l'aéroport international d'Asmara, à construire de nouvelles infrastructures et à augmenter l'approvisionnement en carburant de l'Érythrée.»<sup>117</sup>

<sup>116</sup> Présentation claire de la vision ambitieuse des Emirats Arabes Unis d'exercer une sorte d'unilatéralisme dans la région entre la Mer Rouge et la Corne d'Afrique, la rivalité ne s'arrête pas seulement à l'encontre de l'Iran mais elle est étendue vers le Qatar et fort probable contre l'Arabie Saoudite en cas d'accumulation des points de divergence dans les deux régions. Voilà l'explication détaillée de l'auteur "The map drawn by the author shows that the UAE has built a kind of "navy belt" in the Maritime Zones of the Horn of Africa. This "navy belt" links the Yemini Island of Socotra in the Gulf of Aden to the Port of Hodeidah in the Red Sea. It includes a number of other strategic navy bases in the region, like the Assab Base in Eritrea, the Berbera Base in Somaliland and the Perim Island base in the Strait of Bab-el-Mandeb. The Emirati "navy belt" in the Horn of Africa shores gives the UAE a strategic card in the global battle against its rival Iran, and constitutes a demonstration of the strategic plan, blue power, that the Emiratis aim to achieve."

<sup>117</sup> Meron Okbandrias, Geopolitical Influence of the Gulf States in East Africa, Journal of African Union Studies, Vol. 6, No. 2/3 (Aug/Dec 2017), Published by Adonis & Abbey Publishers Ltd, Page 126

Par conséquent, la politique d'aide étrangère du Qatar et des Emirats Arabes Unis peuvent se distinguer en termes des objectifs, à l'intérieur du même pays comme le cas en Erythrée, les objectifs des Emirats Arabes Unis sont purement économiques faisant partie de sa stratégie de base, alors, pour le Qatar, l'aide s'est orienté à la fortification de ses rapports diplomatiques dans ses rapports bilatéraux avec l'Erythrée et l'incarnation de sa visibilité en ce qui concerne l'élément de l'influence à l'échelle international.

La multitude des standards dans la détermination des choix d'aide ainsi que le positionnement géographique des deux régions (la péninsule arabique et le Corne d'Afrique) dévoile le volume de ce partenariat stratégique qui reste beaucoup plus administré par les pays de la péninsule arabique.

Autrement dit, le socle coopératif de ces monarchies est indéboulonnable puisqu'il repose largement sur les dons et non pas sur des prêts c'est-à-dire l'absence de tout rapport conjoncturel ou conditionnel de ces rapports bilatéraux, ça crée une sorte de préférence pour ces Etats afin d'atténuer les effets négatifs de la situation économique interne et la mauvaise intégration dans le système international (l'exemple des sanctions économiques et de l'isolationnisme diplomatique imposé sur des États comme le Soudan et l'Érythrée).

A cet effet, la distance de 35 km entre les deux régions, séparant deux continents, peut être un facteur de plus afin de rapprocher les visions pour sécuriser les axes stratégiques afin de surmonter le dilemme sécuritaire vers la maximisation du profit. Selon un rapport complet de l'Economist Intelligence Unit, les exportations du CCG vers l'ASS étaient évaluées à 19,2 milliards de dollars, ce qui ne représentait que 2 % des exportations totales du CCG en 2014, tandis que les importations du CCG en provenance de l'ASS pour la même année représentaient 5,5 milliards de dollars, bien qu'une grande partie était destinée aux Émirats arabes unis pour être réexportés. <sup>118</sup>

Il faut bien noter qu'au delà de leur présence dans les institutions arabes et musulmanes de donation pour soutenir les différents programmes dans le travail humanitaire ou de développement, le Qatar et les EAU ne s'investissent pas dans l'élaboration d'un bloc khaleeji dans ce domaine, ni dans dans la mise en place d'une structure interne à caractère

---

<sup>118</sup> Economist Intelligence Unit, GCC Trade and Investment Flows, December 2014, <http://www.ired.org/modules/infodoc/visit.php?lid=7691>, Cité dans Lidet Tadesse Shiferaw, The Role of Gulf States in Peace and Security and Development in Sub-Saharan Africa, IAI WORKING PAPERS 16 | 19 - AUGUST 2016, Page 10

institutionnelle afin de regrouper ou bien de coordonner entre les agences nationales travaillant dans ce domaine.

*L'enjeu de la sécurité alimentaire:*

A ce niveau là, deux points sont essentiels dans la distinction des différentes motivations des actions destinées à la Corne d'Afrique. En premier lieu, la vision émiratie s'étend à des nouveaux domaines de coopération en mettant l'expérience de son armée au service de la sécurité de ces Etats fragiles voire faillis. « En avril 2018, les autorités somaliennes ont saisi dans un avion des Émirats arabes unis près de 10 millions de dollars en espèces qui, selon Abou Dhabi, étaient destinés à financer la formation des forces de sécurité qui était en cours depuis longtemps mais qui, selon Mogadiscio, serait utilisée pour financer ses rivaux politiques.»<sup>119</sup>

En réalité, la militarisation de ces aides n'expriment plus la générosité ou la promotion des valeurs partagées mais il s'inscrit dans un processus de localisation à long terme afin de mettre ces Etats au cœur de sa politique générale de puissance régionale et internationale. Donc, « le DP World et l'armée émirienne ont chacun signé un accord pour développer le port de Berbera dans la république autoproclamée du Somaliland. Une filiale de DP World a par la suite signé un contrat avec les autorités locales de l'État fédéral somalien du Puntland pour développer le port de Bosaso. L'attitude, comme l'a dit un responsable émirati, est devenue "remplir l'espace, avant que les autres ne le fassent"». <sup>120</sup>

Cette diversification a pris de l'essor à cause de la multitude des enjeux sécuritaires dans la région dès 2011. Au moment où l'implication émirati dans ce domaine d'aide à l'international devient incontestable, cet État a pu institutionnaliser facilement son expérience dans le cadre du multilatéralisme via son adhésion à l'OCDE, à partir de 2014, en ayant le rang de participant dans le Development Assistance Committee.

Cette reconnaissance internationale semble difficile à délaissier dont cet État va certainement bénéficier d'une liberté d'action en matière de politique étrangère. Cette nouvelle position s'est exprimée dans le rapport annuel des aides étrangères qui énonce que cette croissance significative est principalement due à une augmentation des décaissements pour l'appui au budget de base des organisations multilatérales (+234%), aux financements affectés acheminés

---

<sup>119</sup> "UAE denounces seizure of cash and plane in Somalia", Reuters, 10 April 2018. Cité dans The United Arab Emirates in the Horn of Africa, Crisis Group Middle East Briefing N°65, Abu Dhabi/Washington/Brussels, 6 November 2018, Page 06

<sup>120</sup> Idem, Page 05

par les organisations multilatérales (+128%), et aux contributions aux travaux des organisations non gouvernementales internationales. (+62 %)».<sup>121</sup>

En deuxième lieu, La recherche de la singularité d'initiative qui répercute la rivalité entre les deux pays "le Qatar et les EAU", exige la nécessité de veiller aux différents changements à l'intérieur de la Corne d'Afrique, Il est clair que la crise de 2017 entre les pays du Golfe a permis de conclure que les grands investissements économiques ne peuvent pas garantir la naissance d'une alliance politique entre ces Etats.

En plus, le basculement dans le comportement diplomatique de ces États de la Corne d'Afrique transmet une réalité qui projette que ses États n'acceptent pas une aliénation totale en faveur des pays du golfe afin de démentir l'hypothèse d'une nouvelle ère colonialiste.

On peut évoquer l'exemple de l'Ethiopie qui a pu tenir sa stabilité monétaire grâce à un versement d'une somme de 3 milliards de la part des EAU. Nonobstant, sa position diplomatique reste suspicieuse pour plusieurs raisons telles que la forte présence de certains Etats avec leurs investissements directs étrangers ainsi qu'une méfiance de cette neutralité émiratie dans sa crise avec l'Egypte (barrage de la Renaissance).

En revanche, le Qatar est une exception; il faisait preuve de la clarté et de la cohésion de sa politique d'aide étrangère avec sa politique étrangère pour se positionner en tant qu'alternative du dysfonctionnement des instruments du règlements des différends au niveau bilatéral ou bien dans le cadre de l'UA "Conseil de paix et de la sécurité".

Selon Lidet Tadesse Shiferaw; la spécialiste dans les approches régionales et multinationales de la consolidation de la paix en Corne d'Afrique, il s'avère que parmi les États du Golfe, le Qatar en particulier renforce ses relations avec les deux pays, et compte tenu de son portefeuille déjà notable de médiation dans la HoA (entre le Soudan et les rebelles du Darfour, et entre l'Érythrée et Djibouti), le Qatar pourrait être un médiateur approprié pour poursuivre la voie diplomatique pour réconcilier les deux pays.»<sup>122</sup>

---

<sup>121</sup> UAE Foreign Aid 2016. (2017). Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation (MOFAIC). Abu Dhabi. Cité dans Almezaini, K. (2018). Implementing Global Strategy in the UAE Foreign Aid: from Arab Solidarity to South—South Cooperation. Vestnik RUDN. International Relations, 18 (3), 579—594, Page 591

<sup>122</sup> Lidet Tadesse Shiferaw, The Role of Gulf States in Peace and Security and Development in Sub-Saharan Africa, IAI WORKING PAPERS 16 | 19 - AUGUST 2016, Page 16

Par conséquent, l'ensemble de ces éléments suscitent des rapports bilatéraux beaucoup plus coopératifs que conflictuels visant à relever les défis internes de ces Etats afin de fortifier le statu-quo bénéfique vis-à-vis de l'état de la sécurité alimentaire desdits Etats du Golfe.

A ce niveau là, l'élargissement de l'offre des aides khaljiennes peuvent rendre cette dépendance alimentaire à l'égard de la région de la Corne de l'Afrique, beaucoup plus politique qu'économique, notamment dans la période post-printemps arabe et même après le blocus de 2017 conduit principalement par les quatre États de Blocus.

De ce fait, il est clair que la portée et les limites de l'aide ne constituent pas un outil en matière de politique étrangère pour les Qatar et les EAU que lorsqu'on les conçoit dans un cadre diplomatique et non dans le cadre des rapports de force.

Une analyse qui confirme l'exceptionnalisme de la démarche qatarienne puisqu'il se comporte conformément avec les pratiques diplomatiques, demandant de l'innovation (le secteur de la diplomatie humanitaire). Dans ce contexte, Sultan Barakat (directeur fondateur du Center for Conflict and Humanitarian Studies at the Doha Institute for Graduate ) définit la diplomatie humanitaire (HD) en tant qu'instrument de réponse humanitaire qui capitalise sur le lien entre les activités de réponse et les outils diplomatiques de négociation, de compromis et de pragmatisme<sup>123</sup>.

En effet, le processus de la sécurisation de leurs besoins alimentaires s'effectue directement par l'investissement et l'appropriation des sites et des terres cultivables avec des contrats à long terme.

Ces deux États ont des fonds souverains et des programmes spécialisés dans le domaine de l'agriculture afin de bien répondre aux besoins internes. « Cette diversification répondait, en partie, aux événements du 11 septembre et aux craintes d'un contrecoup politique, comme celui qui s'est manifesté lorsque les États-Unis ont empêché Dubai Ports World de prendre le contrôle des ports américains en 2006... L'Abu Dhabi Investment Authority et le Qatar Investment Authority ont ouvert la voie dans la recherche d'opportunités d'investissement sur les marchés émergents.»<sup>124</sup>

---

<sup>123</sup> Sultan Barakat, Priorities and challenges of Qatar's Humanitarian Diplomacy, Number 7, CMI Brief, July 2019

<sup>124</sup> Kristian Coates Ulrichsen, The Gulf States and South-South Cooperation, Page 166, In The Rise Of the Philosophical, Geopolitical and Economic Trends of the 21st Century Global South, Published by World Scientific Publishing, Singapore, 2013

A cet effet, la perception des dirigeants du golfe ne cessent pas de développer des partenariats attractifs, élaborés par des structures nationales puissantes sur le plan financier afin de sécuriser une bonne partie du marché.

A titre de rappel, ce sont des investissements qui concernent la sécurité alimentaire (l'agriculture). A cet égard on trouve l'Emirates Capital (siège de la banque d'affaires à Dubaï) et GPS 3 Investments (basé à Londres) qui a conclu un accord avec les autorités du Sud Soudan dont le « Fonds de développement stratégique » géré par Emirates Capital introduit un Plan de développement quinquennal de 55 milliards de dollars US (phase 1) avec des fonds de développement multi-stratégies avec des sous-fonds pour les infrastructures, l'agriculture, l'énergie et l'exploitation minière. Puis, « Abu Dhabi a développé aussi près de 30 000 hectares de terres agricoles au Soudan dans la première étape vers la garantie de la sécurité alimentaire dans l'émirat »<sup>125</sup>.

Ce sont des investissements prioritaires où on trouve des fonds qui interagissent en faveur de conserver l'état de stabilité interne de ces régimes. « Au Qatar, Hassad Food Company a lancé, en juillet 2008, une filiale de 1 milliard de dollars US du Qatar Investment Authority »<sup>126</sup>.

A ce niveau, une distinction de la nature des aides est importante afin de distinguer les motivations internes qui gardent des objectifs similaires. Il y a deux sortes d'aides, ceux qui viennent des institutions gouvernementales alors que d'autres viennent d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales qatariennes.

Les premières ont beaucoup transporté leurs lieux d'investissement, il est clair que l'état d'instabilité issu du printemps arabe a influencé le courant des aides en connaissant une sorte de concentration (stabilité des aides) dans les pays de l'Afrique du Nord. « Alors que ce fut le cas avec l'aide gouvernementale, les régions Afrique de l'Est et Afrique de l'Ouest ont reçu plus

---

<sup>125</sup>Abu Dhabi develops food farms in Sudan, 2 Juillet 2008, Guardian, disponible à <https://www.theguardian.com/environment/2008/jul/02/food.sudan>

<sup>126</sup> “In Bid for Food Security, Qatar Grows Seeds Globally,” The National, 2 Septembre 2010 Kristian Coates Ulrichsen, The Gulf States and South-South Cooperation, Page 166, In The Rise Of the Philosophical, Geopolitical and Economic Trends of the 21st Century Global South, Published by World Scientific Publishing, Singapore, 2013

d'aide des ONG du Qatar que l'Afrique du Nord. Cette différence est restée persistante malgré le déclenchement du printemps arabe en 2011.»<sup>127</sup>

## **Chapitre II: La singularité d'instruments d'influence de ces Etats au sein des organisations internationales: le cas de l'ONU**

La diplomatie internationale continue de se développer dans son ensemble, en tant qu'objet d'analyse du système international. Autrement dit, les petits Etats font partie de cette communauté malgré le fait qu'ils demeurent vulnérables dans le cadre des rapports interétatiques.

En réalité, l'analyse théorique traitant la question des petits États a été largement influencée par la conjoncture de la guerre, en parlant de la conjoncture de la guerre froide puisque la deuxième guerre mondiale était une guerre totale, incluant exclusivement les grandes puissances, inscrite dans le cadre de la redistribution de la puissance.

En effet, la longue période de la guerre froide était une période de structuration des petits États dans ce nouveau système international partagé, la faiblesse institutionnelle de cet ordre a laissé place à la mise en œuvre de certaines politiques des deux grandes puissances avec la périphérie pour bien se positionner stratégiquement.

En outre, la nature de ces rapports a engendré deux résultats majeurs: la nécessité pour les petits États de coopérer avec les grandes puissances pour avoir un soutien politique plus important qu'une simple reconnaissance diplomatique, ainsi que la capacité de ses petits États de jouer un rôle important dans le cercle des alliances et de l'équilibre des puissances. « Alors que ces pays appartenaient autrefois à la sphère d'influence des États-Unis (Saint-Kitts-et-Nevis et Palau) ou de l'Union soviétique (Seychelles), la fin de la guerre froide semble en réalité avoir entraîné une augmentation des mécènes potentiels. pour ces micro-États, et la liste comprend désormais également la Chine, la Russie, le Japon, Taïwan, l'Union européenne et les Émirats arabes unis .»<sup>128</sup>

---

<sup>127</sup> Manjang, Aliou THE ARAB SPRING AND CHANGES IN QATAR FOREIGN AID ARCHITECTURE THE CASE OF QATAR FOREIGN AID TO AFRICA (2015), A Thesis in M.A. Gulf Studies Program, Qatar University, College Arts and Science, Page 86

<sup>128</sup> WOUTER P. VEENENDAAL, Analyzing the Foreign Policy of Microstates The Relevance of the International Patron-Client Model, Foreign Policy Analysis (2014), 0, 1–17, Page 14

En effet, la scène internationale a connu une émancipation graduelle en faveur de l'action des petits Etats dans une instance diplomatique à caractère universelle comme l'Organisation des Nations Unies<sup>129</sup>.

Le Qatar en est l'exemple de ce grand changement dans ladite scène. De ce fait, son élection comme membre non permanent du Conseil de Sécurité entre 2005 et 2007 lui a permis d'avoir la visibilité internationale nécessaire par rapport à ses différentes actions axées à l'international.

Figure 5 : les caractéristiques du Qatar en tant que Micro État

Criteria	Vulnerability	Resilience
Military power	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cannot defend itself against external threats, i.e., based on its own power</li> <li>• High reliance on external support</li> <li>• High dependence on arms acquisition from foreign suppliers</li> <li>• Small standing army, combined with low war potential</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Alliance shelter relationships with Turkey</li> <li>– Military agreement with the United States of America (signed in 1992, renewed twice each time for a decade: Dec. 2002 and Dec. 2013)</li> <li>– Military cooperation with Western countries (namely, France, the United Kingdom . . .) and NATO</li> <li>– Program of joint military exercises to achieve interoperability and enhance effectiveness of the Qatari army</li> <li>– Presence of foreign military bases on Qatari soil</li> <li>– Ambitious plan to develop a Qatari military industry</li> <li>– Defense procurement policy based on the acquisition of advanced military technology</li> <li>– Mandatory military service: Law n.5 (2014)</li> </ul>
Diplomacy	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Little influence on the balance of power</li> <li>• Chronic regional instability and uncertainty in the Gulf due to succession issues, internal politics, regional conflicts, terrorism, lack of democracy and human rights. . .</li> <li>• Intra-Gulf tensions (e.g., blockade imposed on Qatar in 2017 by Saudi Arabia, the United Arab Emirates, Bahrain, and Egypt)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Dynamic and active diplomacy: Qatar has mediated a number of regional conflicts in Africa and the Middle East</li> <li>– Strong public diplomacy: Qatar relies on public diplomacy as a tool for its foreign policy in order to build its regional and international profiles through, especially, media, culture, and sport</li> <li>– Large scopes of interests and relations beyond neighboring and regional areas</li> <li>– Active presence and participation in international organizations and strong support for international law</li> <li>– Qatar's diplomacy tends to maximize gains rather than to minimize risks</li> </ul>

**Source:** Brahim Saïdy, Chapter 15 Qatar's Military Power and Diplomacy: The Emerging Roles of Small States in International Relation.<sup>130</sup>

<sup>129</sup> Julien Gueslin. Les Petits États dans l'entre-deux-guerres : un concept en évolution . Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, UMR Sirice, 2001, 12

<sup>130</sup> Brahim Saïdy, Chapter 15 Qatar's Military Power and Diplomacy: The Emerging Roles of Small States in International Relation. Dans Anne-Marie Brady, Baldur Thorhallsson, Small States and the New Security Environment, The World of Small States Volume 7, Springer 2021, Page 221



La concrétisation de cet objectif ambitieux a permis de se lancer beaucoup plus loin dans les affaires de la région en essayant d'être le partenaire numéro un de toutes les États de la région par le biais de deux instruments corrélés: la médiation et l'assistance financière.

Malgré, ce processus de décision personnalisé, le Qatar a bien veillé à l'homogénéité de ses organes internes afin de donner beaucoup plus d'ampleur à ce succès international. Dans ce sens, Kristian Coates Ulrichsen a identifié cinq composantes majeures de cette construction d'une image nationale : la chaîne Al-Jazeera, l'éducation et la culture, le sport, les voyages, les énergies propres.<sup>131</sup>

En réalité, si c'est le printemps arabe était la confirmation de la transformation de leadership du Moyen-Orient vers le Conseil de Coopération du Golfe c'est-à-dire les monarchies arabes du golfe, la perspective multilatérale du Qatar a beaucoup contribué dans cette ascension.

Il était la représentante de ces pays de la péninsule arabique tout en étant indépendant et déterminant vis-à-vis de son intérêt national. « Il obtint un siège au Conseil de sécurité des Nations unies en 2005, et fut le seul État à voter contre (il n'y eut pas d'abstention) la résolution 1696 du 31 juillet 2006 accusant l'Iran de ne pas respecter ses obligations en matière de vérification de son programme nucléaire.»<sup>132</sup>

Cette politique étrangère consacre ce statut exceptionnel de ce petit État connu internationalement comme un entrepreneur des normes de hors pair. Cette diplomatie s'inscrit comme une norme constitutionnelle, qui se trouve dans les premiers articles de sa constitution de 2003. Cet article stipule que : la politique étrangère de l'État est fondée sur le principe du renforcement de la paix et de la sécurité internationales en encourageant le règlement pacifique des différends internationaux ; et soutient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; et ne doit pas s'ingérer dans les affaires intérieures des États ; et coopérera avec les nations éprises de paix.<sup>133</sup>

Cette diplomatie publique a pris de l'essor lors de la création d'Al Jazeera en 1996 sous l'égide du nouveau émir à l'époque Hamad Ben Khalifa Al Thani. On peut avancer que cette chaîne a permis d'introduire le Qatar à la communauté internationale d'une manière phénoménale

---

<sup>131</sup> Steven Wright, UN « PETIT ÉTAT » ACCÈDE À LA SCÈNE INTERNATIONALE : LA TRAJECTOIRE DU QATAR, Presses de Sciences Po | « Critique internationale », 2016/2 N° 71, Page 78

<sup>132</sup> Ibid, Page 86

<sup>133</sup> <https://www.gco.gov.qa/fr/propos-du-qatar>

permettant à ce dernier de diriger certaines instances importantes du multilatéralisme: la présidence de l'Organisation de la coopération islamique en 2000, la présidence du groupe G77+Chine à l'ONU en 2004.

Al Jazeera ou bien l'Effet Al Jazeera a passé généralement par deux grandes périodes depuis son apparition. La première était le travail de la médiatisation des actions de ce petit Etat à l'international c'est-à-dire une trajectoire attentive qui essaye d'apaiser les tensions tout en gardant le statu quo.

Alors que la deuxième était d'octroyer une liberté d'expression dans le monde arabe notamment aux opposants pour exprimer le désespoir de ses peuples par rapport à leurs régimes, ce travail était considéré comme une sorte de préparation des différentes trajectoires de changement y compris celle des soulèvements arabes.

*Comme l'a noté l'architecte du concept de « soft power », Joseph Nye : « Le Qatar a réussi à trouver une niche diplomatique importante entre l'Occident et le courant nationaliste arabe, qu'il soutient avec ses ressources financières considérables. » En 2011, le Qatar a soumis la candidature de l'ambassadeur Al-Nasser à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies lors de la 66e session qui débute en septembre 2011. Ayant été élu à la plupart des principaux comités et forums des Nations Unies, y compris le Conseil des droits de l'homme, la Commission sur le développement durable et le Conseil économique et social, ainsi que le Conseil de sécurité, il n'est pas surprenant que le Qatar ait remporté ce concours. En effet, il l'a fait par acclamation.<sup>134</sup>*

Cette diplomatie est aussi sportive où ce petit pays a pu organiser les différentes compétitions sportives majeures. Cette image de marque a été atteinte grâce à la conscience des dirigeants qataris de la nécessité de ces événements dans la mondialisation du modèle qatari. Autrement dit, cette trajectoire s'est évoluée progressivement dans les différents rangs: une représentation sportive remarquable grâce au nombre accru des fédérations ou bien dans le nombre des médailles par rapport aux autres monarchies arabes du golfe.

---

<sup>134</sup>G. Abraham, "Qatar is Diplomatic Heavy-Hitter", Al Jazeera.net, 21 July 2008. <http://english.aljazeera.net/focus/2008/07/200872164735567644.html>, Andrew F. Cooper & Bessma Momani (2011) Qatar and Expanded Contours of Small State Diplomacy, The International Spectator: Italian Journal of International Affairs, 46:3, 113-128, Page 118

Figure 6: Les événements internationaux sportifs au Qatar

Table 1. International sporting events in Qatar.

<b>Past events</b>	<b>Annual events</b> (year of introduction)
1988 Asian Football Cup	ATP Tennis Tournament Doha (1993)
1995 FIFA U-20 World Cup	Qatar Masters Golf Tournament (2008)
1999 Handball World Junior C'ships	FIM Moto Moto Racing World C'ships (2004)
2004 Asian Handball C'ships	FEI Equestrian Global Champion Tour (2008)
2004 ITTF World Team T.Tennis C'ships	WTA Tour Tennis C'ships (2008)
2005 Asian Basketball C'ships	IAAF Diamond League (2010)
2005 World Weightlifting C'ships	IHF Handball Super Globe (2010)
2005 West Asian Games	FIVB Club World C'ships (2010)
2006 Asian Sailing C'ships	
2006 Asian Games	<b>Failed bids</b>
2008 Asian Indoor Athletics C'ships	2017 IAAF World Athletics C'ships
2008 Asian Youth Wrestling C'ships	2016 Olympic Games
2008 Asian Optimist Sailing C'ships	2020 Olympic Games
2009 13th Qatar Table Tennis C'ship	
2009 Asian Fencing C'ships	<b>Future events</b>
2009 FIVB Club World C'ships	2014 FINA Short Course World C'ships
2009 ISF World Gymnasiade	2015 IHF Handball World C'ships
2010 IAAF World Indoor C'ships	2016 UCI Road Cycling World C'ships
2010 ISAF World Junior 470 Sailing C'ships	2018 FIG Artistic World Gymnastics C'ships
2011 Asian Football Cup	2022 FIFA World Cup
2011 12th Arab Games	
2012 Asian Shooting C'ships	
2012 FINA/ARENA Swimming World Cup	
2013 FINA/ARENA Swimming World Cup	

Source : Comité Olympique du Qatar<sup>135</sup>

<sup>135</sup> Danyel Reiche (2015) Investing in sporting success as a domestic and foreign policy tool: the case of Qatar, International Journal of Sport Policy and Politics, 7:4, Page 493

## **TROISIÈME PARTIE : LA POLITIQUE INTERVENTIONNISTE DU QATAR ET DES EMIRATS ARABES UNIS**

### **Chapitre 1: Des stratégies différentes dans la gestion du processus transitionnel des Etats issus du printemps arabe**

#### *Le cas Libyen :*

Il faut bien noter que la révolution libyenne a été enregistrée comme la troisième révolution après la révolution tunisienne et égyptienne dès le début du printemps arabe. Ce terrain libyen partage plusieurs points communs avec le Qatar et les Emirats Arabes Unis : c'est un Etat riche en ressources naturelles. Ces ressources déterminent l'état de stabilité politique et économique du pays. « Depuis l'élimination de Kadhafi en 2011, le pétrole est devenu un enjeu stratégique pour ceux qui sont au pouvoir. C'est, à la fois, une source de pouvoir pour l'élite de l'offre, et une arme destructrice pour les opposants, afin de priver le gouvernement officiel des revenus qui seront utilisés pour l'achat d'armes, sachant que le secteur des hydrocarbures apporte 98% des recettes extérieures et représente près de 80% du PIB.»<sup>136</sup>.

Ces ressources apparaissent suffisantes dans la régulation du système de cooptation interne afin de garantir la durabilité de ce système autoritaire. En effet, comme dans ces deux pays du golfe, le jeu politique se caractérise par la non-visibilité des forces d'opposition parce que ledit jeu est plutôt tribal notamment avec la fragilité de la force du nombre (6,58 millions d'habitants) fournit une facilité de structuration du champ national.

La domination de cette organisation tribale a conçu une double fracture lors du processus de transition politique, la première est interne, qui était entre plusieurs forces voulant renégocier les rapports de force héritées du régime de Kadhafi ainsi que la deuxième se rapporte à la question de la polarisation externe.

En réalité, cette situation se conforme avec la rapidité de formation des brigades et des milices locales qui ont formé des clans, visant tous à démolir toute l'héritage autoritaire du passé avant de projeter les différents scénarios possibles du partage du pouvoir. Cette conformité intra-

---

<sup>136</sup> Nassima Ouhab-Alathamneh, PART 2: A Proxy War: Lybia from chaos to war, Classe Internationale, 5 JANVIER 2021, <https://classe-internationale.com/2021/01/05/part-2-a-proxy-war-lybia-from-chaos-to-war/>

libyenne était présente dans les positions diplomatiques avancées du Qatar et des Emirats Arabes Unis afin d'éviter le chaos.

Cet avancement se clarifie à différents niveaux : la suspension de la participation du régime libyen dans les travaux du sommet de la ligue arabe, qui était présidé par le Qatar. Ensuite, leur rôle majeur dans l'adoption de la résolution 1973 (17 mars 2011) en conseil de sécurité afin d'établir une zone d'interdiction de tous les vols au-dessus de l'espace aérien libyen, les deux Etats ont participé également dans l'application de cette résolution onusienne. D'un côté, les Emirats Arabes Unis ont envoyé six avions de combat Mirage et six F-16, de l'autre côté, le Qatar a envoyé six avions de combat Mirage pour veiller à la bonne application de la résolution onusienne.

Cette forte implication a répercuté explicitement le premier soutien incontournable des EAU au profit des forces révolutionnaires. « Cependant, les EAU se sont rangés aux côtés du Qatar du côté du camp des justes en Libye sur les plans humanitaire, politique et militaire, sortant de la crise libyenne avec des gains politiques importants, y compris l'affirmation de la présence internationale des EAU. »<sup>137</sup>

Au cours de la première période de la révolution libyenne (2011-2014), le Qatar et les Émirats arabes unis avaient été dans une direction régionale coordonnée pour soutenir la révolution militaire (aide financière, formation militaire pour les rebelles) et pour soutenir le processus politique en aidant le Conseil national de transition à être le représentant officiel des Libyens. « Les Émirats arabes unis se sont joints au Qatar pour diriger la charge de trouver des solutions arabes aux problèmes arabes. Ensemble, ils ont fourni une assistance militaire et financière qui s'est avérée essentielle dans la coalition internationale et le succès éventuel du Conseil National de Transition ». <sup>138</sup>

En revanche, l'année de 2014 a annoncé l'échec du processus politique et le déclenchement d'une confrontation qui a été totale, puisque la guerre par procuration est un choix qui sert les intérêts des deux camps. De ce fait, l'Alliance des forces nationales (NFA) était un allié principal des EAU jusqu'à l'arrivée de Haftar qui a été une carte efficace pour eux en tant que

---

<sup>137</sup> Abdulkhaleq Abdullah, Repercussions of the Arab Spring on the GCC States, Arab Center for Research and Policy Studies, May 2012, Page 19

<sup>138</sup> Hurst, Libya, and the Gulf: Revolution and Counter-revolution, 16 December 2011 | Kristian Coates Ulrichsen <https://www.hurstpublishers.com/libya-and-the-gulf-revolution-and-counter-revolution/>

chef militaire qui se présente comme le profil le mieux compatible avec la mentalité de Mohammed Bin Zayed (MBZ) en tant que chef militaire.

Pour toutes ces raisons, la réunion organisée par Abu Dhabi en 2017 a été considérée comme une perte de temps, deux ans après (27 mars 2019), le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane et des représentants émiratis auraient rencontré Haftar à Riyad et auraient décidé de lancer une offensive militaire pour prendre Tripoli.

De l'autre côté, le Qatar a délimité depuis le début du printemps arabe, un soutien engagé à tous les partis politiques islamistes considérés comme les forces politiques les plus organisées et à toutes les figures de l'opposition de Mouammar Kadhafi, avec leurs propres outils (Al Jazeera). Le Smart Power du Qatar s'est renforcé au fil du temps dans la seconde guerre civile libyenne, avec la fourniture des équipements et la formation des milices révolutionnaires comme procédure normale pour défendre leurs intérêts nationaux afin d'étendre son influence régionale.

Ce succès relativement démocratique des frères musulmans en Libye a brisé le dialogue et la répartition du pouvoir entre les Libyens parce que le refus radical de l'islam politique dans la scène libyenne vient directement de l'obsession existante chez les dirigeants Emiratis de la formation d'un axe Libye-Egypte sous l'égide des frères musulmans.

Cette réalité rend des Emirats Arabes Unis, un acteur incontournable dans la guerre civile libyenne où elle se positionne comme l'acteur décideur dans son alliance triangulaire avec l'Armée Nationale Libyenne et l'Égypte. A cet effet, cet Etat a géré différemment cet engagement, d'une gestion purement politique et économique : le troisième État après le France et le Qatar, à reconnaître le Conseil National de Transition en 12 juillet 2011, il a accueilli les travaux du sommet du International Contact Group for Libya en 9 juin 2011.

Pourtant, l'implication des multiples acteurs non-étatiques (US Blackwater) ainsi que les alliés internes (Haftar, le Parlement de Tobrouk) ont permis aux Emirats Arabes Unis de relancer sa doctrine d'une puissance contre-révolutionnaire.

Ce sont des réalités de terrain qui délaissent la gestion onusienne de ce dossier, qui montre plus que jamais ses propres défaillances. « Sur le plan diplomatique, toutes les parties prenantes internationales, y compris le Qatar et les Émirats arabes unis, ont approuvé l'Accord politique libyen (LPA) adopté à Skhirat, au Maroc, le 17 septembre 2015 afin de réduire les différences entre les deux gouvernements (ONU, 2015). Cependant, la vision du monde des acteurs

extérieurs sur la Libye a continué à être guidée par un pragmatisme réservé et chaque État a continué à poursuivre sa politique qui correspondait à ces objectifs nationaux. »<sup>139</sup>

Ce pragmatisme était coûteux pour la place des EAU dans les rapports de force lors de l'entrée en force de la Russie et de la Turquie dans la guerre civile libyenne surtout en 2020 après la perte du contrôle de Tripoli .

Ce recul montre clairement l'incapacité de cet État à atteindre certains objectifs tactiques dans ce terrain inextricable malgré les opportunités offertes de la position géopolitique de l'Égypte mais aussi de la mauvaise coordination avec son partenaire américain.

Le bilan de l'interventionnisme émirati s'est confirmé dans le terrain libyen, décrit par Jean-Pierre Filiu comme preuve de ses différentes guerres perdues. Pour lui, cet État reste « incapable de remporter un succès militaire décisif, Mohammed Ben Zayed contribue néanmoins à la démission de l'émissaire de l'ONU en Libye. Il convainc ensuite Trump de mettre son veto à la nomination à ce poste de l'ancien ministre algérien des Affaires étrangères, considérant qu'il n'est pas assez favorable à Haftar. Le poste demeure toujours vacant, du fait de cette politique du pire d'Abou Dhabi.»<sup>140</sup>

En réalité, la politique étrangère Qatarie était beaucoup plus destinée à soutenir les peuples arabes ou bien les forces d'opposition qui ont émergé lors du printemps arabe. Ce constat a été bien expliqué par Kristian Coates Ulrichsen (Qatar and Arab Spring) qui évoque qu'en dépit du rôle important que le Qatar a joué dans ces différentes tentatives de rapprochement entre le Régime de Kadhafi et l'Union Européenne (l'affaire des infirmières bulgares, attentat de Lockerbie). Le Qatar a mis un terme à ses relations avec l'ancien régime pour conserver les spécificités de son action internationale et de son credo distinctif: des solutions arabes pour les problèmes arabes.

En réalité, la voie singulière de Kadhafi était une menace pour les pays du golfe (surnommé comme le Roi des Rois), le monde arabe mais aussi à l'égard de l'Afrique (les États-Unis d'Afrique) « Ce qui, comme le note Bernard Haykel, signifiait que le Qatar n'était

---

<sup>139</sup> Hirak Jyoti Das, The Role of Qatar and UAE in the Libyan Civil War, VIF Brief, March 2019, Page 12

<sup>140</sup> Les guerres perdues des Emirats arabes unis, PUBLIÉ LE 19 AVRIL 2020 PAR JEAN-PIERRE FILIU, Les guerres perdues des Emirats arabes unis – Un si Proche Orient (lemonde.fr)

idéologiquement attaché à rien et est donc disposé à conclure des alliances, temporaires ou de longue durée, si cela est jugé dans l'intérêt du pays. »<sup>141</sup>

A cet effet, la prise d'initiative du Qatar était rapide et continue, en enregistrant une forte présence dans les opérations militaires à côté de l'OTAN. Ce rôle était grandement reconnu dans les rouages militaires occidentaux comme c'était le cas des propos de l'ancien ministre de Défense de la France Gérard Longuet: C'est la première fois qu'il existe un tel niveau de compréhension entre l'Europe et le monde arabe.<sup>142</sup>

Puis, l'élément de la continuité réside dans la volonté exprimée entre le Qatar et le Gouvernement Libyen d'Union National (GNA) d'institutionnaliser leurs rapports bilatéraux via la signature d'un accord de coopération en matière de sécurité en 26 octobre 2020 à Doha. La Libye a besoin de cet accord sur le moyen terme mais le Qatar aura besoin aussi de cet accord dans le long terme afin de multiplier les choix de sa politique étrangère. « Cette signature intervient trois jours après l'annonce par l'ONU à Genève d'un cessez-le-feu permanent entre les deux camps rivaux en Libye »<sup>143</sup>. Cet accord démontre la réactivité de la politique étrangère Qatarie instaurée par le précédent Émir Hamad ben Khalifa Al Thani.

Par ailleurs, l'analyse de la première guerre civile libyenne suscite un niveau équitable et légitime en matière de recherche d'influence entre les différentes figures nationales d'opposition puisque la priorité était d'appuyer une force politique qui défend leurs intérêts nationaux. Autrement dit, cette polarisation du champ libyen revient principalement au rôle joué par ces personnalités politiques. Du côté Émirati, on peut évoquer Abdurrahim el-Keib, qui était le premier ministre par intérim du Conseil National de Transition et professeur aux Emirats Arabes Unis, une autre personnalité politique qui est Aref Ali Nayed, membre aussi de ce Conseil, il a occupé le poste d'ambassadeur de la Libye aux EAU jusqu'à octobre 2016.

Ensuite, du côté Qatari, on peut évoquer une personnalité militaire qui est Abdelhakim Belhadj, commandant militaire de Tripoli, puis, on trouve Ali Al Sallabi qui a mis son réseau au service des intérêts du Qatar, on parle de la force opérationnelle de la Brigade de 17 février présidé par

---

<sup>141</sup> Bernard Haykel, "Qatar's Foreign Policy," NOREF Policy Brief, February 2013, p. 2. cité dans Kristian Coates Ulrichsen, Qatar and The Arab Spring P 123

<sup>142</sup> For Qatar, Libyan Intervention May Be a Turning Point, By CLIFFORD KRAUSS, Publié le 03/04/2011 Consulté le 05/05/2021, disponible [Qatar's Intervention in Libya Raises the Stakes for Its Foreign Policy - NYTimes.com](https://www.nytimes.com)

<sup>143</sup> Accord de coopération sur la sécurité entre le Qatar et la Libye, Par Le Figaro avec AFP, Publié le 26/10/2020, Consulté le 05/05/2021, [Accord de coopération sur la sécurité entre le Qatar et la Libye \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)



son frère. Cette personnalité partage des points communs avec El-keib et Nayed puisque les trois ont vécu dans ces deux pays du golfe.

On peut dire que les deux Etats restent responsables de la déviation du projet de départ, celui de l'élaboration d'une solution politique générale pour les Libyens vers la confrontation militaire, sans oublier la responsabilité de l'ONU à cause de son dysfonctionnement. Néanmoins, le choix émirati de soutenir l'opération de dignité, mené par le maréchal Haftar en 2014 était une catastrophe infranchissable ou impardonnable jusqu'à l'heure actuelle, indirectement responsable de la montée en puissance de Fajr Libya (Aube de Libye) pour garder un certain équilibre dans les rapports de force.

Pour éclaircir cette différence entre les deux Etats en matière de prise d'initiative que ce soit militaire ou politique. Les rapports avec les groupes non-étatiques ou bien les milices révèlent explicitement, la cohésion de la politique étrangère Qatarie devant le débordement répétitif des Emirats Arabes Unis.

La position du Qatar a planifié de remplir les objectifs les plus essentiels dans les différentes étapes de la guerre civile en Libye. Lors de la première guerre civile, son soutien d'assistance logistique, des équipements de communication, a été destiné aux milices anti-Kadhafi pour pallier la faiblesse institutionnelle et apporter l'aide nécessaire au Conseil National de Transition pour transcender les différends d'organisation du pouvoir politique.

Au lieu de suivre ce modèle, les EAU a pris la posture de complice puisque « l'entrepreneur de sécurité américain Erik Prince, un proche allié de l'ancien président américain Donald Trump, a violé l'embargo sur les armes de l'ONU contre la Libye avec trois entreprises basées aux Émirats arabes unis et leurs dirigeants lors d'une opération visant à aider le putschiste général Khalifa Haftar à prendre la capitale Tripoli , ont déclaré des experts de l'ONU.»

#### *Le cas Syrien:*

L'action extérieure d'Abu Dhabi dans l'arène syrienne se trouve tout le temps devant l'obligation de faire des choix provisoires voire contradictoires. Cette politique étrangère a passé par trois grandes phases importantes jusqu'au moment actuel entre la coordination intra-arabe dans le cadre de l'organisation régionale compétente en la matière (la ligue arabe), puis une aliénation traditionnelle vers son allié américain jusqu'à la coopération avec la Russie où cette dernière essaye de balancer les rapports entre l'Iran et la Turquie d'une part et le Qatar et les Emirats Arabes Unis d'autre part.

Au début, l'argument premier c'était le soutien de l'opposition en tant que représentant légitime des Syriens afin de s'insérer dans la période post révolutionnaire comme un investisseur inéluctable comme c'était le cas lors de la période avant-révolutionnaire<sup>144</sup>.

Pourtant, à partir de l'intervention russe en 2015, cet Etat a cherché de garder une position ambiguë sans déterminer des rivaux à l'exception de la continuité de son engagement dans lutte contre le terrorisme (la participation dans la coalition contre Daech). « Cette tendance n'est pas nouvelle. Après que la Russie a intensifié son intervention militaire directe en Syrie en 2015, les Émirats arabes unis (contrairement à l'Arabie saoudite) n'ont pas s'opposent officiellement aux initiatives de Moscou, et dès le début, les dirigeants émiratis ont clairement indiqué qu'Abu Dhabi pouvait accepter une solution à la crise syrienne qui a laissé Assad au pouvoir. »<sup>145</sup>

En effet, ce changement continu va engendrer de nouveau la réouverture de l'ambassade émirati en Syrie en 2018 dont le credo d'un changement de régime n'est plus d'actualité y compris l'éviction de tout affrontement avec l'Iran.

L'élan géopolitique de la crise sanitaire du Covid-19 ainsi que les sanctions légales et illégales viennent d'endiguer le plan interventionniste de l'Iran dans le champ syrien. « Autrement dit, Les Emiratis craignaient qu'Ankara et Doha se positionnent au cœur d'un réseau islamiste à l'échelle de la région et que les EAU soient acculés. En 2020, la Turquie était devenue un rival plus important que d'autres acteurs régionaux - tels que l'Iran, que les Émirats arabes unis considéraient comme ayant été affaibli à la fois par le covid-19 et les sanctions dans le cadre de la campagne de « pression maximale » de l'administration Trump »<sup>146</sup>.

Les efforts diplomatiques déployés en faveur du changement de l'image du régime syrien, à l'intérieur de la ligue arabe, était difficile à tenir lieu pour deux raisons importantes. En premier lieu, les EAU ont mené le processus de suspension de la Syrie de la ligue arabe alors que le

---

<sup>144</sup> Avant les soulèvements en 2011, les Emirats Arabes Unis était un grand partenaire commercial pour les pays arabes où son instrument d'influence c'était le volet économique, ce dernier met l'économie en premier comme l'a indiqué Mehran Kamrava. Cet Etat pétrolier était le deuxième investisseur en Syrie avec un total de 20 milliards de dollars. La suspension des relations diplomatiques ne traduit pas l'état des relations économiques où les Emirats Arabes Unis entretiennent encore des bonnes relations avec des hommes d'affaires syriens qui sont affiliés au régime d'Assad tels que Muhammad Hamsho, Maher Al Assad, Rami Makhoulf

<sup>145</sup> Understanding Changes in UAE-Syria Relations, Responsible Statecraft, Written by Giorgio Cafiero, DECEMBER 28, 2019, \*Understanding Changes in UAE-Syria Relations Responsible Statecraft.pdf

<sup>146</sup> USEFUL ENEMIES : HOW THE TURKEY-UAE RIVALRY IS REMAKING THE MIDDLE EAST, Asli Aydintaşbaş, Cinzia Bianco, POLICY BRIEF, European Council on Foreign Relations, March 2021, Page 05

deuxième se rapporte à la difficulté de persuader des pays issus de la transition révolutionnaire de soutenir un régime contre lequel ils se sont révoltés dans leurs propres pays.

A cet effet, ce partenariat de ce micro-Etat en matière économique justifie son anxiété de l'évolution de la situation politique en Syrie pour déterminer la forme et l'étendue de sa participation dans les différents futurs scénarios en Syrie, que ce soit dans le cadre multilatéral en s'engageant selon les trois R : Réforme, Retour des Réfugiés et la Reconstruction ou bien dans le cadre des rapports bilatéraux en appliquant les trois S : Sûreté, Sécurité, Stabilité<sup>147</sup>.

Ces relations gelées avec les puissances de la région détériorent non seulement sa réputation mais il va certainement influencer ces rapports avec ces alliés régionaux puisque les velléités de rapprochement actuelle entre eux mettent les Emirats comme le grand absent depuis l'accord d'Al Ula (5 Janvier 2021) en début d'année qui était plus un accord bilatéral entre l'Arabie Saoudite et le Qatar.

En revanche, cette guerre par procuration qui se déroule en Syrie présente la grande menace de la durabilité de ces rapports. De ce fait, les liens économiques se mettent toujours en tant qu'instrument diplomatique puissant de protection de la présence émirati dans la guerre syrienne peu importe la cohérence de sa politique dans son champ de bataille ou bien sa congruence avec les différents acteurs pro-régime syrien.

En Syrie, les Frères musulmans constituent une partie de l'opposition, mais la question reste toujours d'actualité : « Signe que la fracture entre les pouvoirs de la région proches des Frères musulmans et les gouvernements hostiles à cette mouvance est en train de se réduire ? »<sup>148</sup>

Avant de mettre la lumière sur l'interaction de la diplomatie qatarie avec la crise syrienne. Il faut bien rappeler que l'évolution des événements conflictuels sanglants et les positions diplomatiques égoïstes, confirment l'échec du conseil de coopération du golfe en tant que structure sécuritaire.

---

<sup>147</sup> La réalisation de ces objectifs se sont exprimés par le chargé d'affaires émiratis en Syrie, Monsieur Abdul-Hakim Naimi, il a déclaré que « J'espère que la sûreté, la sécurité et la stabilité en République arabe syrienne prévaudront sous l'ombre de la direction avisée du Dr Bashar al-Assad.», cité dans *Understanding Changes in UAE-Syria Relations, Responsible Statecraft, Written by Giorgio Cafiero, DECEMBER 28, 2019, \*Understanding Changes in UAE-Syria Relations – Responsible Statecraft.pdf)*

<sup>148</sup> Apaisement en vue au Moyen-Orient : Ankara s'engage dans une démarche à double détente avec Riyad et Le Caire, Par Hakim Saleck, 29.04.2021, consulté le 07/05/2021, disponible <https://fr.sputniknews.com/international/202104291045535916-apaisement-en-vue-au-moyen-orient-ankara-sengage-dans-une-demarche-a-double-detente-avec-riyad-et/>

Cette organisation de défense collective existe depuis 1981 avec pour but d'atteindre un niveau de sécurité dissuasif vis-à-vis de l'Iran, ce qui n'est pas le cas en Syrie.

Dans ce contexte, lors du 40ème sommet de ce conseil, la réconciliation officielle a été rendue publique, cette nouvelle étape ne camoufle pas les différends pertinents à relever lors des prochaines années. A cet effet, les déclarations finales de ce sommet apparaissent trompeuses surtout en relation avec l'axe d'appartenance au monde musulman comme source d'intégration et de leadership.

On peut dire que la présentation des concessions communes en ce qui concerne la question de la religion, de l'interne à l'externe, pourra beaucoup changer dans l'opérationnalité de ce conseil afin de créer une relation de complémentarité notamment entre l'Arabie Saoudite dans ses relations avec les deux puissants émergents : le Qatar et les EAU.

A partir d'une pratique diplomatique responsable et indissociable sera suffisant pour valider les affirmations du secrétaire général bahreïni M. Al-Hajraf du conseil « les pays du CCG sont au cœur d'un cercle qui regroupe deux milliards de personnes, et que nous sommes tenus d'examiner ce cercle et les capacités qui y existent... »<sup>149</sup>.

Ces Etats dans son ensemble, détiennent les outils nécessaires pour avoir un statut d'acteur régional voire international qui va au-delà de l'obsession de la stabilité du régime et l'endiguement des ambitions unilatérales de chacun d'eux, certains chiffres sont gigantesques : 4 fonds souverains parmi les dix grands fonds au monde, un bloc économique incontournable avec un PIB équivalent à 1,6 trillion de dollars et la valeur en capital des marchés financiers du CCG à 3 trillions de dollar selon ce secrétaire général.

Avant la manifestation de la crise entre ces pays du golfe, la question régionale dans la ligue arabe était beaucoup plus propice entre 2011 et 2014 en faisant une percée dans l'ONU mais aussi dans la ligue arabe par rapport à la question syrienne. Cette instance régionale répercute grandement l'état d'âme général existant entre les pays arabes. C'est une organisation dominée par la présidence égyptienne depuis 1991.

Le dynamisme introduit dans cette organisation revient à la présidence du Qatar du 24ème sommet organisé dans la capitale de ce petit État lors du 26 mars 2013. Cette situation se produit après la dispersion qui a eu lieu en 2011 lors du sommet, tenu en urgence au Caire afin de

---

<sup>149</sup> L'Arabie saoudite rétablit ses relations diplomatiques complètes avec le Qatar, Arab News, Arab News/ AFP  
Publié le 06 janvier 2021, disponible à l'adresse: <https://www.arabnews.fr/node/47841/monde-arabe>

suspendre la participation d'un membre fondateur comme la Syrie. « Depuis les divisions provoquées par la guerre en Syrie, la Ligue arabe est jugée une organisation quasi moribonde »<sup>150</sup>

Les tensions apparues dans le cadre de la crise syrienne viennent en premier lieu de la divergence issue de la détermination des priorités des acteurs du golfe. En effet, le Qatar a fait un tournant où il déstructure son grand travail fait au service du retour de Damas sur la scène internationale selon l'analyse de Claire Beaugrand. La force d'attachement a tardé ce changement d'attitude, qui a été pris au moment zéro de l'avènement de la vague révolutionnaire dans le territoire syrien<sup>151</sup>.

Cette période de départ de la révolution témoignait la domination d'un consensus entre le Qatar et l'Arabie Saoudite pour aller vers la politique d'un changement de régime pour des objectifs toujours différents. « Autrement dit, Après la décision saoudienne de rappeler son ambassadeur en Syrie, le 7 août 2011, la Ligue arabe s'est progressivement saisie du dossier de la crise syrienne. Laissant le Qatar conduire la fronde médiatique contre le régime de Bachar al-Assad et dans les enceintes multilatérales (Ligue arabe, Conseil de sécurité des Nations unies), le royaume saoudien a choisi de concentrer ses efforts sur le plan régional, en s'efforçant notamment de consolider la cohésion au sein du CCG pour afficher un front uni face à l'Iran »<sup>152</sup>

Cette voie pro révolutionnaire du Qatar fonctionne selon les exigences d'une politique étrangère médiatique en premier lieu. En effet, Al Jazeera était un instrument de propagande pour certains mais pour le décideur Qatari et le simple citoyen arabe à la fois, cette chaîne diffuse les atrocités perpétrées par les forces du régime, ce qui forme le rejet total de tout ajustement politique qui donnera un rôle au régime actuel à jouer.

Cette locomotive de médiatisation des révolutions a exacerbé les rapports diplomatiques entre les deux pays où le Qatar a rompu ses relations diplomatiques avec la Syrie pour donner suite

---

<sup>150</sup> Sylvain Cypel, « Jérusalem. Donald Trump rompt avec cinquante ans de politique américaine » [archive], orientxxi.info, 7 décembre 2017

<sup>151</sup> Selon Claire Beaugrand, cette proximité apparaît au grand jour lorsque les courriels de la famille Assad sont divulgués dans la presse en mars 2012. Bien après la rupture des relations diplomatiques entre le Qatar et la Syrie, le 18 juillet 2011, des membres de la famille al-Thani tentent de convaincre les Assad d'abandonner le pouvoir pour l'exil : dans un courriel daté du 30 janvier 2012, Mayassa bint Hamad al-Thani écrit à Asma al-Assad : « Je suis sûre que vous pouvez vous tourner [pour demander asile] vers différents endroits, y compris Doha. »

<sup>152</sup> Fatiha Dazi-Héni, Les diplomaties des monarchies du conseil de coopération du golfe dans la crise syrienne, L'Harmattan | « Confluences Méditerranée » 2014/2 N° 89, Page 85

à l'attaque commis contre l'Ambassade du Qatar à Damas comme une réaction au contenu « exagéré et de mauvaise foi » d'Al Jazeera.

La résistance du régime syrien commençait à faire dévoiler la réalité complexe du conflit syrien, cet état des choses a obligé cet État à intervenir militairement via la structuration de l'armée syrien libre avec le soutien de l'Arabie saoudite comme c'était le cas avec la formation de la coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes.

Il faut bien rappeler que le chaos syrien reflète le cas de désordre partagé entre les pays du golfe. Cet éparpillement total ou bien l'unilatéralisme d'action en terrain syrien répond au refus de l'institutionnalisme de toute initiative en faveur du peuple syrien ou de l'opposition syrien. « Les collectes de fonds privées sont devenues des spectacles communs dans les États du Golfe et même une forme d'un one-upmanship que les tribus individuels et les organisations en concurrence les uns avec les autres pour recueillir le plus d'argent et de soutien »<sup>153</sup>

Dans ce sens, les propos d'Arosoaie, analyste dans the International Centre for Political Violence and Terrorism Research sont partiellement corrects parce que les révélations américaines<sup>154</sup> ne prouvent en aucun ce temps "difficile" des décisions de cette politique étrangère pour le nouveau régime en place à cause de la présence d'un cycle diplomatique qui sait gérer les différentes situations notamment celle de crise en parlant de toute cette période depuis le commencement du printemps arabe jusqu'à l'heure actuelle.

On peut tout particulièrement citer cinq figures majeures de cette politique étrangère : l'ancien Emir Hamad ben khalifa Al Thani et l'Emir actuel Tamim ben Hamad Al Thani, ainsi que l'ancien premier ministre Hamad Ben Jassim Al Thani jusqu'à 2013, l'ancien ministre des Affaires étrangères Khaled al-Attayah jusqu'à 2016 et l'actuel ministre des Affaires étrangères Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani.

Cette nouvelle démarche est le résultat de la stagnation diplomatique des régimes arabes devant les différentes initiatives proposées par le Qatar que ce soit lors de sa présidence ou dans les différents sommets notamment ceux qui ont été organisés à Baghdad et au Koweït. Après le

---

<sup>153</sup> Kristian Coates Ulrichsen, The Gulf States and Syria, Open Democracy, 11, February 2013, Consulté le 07/05/2021, <https://www.opendemocracy.net/en/opensecurity/gulf-states-and-syria/>

<sup>154</sup> "In support of these accusations, the U.S. Treasury revealed on 24 September that Qatari money has been used to support "military operations" by Salafist groups such as Jabhat al-Nusra and ISIS. Further, the U.S. Treasury disclosed that about US\$2 million raised by an ISIS senior commander, Tariq bin al-Tahar al-Harzi, was obtained from Qatari nationals." Qatar, Aida Arosoaie, Counter Terrorist Trends and Analyses, Vol. 7, No. 1 (January/February 2015), pp. 90

succès de la suspension de la Syrie, comme consécration de la nouvelle forme de puissance des émirats du golfe et du Qatar bien particulièrement, qui a réussi à faire pression sur certains pays hésitants comme l'Algérie. De surcroît, La conférence de Doha (2012) témoignait aussi de l'implication Qatari de former une plateforme de l'opposition uni<sup>155</sup>.

À l'aune de cet événement majeur, l'émir du Qatar, Hamad Ben Khalifa Al Thani, appelé en mi-février 2012 à déployer une intervention militaire en Syrie. « Suite à cet échec renouvelé, la fragile unité de la Ligue arabe, précédemment soutenue par le Qatar, s'est affaiblie. HBJ lui-même a admis (lors d'une réunion avec le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon en janvier 2012), « qu'il y avait eu des erreurs dans la manière dont la mission de la Ligue arabe avait été organisée et déployée. »<sup>156</sup>.

Malgré cela, le Qatar a suivi un double jeu tout en assurant son emprise sur le travail de l'opposition de plusieurs manières: l'ouverture de l'ambassade de la République arabe syrienne au Qatar en mars 2013, un engagement financier incontestable pour le travail politique de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution pour éviter les divisions intestines du Conseil national syrien. « Le Qatar a également été le premier – et peut-être le seul – pays à financer le budget de la coalition, à hauteur de 20 millions de dollars, et il a versé les 10 millions de dollars les premiers sur un paquet promis de 100 millions de dollars pour la nouvelle unité d'aide humanitaire de l'organisation.»<sup>157</sup>

En guise de comparaison, les propos sont explicites de la part de l'ancien ministre des Affaires étrangères émirati A.Gargash, en disant que la suspension de la Syrie était une erreur. Cette déclaration essayait d'introduire les grandes lignes du nouveau rôle voulu à jouer par les EAU. Donc, ce haut responsable diffuse indirectement le résultat de l'action de son pays sur le terrain syrien en annonçant que « le choix entre une opposition basée sur Al-Qaïda ou Assad est un faux choix. N'essayez pas de nous présenter ce choix.»<sup>158</sup>

---

<sup>155</sup> Syrie : les coulisses de la conférence de Doha Par Benjamin Barthe, Doha, envoyé spécial, publié le 12 , novembre 2012, Consulté le 10/05/2021, disponible à l'adresse [https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/11/12/syrie-les-coulisses-de-la-conference-de-doha\\_1789322\\_3218.html](https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/11/12/syrie-les-coulisses-de-la-conference-de-doha_1789322_3218.html)

<sup>156</sup> "Qatar's Emir Suggests Sending Troops to Syria," Al Jazeera Online, 14 January 2012. Cité dans Qatar and Arab Spring, Kristian Coates Ulrichsen, Oxford Press University, 2014, Page 136

<sup>157</sup> How Qatar seized control of the Syrian revolution, Financial Times, Consulté le 10/05/2021 <https://www.ft.com/content/f2d9bbc8-bdbc-11e2-890a-00144feab7de>

<sup>158</sup> UAE Foreign Affairs Minister: Expulsion of Syria From the Arab League Was a Mistake, The Syrian Observer, Friday June 8th, 2018 by The National (UAE newspaper), Consulté le 10/05/2021, disponible à l'adresse [UAE Foreign Affairs Minister: Expulsion of Syria From the Arab League Was a Mistake - The Syrian Observer](https://www.syrianobserver.com/uae-foreign-affairs-minister-expulsion-of-syria-from-the-arab-league-was-a-mistake/)

Après la réouverture de l'ambassade 2018, Abu Dhabi s'est dotée de la facilité pour changer de camp. Ce changement du camp à caractère diplomatique clarifie simplement sa place secondaire depuis le début de la révolution syrienne mais aussi la détermination de sa distance par rapport à son vrai rival qui est le Qatar.

Cette guerre à l'encontre des groupes extrémistes ou bien des Frères musulmans traduit son implication d'endurer cette guerre par procuration. Cette réalité résulte l'échec d'infiltration dans le processus de pacification des rapports entre les parties prenantes afin de bien justifier l'effectivité de cette forte insertion financière auprès du régime d'Assad mais aussi pour réduire l'interférence chiite dans les affaires arabes, syriennes<sup>159</sup>.

La politique actuelle des deux Etats est totalement différente en la matière. Du côté Émirati, la crise sanitaire constitue une nouvelle opportunité pour promouvoir l'urgence de la situation par le biais de l'envoi des aides alimentaires et de l'assistance médicale. Cette nouvelle action s'oriente plus à la recherche d'attribution d'une nouvelle opportunité au régime syrien pour qu'il réintègre de nouveau la ligue arabe<sup>160</sup>.

Cette action est imperceptible puisqu'elle agit unilatéralement voire offensivement<sup>161</sup> à l'égard de la Turquie (son principal rival) et de l'Iran (jusqu'à la réouverture de l'ambassade en 2018). En outre, l'analyse présentée par Giorgio Cafiero<sup>162</sup>, va dans l'explication générale qui stipule que cette diplomatie de virus confirme les deux grands objectifs susmentionnés de cette nouvelle implication, qui reste loin de toute initiative de paix afin d'asseoir sa crédibilité.

Par ailleurs, l'action du Qatar suit sa trame de départ, celle de soutenir les révolutions arabes. En effet, cette démarche a été endommagée lors du blocus imposé en Juin 2017. Pourtant, le refus est catégorique par rapport à la possibilité de réintégration de la Syrie de la Ligue Arabe. Par conséquent, la reprise des relations diplomatiques avec les pays du blocus notamment avec

---

<sup>159</sup> UAE reopens Syria embassy in boost for Assad, By Reuters Staff, DECEMBER 27, 2018, disponible à l'adresse <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-emirates-idUSKCN10Q0QV>

<sup>160</sup> Al Monitor, UAE sends medical and food aid to Syria; April 08 2021, Consulté le 11/05/2021, disponible à l'adresse suivante: <https://www.al-monitor.com/originals/2021/04/uae-sends-medical-and-food-aid-syria#ixzz6uWIu4jC8>

<sup>161</sup> Reuters, UAE criticizes 'colonial' role of Iran, Turkey in Syria, By Noah Browning, AUGUST 29, 2017, Consulté le 11/05/2021, disponible à l'adresse suivante: <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-emirates-idUSKCN1B91NM>

<sup>162</sup> Why the Uae Is Helping Syria and Iran to Cope With Covid-19, Giorgio Cafiero, 25 May 2020, Italian Institute for International Political Studies, Consulté le 11/05/2021, disponible à l'adresse suivante: <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/why-uae-helping-syria-and-iran-cope-covid-19-26286>



l’Egypte et l’Arabie Saoudite, après la réponse positive à l’invitation du Roi de la part de Tamim qui a rendu visite à Djeddah, hier soir (le 10 mai 2012).

Avant cette crise interne pour le Qatar, l’objectif était toujours d’appuyer les rebelles militairement afin de raviver l’espoir d’un changement de régime malgré le désengagement américain. En répondant à ce point, l’action du ministre des Affaires étrangères Sheikh Mohammed bin Abdulrahman al-Thani<sup>163</sup> a bien prouvé que ce micro Etat apprécie le rôle américain dans les zones conflictuelles mais pas au détriment d’un emprisonnement de sa politique étrangère ou d’un conditionnement de sa décision lors d’une alternance inter-partisane (administration démocrate ou républicain).

La réconciliation entre les monarchies du golfe, reflète la réussite de la politique interventionniste du Qatar dans toute la région. Cette politique de médiation amorcée avant 2011, a repris son élan à travers une double voie diplomatique qui répond à la particularité des voies de résolutions du Qatar.

Cette diplomatie essaye de se référer toujours aux résolutions onusiennes en la matière<sup>164</sup> mais aussi à l’élargissement des pourparlers, qui se situe comme une nécessité pour le Qatar. « Ce qui était différent lors de cette réunion, c’est une annonce qui a suscité la réflexion et au cours de laquelle ils se sont mis d’accord sur une nouvelle initiative tripartite, y compris le Qatar.»<sup>165</sup>. Cette nouvelle insertion va lui permettre de gagner de légitimité dans ce territoire tout en essayant de réguler la différenciation des ambitions entre la Russie et la Turquie<sup>166</sup> afin de pérenniser les accords de cessez-le-feu dans ce territoire ravagé depuis toute une décennie.

## **Chapitre II: les répercussions de la crise du golfe sur les choix de la politique étrangère**

---

<sup>163</sup> Reuters, Qatar will help Syrian rebels even if Trump ends U.S. role, By William Maclean, Tom Finn, NOVEMBER 26, 2016, Consulté le 11/05/2021; disponible à l’adresse suivante: <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-qatar-idUSKBN13L0X7>

<sup>164</sup> Qatar: Time has Come to Find New Paths towards a Real and Comprehensive Political Solution and Transition in Syria, 15/03/2021, Consulté le 11/05/2021 disponible à l’adresse suivante: <https://geneva.mission.qa/en/media/news/detail/1442/08/04/qatar-the-time-has-come-to-find-new-paths-towards-a-real-and-comprehensive-political-solution-and-transition-in-syria>

<sup>165</sup> AhlulBayt News Agency (ABNA), Analysis: Doha trilateral Syria meeting: goals, repercussions, March 16, 2021, Consulté le 11/05/2021, disponible à l’adresse suivante: [https://en.abna24.com/news/analysis-doha-trilateral-syria-meeting-goals-repercussions\\_1123836.html](https://en.abna24.com/news/analysis-doha-trilateral-syria-meeting-goals-repercussions_1123836.html)

<sup>166</sup> Reuters, Turkey, Russia, Qatar to push for political resolution in Syria, By Maher Chmaytelli, Tuvan Gumrukcu, Tom Balmforth, March 11, 2021, consulté le 11/05/2021, disponible à l’adresse suivante: <https://www.reuters.com/article/us-syria-crisis-qatar-aid-idUSKBN2B31QH>

- *la crise du golfe de 2017: le rapprochement forcé avec la Turquie et l'Iran*

l'impact de la réputation du Qatar dans la médiation en tant qu'acteur international, souvent salué dans ses actions de règlement pacifique des différends, a beaucoup joué dans les scénarios de diminution d'une catastrophe humanitaire sans précédente, à l'intérieur d'un émirat riche en ressources naturelles qui situe en première place au niveau du produit intérieur brut par habitant (124 927\$) en 2017. « En moins de trente ans, l'émirat est devenu le principal exportateur de gaz naturel liquéfié de la planète avec près d'un tiers du marché mondial, luttant pour la première place avec la Russie.»<sup>167</sup>

Cette forte influence internationale et la puissance qu'elle représente dans son environnement régional, ainsi qu'une politique étrangère interventionniste et neutre à la fois selon les exigences des différentes situations, lui a aidé à former des axes d'alliance diversifiées en termes des objectifs et des menaces vis-à-vis de sa dilemme de sécurité.

Ce balbutiement vis-à-vis des Etats du CCG a pris une grande place dans la création des germes de la politique étrangère de Hamad Ben Khalifa Al Thani (1995-2013) jusqu'au le moment actuel c'est-à-dire la continuité de cette politique avec l'actuel émir Tamim Ben Hamad Al Thani. En effet, l'apparition d'Al Jazeera (1996) était l'incarnation majeure de cette nouvelle image d'un pays qui a son rôle à jouer dans les différentes tendances politiques du golfe arabo-persique et dans le Moyen-Orient en général.

Cette stabilité sécuritaire à l'intérieur du territoire qatari a permis de multiplier les choix sécuritaires à l'échelle régional via le lancement des voies de communication variantes que ce soit avec l'Arabie Saoudite/ les Emirats Arabes Unis, soit avec le Liban/ Irak/ l'Iran ou bien avec la Turquie comme l'axe idéologique le plus compatible dans la région (l'emprise du sunnisme dans les deux Etats).

De ce fait, on peut dire que le Qatar est compétent pour gérer les calculs régionaux de ces alliés tout en gardant un minimum de compromis avec les différentes acteurs étatiques en parlant notamment de la rivalité Iran/Arabie Saoudite.

---

<sup>167</sup> Sébastien Boussois, L'Iran et le Qatar, le rapprochement forcé au cœur d'un jeu de dominos diplomatique dans le Golfe, Areion 24 News, 17 avril 2019 Consulté le 15/05/2021 disponible à l'adresse suivante: <https://www.arenion24.news/2019/04/17/liran-et-le-qatar-le-rapprochement-force-au-coeur-dun-jeu-de-dominos-diplomatique-dans-le-golfe/>

Cette rivalité ne camoufle en aucun cas le refus de domination du leadership saoudien dans le cadre intra-CCG. Par ailleurs, l'appel des ambassadeurs en 2014 de la part de l'Arabie Saoudite, le Bahreïn et les Emirats Arabes Unis était apaisé suite à la reprise des communications après la participation de ces Etats dans le sommet organisé par le Qatar dans la même année et l'engagement dans la guerre du yémen à côté de ses voisins du conseil en 2015.

Cependant, le blocus imposé brutalement en 2017 était considéré comme une hostilité explicite qui montrait clairement l'échec d'endiguement des éléments d'une crise interne (entre les voisins de la même organisation de coopération voire d'intégration). Cette crise était appelée aussi comme la deuxième crise du golfe pour faire appel à la première qu'on la susmentionnée.

Les atouts de cette indépendance vis-à-vis de ces monarchies ont été traduits directement dans l'assistance offerte par la Turquie et l'Iran simultanément afin de pallier le risque de la pénurie alimentaire susceptible de la transformer d'une puissance régionale à un État tampon entre les mains de ces grands voisins. Ces deux puissances régionales (Turquie et l'Iran) ont été visées comme des dommages collatéraux dans cette crise en arrivant au sommet de la liste des 13 demandes collectives au Qatar. On va évoquer les deux premières demandes qui vont dans cette trame de rivalité :

1- Déclaration officielle du Qatar d'une réduction de la représentation diplomatique avec l'Iran et la fermeture de toute les annexes... et la rupture de toute coopération militaire ou en domaine de renseignement avec l'Iran

2- La fermeture instantanée de la base militaire turque en cours de construction et la rupture de toute coopération militaire ou en domaine de renseignement avec la Turquie sur le territoire qatari.<sup>168</sup>

Ce sont des revendications considérées comme infondées, c'était une interférence scandaleuse dans la souveraineté de ce micro-Etat. Cette crise a octroyé au Qatar la volonté définitive d'approfondir ces rapports avec ces Etats tout en refusant l'invitation adressée par le conseil de coopération du golfe à l'Émir du Qatar de participer dans les travaux du sommet de 2018.

---

<sup>168</sup> Voir la liste complète des demandes: à La liste des 13 demandes de l'Arabie saoudite au Qatar pour lever le blocus, PUBLIÉ PAR JEAN-PATRICK GRUMBERG LE 24 JUIN 2017, Consulté le 15/05/2021 à 08:00 disponible à l'adresse suivante: <https://www.dreuz.info/2017/06/24/la-liste-des-13-demandes-de-larabie-saoudite-au-qatar-pour-lever-le-blocus/>

« L'alliance régionale a été minée par la crise", a déclaré le ministre qatari lors d'une conférence de deux jours intitulée Doha Forum »<sup>169</sup>. Ce micro État n'a pas raté l'occasion pour remettre en cause les principes d'existence de ce conseil afin d'annoncer clairement sa préférence à la refonte de cette structure pour rapprocher les différentes parties du golfe autour d'une alliance élargie.

Cette situation géopolitique n'a pas fait disparaître les contraintes particulières du Qatar vis-à-vis de l'Iran. Les rapports établis entre ces deux États ont pris de l'essor suite à la richesse des ressources naturelles qui les mettent en 2 et 3ème puissance après la Russie.

Par conséquent, les intérêts nationaux sont extrêmement interdépendants, la nature de ces rapports a laissé un grand espace pour la clarté, le pragmatisme mais aussi à l'utilité mutuelle malgré les différences démographiques et militaires en faveur de l'Iran. « Unlike most other Persian Gulf states that have adopted a foreign policy strategy of bandwagoning, Qatar has opted for hedging. Broadly summed up as a combination of bandwagoning and balancing, hedging involves maintaining open lines of communication with multiple and at times opposing actors which often find themselves at odds on key international and strategic issues »<sup>170</sup>

Les liens bilatéraux ont beaucoup bénéficié de l'existence d'un champ politique interne propice qui met principalement la religion comme concept géopolitique phare au service de la politique étrangère, passant principalement par l'assistance et le financement des groupes non-étatiques dans la région.

A cet effet, les propos de Cheikh Hamad en 2010 ont été significatifs « ne permettrait pas que le sol qatari soit utilisé (par des pays étrangers) pour frapper l'Iran». Il a également critiqué subtilement la politique américaine à l'égard de l'Iran: L'Iran est un grand et grand pays, entouré de nombreux pays. D'accord, les sanctions affectent [cela] d'une manière ou d'une autre, mais la question est de savoir si nous voulons que l'Iran coopère avec le monde... ou voulons-nous pousser l'Iran dans un coin.»<sup>171</sup>

---

<sup>169</sup> AFP, Le Qatar veut une nouvelle alliance régionale dans le Golfe, Le Point 15/12/2018 Consulté le 15/05/2021 à 08: 22 disponible à l'adresse suivante: [https://www.lepoint.fr/monde/le-qatar-veut-une-nouvelle-alliance-regionale-dans-le-golfe-15-12-2018-2279470\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/le-qatar-veut-une-nouvelle-alliance-regionale-dans-le-golfe-15-12-2018-2279470_24.php)

<sup>170</sup> Mehran Kamrava, Chapter 8: Iran-Qatar Relations 168p dans Security and Bilateral Issues between Iran and its Arab Neighbours (GAWDAT BAHGAT, ANOUSHIRAVAN EHTESHAMI & NEIL QUILLIAM), Palgrave macmillan, 2017, 245pp

<sup>171</sup> Idem, page 176

Malgré que les flux tendus qui ne s'arrêtent pas à ressurgir entre les deux parties, la complémentarité sécuritaire comme économique ne brise pas les rapports relativement affermi depuis 1979. « En félicitant le cheikh Tamim pour son ascension en tant que nouvel émir du Qatar après la retraite de Hamad en juin 2013, le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi a admis que nous avons des divergences d'opinion sur certaines questions régionales, mais cela ne nuit pas à des relations politiques plus étroites les uns avec les autres. ...»<sup>172</sup>

La limitation des échanges commerciaux avec l'Iran n'est pas restée figée puisque les relations ont connu des effets directs sur les relations commerciales des deux Etats, ce qui signifie que la question du leadership régional est discutable par rapport à la question de la sécurisation des besoins alimentaires. En conséquence, le volume des transactions commerciales a connu un saut qualitatif en montant de 81% en ce qui concerne les exportations de l'Iran vers le Qatar en 2018 par rapport à la même période en 2017 sur la base des statistiques effectuées par l'administration des douanes iranienne <sup>173</sup>.

Il est difficile de dire que cette relation adaptable va s'améliorer d'un traitement tactique de la part des deux côtés vers la conclusion d'un possible partenariat stratégique qui va être sûrement un point tournant dans la politique nationale, régionale et internationale. Cette saillie dépend de la constance des rapports bilatéraux mais aussi de l'état de l'impuissance de la puissance de l'Arabie saoudite qui situe comme un co-responsable de l'état de paix ou de guerre dans la région du Golfe.

Sa passivité (Arabie Saoudite) ne résulte en aucun cas la formation d'un arc chiite totalement indépendant dans la région. « Puis les choses ont changé : C'est cependant ce front anti-iranien qui est en train de se lézarder et Téhéran a compris tout le bénéfice qu'elle pouvait tirer s'il venait à voler en éclats. Cette perspective permettrait alors à la direction iranienne d'envisager la mise en place d'un nouvel axe Turquie/Iran/Qatar/Hamas qui ferait de Téhéran l'État-pivot le plus influent de toute la région. »<sup>174</sup>

---

<sup>172</sup> Idem, page 177

<sup>173</sup> Mehr News Agency, Iran export to Qatar rises by 81%, 17/09/2018, consulté le 115/05/2021, disponible à l'adresse suivante <https://en.mehrnews.com/news/137842/Iran-export-to-Qatar-rises-by-81>

<sup>174</sup> Sébastien Boussois, L'Iran et le Qatar, le rapprochement forcé au cœur d'un jeu de dominos diplomatique dans le Golfe, Areion 24 News, 17 avril 2019 Consulté le 15/05/2021 disponible à l'adresse suivante: <https://www.areion24.news/2019/04/17/liran-et-le-qatar-le-rapprochement-force-au-coeur-dun-jeu-de-dominos-diplomatique-dans-le-golfe/>

Ensuite, les relations bilatérales entre le Qatar et la Turquie jouissent d'un pacte de coopération qui se caractérise par deux piliers importants; fortification de l'image à l'interne depuis réellement 2002 (cohésion des forces politiques dominants) et l'absence de toute tension entre ces partenaires que ce soit dans les affaires bilatérales ou dans la prise des positions à l'échelle régionale.

En fait, la Turquie jouit d'un statut particulier dans ses relations avec le conseil de coopération du golfe, devenu un partenaire stratégique à partir de 2008, plan d'un allié incontournable avec l'instauration d'un dialogue autour de l'établissement d'une zone de libre échange entre eux afin de donner un effet particulier aux termes de ce rapprochement comme modèle typique entre les forces sunnites de la région.

Pourtant, l'avènement du printemps arabe a créé une certaine polarisation indirecte entre le Qatar/ la Turquie d'un côté et l'axe de l'Arabie Saoudite/EAU de l'autre côté. En réalité, cette recomposition des alliés a été suffisante au Qatar pour contenir les méfaits du blocus en allant de la consolidation des rapports commerciaux avec le Qatar ainsi que l'accueil des troupes militaires turques en 2014 avant de se lancer dans le projet de déploiement d'une base militaire turque au Qatar en 2016.

Le Qatar bénéficie directement du rapprochement forcé entre la Turquie et l'Iran dans le domaine énergétique. « Cavusoglu a déclaré lors d'une conférence de presse en Azerbaïdjan: Nous avons tenu des réunions avec les États-Unis à Ankara et leur avons dit ouvertement: La Turquie obtient du pétrole et du gaz d'Azerbaïdjan, d'Iran, de Russie et d'Irak. Si je n'achète pas en Iran maintenant, d'où suis-je censé répondre à ce besoin? La Turquie dépend des importations pour presque tous ses besoins énergétiques.»<sup>175</sup>

Au-delà de cette nécessité de coopération, qui laisse l'Iran fournir à la Turquie 55% de ses approvisionnements des besoins pétroliers. Cela n'entraîne pas stricto sensu à une affinité totale dans les zones du conflit, notamment en Syrie. Cette situation ne contraint en rien le Qatar à prendre l'initiative d'établissement d'un dialogue trilatéral afin de former une alliance puisque cette relation semi-institutionnelle et incertaine est en faveur de l'intérêt national de ces Etats et non pas dans l'intérêt général de la région.

---

<sup>175</sup> R. J. Riggs, Chapter 11, The Qatar–Iran–Turkey Nexus: Shifts in Political Alliances and Economic Diversification in the Gulf Crisis Page 188 dans l'ouvrage The 2017 Gulf Crisis An Interdisciplinary Approach, Editors: M. Zweiri • Md M. Rahman •A. Kamal, Gulf Studies, Volume 3, Springer 345p

Où se trouve-t-il le Qatar en tant que Micro État ? Cette question est complexe pour donner une réponse déjà préparée mais il est certainement beaucoup plus utile pour ce petit pays de cohabiter dans le cadre du conseil de coopération du golfe que de se mettre des préférences d'alliance entre la Turquie et l'Iran. Autrement dit, l'approche historique de M. Nicolas J. Firzli (directeur général du World Pensions Council) révèle bien les réelles intentions inconciliables avec une stratégie générale de paix entre ses deux alliés (persanes et ottomanes)

« La Turquie et un Iran ressuscité utilisent quant à eux cyniquement cette crise pour faire progresser leurs agendas distincts : reconstruire des têtes de pont militaires et économiques le long du "flanc oriental" de la péninsule Arabique, d'Oman au sud de l'Irak, une partie du monde dont ils ont été chassés par la Royal Navy en 1917, il y a exactement cent ans. L'échiquier local est envahi par trop de joueurs avides, à l'heure où de nombreux responsables politiques britanniques et américains semblent avoir perdu tout intérêt pour cette partie du monde: cela n'est pas de bon augure pour la stabilité à long terme de la région MENA. »<sup>176</sup>

Puis, l'avènement du printemps arabe a éclairci les instruments analogues (les effets positifs des processus de médiation chapeautés par les deux pays, l'appui efficace des frères musulmans) et les objectifs partagés.

De ce fait, l'interdépendance géographique du Qatar avec l'Iran (Oil Gas Factor) et l'interdépendance avantageux pour l'Iran avec la Turquie renforcé par le caractère incontrôlable des tensions entre les forces sunnites de la région (Arabie Saoudite/ EAU et le Qatar avec la Turquie) fait retarder les différentes initiatives de régulation de leurs différends sans besoin d'une crise structurelle.

Les efforts du à cet égard étaient insuffisants pour l'Arabie Saoudite. Cependant, la complicité des Etats-Unis dans certains événements majeurs comme l'échec du coup d'Etat en Turquie en 2016 ainsi que la fracture programmée de l'administration Trump à l'envers de l'Iran. Cette diplomatie de connivence a stimulé la recherche d'une diplomatie d'humiliation à l'encontre du Qatar.

---

<sup>176</sup> M. Nicolas Firzli, « The Qatar Crisis and the Eastern Flank of the Arab World », sur Al Sharq Al Awsat ( جريدة الشرق الأوسط ) [www.academia.edu](http://www.academia.edu), 17 juin 2017, Consulté le 16/05/2021 disponible à l'adresse suivante [https://www.academia.edu/33925293/The\\_Qatar\\_Crisis\\_and\\_the\\_Eastern\\_Flank\\_of\\_the\\_Arab\\_World](https://www.academia.edu/33925293/The_Qatar_Crisis_and_the_Eastern_Flank_of_the_Arab_World)

Par conséquent, la guerre par procuration qui était beaucoup plus une stratégie alternative de l'isolation pour l'Iran dans la région, a été élargie suite à ce point tournant dans ces relations d'accommodation par l'adoption des relations de confrontation féroce.

En effet, la Turquie n'était pas le rival de l'Arabie Saoudite avant le printemps arabe. « Les exportations de la Turquie vers l'Arabie saoudite, par exemple, ont été multipliées par quatre, passant de 554 millions de dollars en 2002 à 2,2 milliards de dollars et les importations en provenance d'Arabie saoudite par dix, passant de 120 millions de dollars en 2002 à 1,3 milliard de dollars en 2010.»<sup>177</sup>.

la quasi-rupture existante depuis 2011 entre les deux Etats a été coûteuse pour la Turquie notamment aux réverbérations de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi dans le consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul en Octobre 2018. La réaction du Royaume était officieuse avec le boycott exercé vis-à-vis des produits turques, ses exportations vers le Royaume saoudien ont chuté de 94 % en valeur sur l'année écoulée<sup>178</sup>.

En effet, il semble bien que le sommet d'Al Ula traduit la nouvelle démarche de l'Arabie Saoudite. Le Royaume poursuit une nouvelle politique "de la main tendue" afin de rapprocher les différents points de vue. Cette politique reconnaît clairement la nécessité de procéder selon une approche participative, « le compte Gulf General sur Twitter a déclaré... (Signes d'une percée diplomatique entre la Turquie et l'Arabie saoudite, médiatisée par le Qatar).»<sup>179</sup>

Cette politique d'ouverture met le Qatar au centre des pourparlers dans les rapports interétatiques de la région où l'établissement des bonnes relations temporaires sont importants pour la réintégration du Qatar et de s'échapper de l'isolation pour la Turquie. Autrement dit, ce processus est périodique: « Le Caire une semaine, Riyad la suivante: la diplomatie turque

---

<sup>177</sup> Başkan, Birol, "Turkey between Qatar and Saudi Arabia: Changing Regional and Bilateral Relations", *Uluslararası İlişkiler*, Vol. 16, No. 62, 2019, Page 87

<sup>178</sup> RFI, Anne Andlauer, Le chef de la diplomatie turque se rend à Riyad pour rétablir des relations avec l'Arabie saoudite, Publié le 11/05/2021 Consulté le 16/05/2021, disponible à l'adresse suivante: <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20210511-le-chef-de-la-diplomatie-turque-se-rend-%C3%A0-ryad-pour-%C3%A9tablir-des-relations-avec-l-arabie-saoudite>

<sup>179</sup> Signs of a diplomatic breakthrough between Turkey and Saudi Arabia, mediated by Qatar ... Did Prince Tamim do it? A nation is tweeting out of tune, publié le 11/05/2021, Consulté le 16/05/2021, disponible à l'adresse suivante: <https://primetimezone.com/world/gulf-news/signs-of-a-diplomatic-breakthrough-between-turkey-and-saudi-arabia-mediated-by-qatar-did-prince-tamim-do-it-a-nation-is-tweeting-out-of-tune/>



voyage est en cours d'exécution à un clip, et le mois du Ramadan a fourni le cadre approprié pour la réconciliation.»<sup>180</sup>

De surcroît, cette notoriété a sa place dans le travail de fortification du conseil de coopération du golfe puisque le prince saoudien MBS va certainement attribuer un rôle de médiateur au Qatar pour que cette politique d'ouverture soit bénéfique pour son image interne, pour réduire cette opacité de sa stratégie après cinq ans de règne de facto par rapport à l'Iran puisqu'il était toujours une volonté Qatarie de réduire l'acuité de cette rivalité et à l'égard de la Turquie aussi.

Ces intentions ne peuvent tenir lieu qu'à partir d'une voie institutionnelle et souveraine comme le garant de toute coopération. Cette exigence behavioriste a été exprimée par l'envoyé spécial du ministre qatari des Affaires étrangères Mutlaq Al-Qahtani lors d'un événement organisé par l'Institut de Doha pour les études supérieures. « Si ces pays voient que l'État du Qatar a un rôle à jouer dans cette médiation, alors il serait possible de le faire »<sup>181</sup>.

Alors, l'implication du Qatar ne reproduit en aucun cas une erreur géopolitique puisque sa diplomatie était claire en la matière, « le ministre des Affaires étrangères Cheikh Mohammed bin Abdulrahman Al-Thani a déclaré que les relations de Doha avec l'Iran et la Turquie ne seront pas affectées par son récent accord de réconciliation avec les États en blocage.»<sup>182</sup>

Ce micro Etat qui est le Qatar veut tirer profit de cette réconciliation afin de montrer de la sincérité envers ses alliés. Il veut transiter ces liens d'un rang relationnel alternatif à un rang de partenaire pérenne. En effet, ce moment d'amabilité ne peut en aucun cas dissimuler la position du Qatar, qui est au cœur des intérêts de ces deux nouveaux alliés.

Ce sont deux États qui agissent avec une politique de la dissuasion régionale suite au changement de la politique étrangère de la Turquie (doctrine de zéro problème avec ces voisins).

---

<sup>180</sup> Arab states begin dialogue with Turkey after yearslong rift, DW, Publié le Consulté le 16/05/2021, disponible à l'adresse suivante: <https://www.dw.com/en/arab-states-begin-dialogue-with-turkey-after-yearslong-rift/a-57511157>

<sup>181</sup> The New Arab (العربي الجديد), Qatar 'prepared to mediate' between Iran, Saudi Arabia, Turkey for regional peace, Publié le 12/01/2021 Consulté le 17/05/2021, disponible à l'adresse suivante: <https://english.alaraby.co.uk/english/news/2021/1/12/qatar-prepared-to-mediate-between-iran-saudi-arabia-turkey>

<sup>182</sup> The New Arab (العربي الجديد), Qatar 'prepared to mediate' between Iran, Saudi Arabia, Turkey for regional peace, Publié le 12/01/2021 Consulté le 17/05/2021

Un point en arrière est difficile à fomenter puisque la coopération se fait actuellement dans un cadre multilatéral, ce qui régularise la politique du Smart power du Qatar. « Le trio a conclu fin novembre à Téhéran un accord pour créer un groupe de travail conjoint pour faciliter le transit des marchandises entre les trois pays... l'accord s'est avéré être un mécanisme pour faire avancer les agendas d'Ankara et de Téhéran, a déclaré The Arab Weekly. »<sup>183</sup>

Ce trio doit savoir gérer ces différences particulières (Arabes/Ottomanes/Persanes) afin de maintenir un équilibre de son action collective, il semble bien que la force d'alliance ne peut pas se jouer à l'encontre de l'organisation du CCG sauf pour l'Iran.

Néanmoins, une alliance politique, diplomatique, économique et militaire dispose des éléments nécessaires pour se propulser dans les différents coins du Moyen-Orient malgré l'affaiblissement de ce rassemblement restreint via la conclusion des accords dans le contresens comme c'était le cas pour les accords d'Abraham.

En revanche, les effets de cette vague de normalisation ont été déprécié « interrogé sur la récente normalisation entre Israël et les Émirats arabes unis, Al-Qaddoumi (représentant de Hamas à Téhéran) a déclaré: Cet accord est simplement une concession accordée par les Emirats à Netanyahu et Trump, deux personnes qui souffrent de nombreuses crises politiques dans leurs propres régimes. »<sup>184</sup>

Il est important de noter que le rôle régional de chacun de ces deux États alliés du Qatar est identique mais les enjeux sont certainement inégaux d'un point de vue de leur posture internationale. La différence est claire entre un Etat qui suit une diplomatie proactive au profit de la survie de son régime alors que la Turquie occupe des rangs avancés dans les différentes catégories de classification. « D'ailleurs, dernièrement, une grande attention a même été accordée aux near-BRICS de MIKITA (un acronyme pour le Mexique, l'Indonésie, la Corée,

---

<sup>183</sup> Qatar-Iran-Turkey alliance erodes regional security - Arab Weekly, Ahval, Publié le 17/12/2018, Consulté le 17/05/2021 disponible à l'adresse suivante: <https://ahvalnews.com/qatar-turkey/qatar-iran-turkey-alliance-erodes-regional-security-arab-weekly#>

<sup>184</sup> L'Iran, la Turquie et le Qatar peuvent former une alliance, dit le représentant du Hamas à Téhéran, Mémorandum Middle East Monitor, 9 septembre 2020, Consulté le 17/05/2021, disponible sur <https://www.middleeastmonitor.com/20200909-iran-turkey-and-qatar-can-form-alliance-says-hamas-rep-in-tehran/>

la Turquie et l'Australie), désignant un « groupe de pays qui sont des démocraties consolidées ou des régimes hybrides avec un potentiel de démocratisation.»<sup>185</sup>

Pourtant, cette puissance montante des deux Etats dans la région ne laisse pas le Qatar privilégier l'un des deux d'un point de vue stricto sensu militaire pour diverses raisons en relation avec leur socle de puissance.

En réalité, ledit socle reste difficile à définir puisqu'il porte des éléments enchevêtrés voire d'innovation. Cette analyse de qualité déployée par Alberto Gasparetto énumère certains de ces éléments pertinents pour la détermination de la nature de puissance: ce ne sont pas des puissances moyennes, mais des “puissances significatives”, des “puissances entrepreneuriales”, des “puissances constructives” ou même des “20 premières nations”.<sup>186</sup>

A cet effet, ce trio suit parfaitement les prétentions individuelles de l'intérêt national où chacun essaye de garder un minimum de congruence dans la démarche diplomatique autour des questions de médiation et de rapprochement vis-à-vis du CCG. Néanmoins, les rapports interétatiques de cette alliance se ramifient selon le solde relationnel historique entre lesdits Etats.

Il est intéressant de rappeler la primordialité des rapports Qatari-Turques entre la période de 2014, 2017 et 2018, ce sont des périodes de recherche d'assistance ou bien de réciprocité de domination puisque les deux Etats ont agi mutuellement en faveur de la militarisation du territoire national de l'autre (signature d'un accord bilatéral en 2016, donnant lieu à la construction au Qatar de la base militaire turque permanente de Tariq Bin Ziyad avec pour objectif d'accueillir 5000 soldats à l'avenir) et la mobilisation des entreprises Qataris à investir massivement en Turquie. « En août 2018, le cheikh Tamim bin Hamad al Thani, Emir du Qatar

---

<sup>185</sup> Öniş, Z. and Kutlay, M. (2017). 'The Dynamics of Emerging Middlepower Influence in Regional and Global Governance: The Paradoxical Case of Turkey', Australian Journal of International Affairs, 71(17), pp. 164-183. Cité dans Alberto Gasparetto, Chapter 7 Iran, Turkey and the Qatar Crisis with the GCC. Emerging Middle Powers in the Middle East and their Struggle for Hegemony, January 2019, In book: GCC: Evaluation, Lessons Learned and Future Prospects. IMEIS Annual Conference 2019, Publisher: Global Policy Journal.

<sup>186</sup> Alberto Gasparetto, Chapter 7 Iran, Turkey and the Qatar Crisis with the GCC. Emerging Middle Powers in the Middle East and their Struggle for Hegemony, January 2019, Page In book: GCC: Evaluation, Lessons Learned and Future Prospects. IMEIS Annual Conference 2019, Publisher: Global Policy Journal.

s'est engagé à investir 15 milliards de dollars américains en Turquie pour être acheminés vers les marchés financiers et les banques turques.»<sup>187</sup>

Par ailleurs, les soulèvements populaires de 2011 étaient conformes avec les objectifs de leurs relations bilatérales, c'est dans ce sens que leurs politiques étrangères agissaient pour changer le statu-quo qui reflète largement l'état de stagnation totale de la puissance hégémonique sunnite qui est l'Arabie Saoudite au coeur d'un environnement régional mouvant « depuis ses tout débuts, le complexe sous-régional du Golfe a encapsulé des alliances et des rivalités, même si celles-ci n'ont jamais stagné.»<sup>188</sup>

Par surcroît, la stagnation de la monarchie saoudienne dans le dossier syrien était coûteuse par rapport à sa politique étrangère qui met l'Iran comme son premier ennemi à neutraliser dans toute la région.

Cette hésitation était injustifiable puisque le régime de Bachar Al Assad n'était pas dans la catégorie des régimes qui contribuent directement (le régime de Hosni Moubarak en Egypte) ou indirectement (le régime du Guide Libyen Muammar Qaddafi et le régime de Ben Ali en Tunisie). « Joshua Jacobs le saisit bien: renverser Assad et remplacer son régime par un gouvernement islamiste sunnite plus symétrique idéologiquement serait donc le plus grand prix possible dans la lutte de l'Arabie saoudite contre son ennemi persan. »<sup>189</sup>

Cette concession saoudienne ou bien cette incertitude d'adoption d'une position ferme contre l'Iran, forme les germes du lancement d'une coopération à long terme entre le Qatar et la Turquie notamment lors de son action de "follower" dans la rupture de ses relations diplomatiques avec ledit régime corrompu. En outre, cette logique s'applique aussi à la question du soutien offert aux différents groupes salafistes-jihadistes.

---

<sup>187</sup> Mogielnicki, R. (2018). 'The New Economics of Qatar-Turkey Relations', Middle East Institute, 30 August. [Online] Available at: <[https://www.mei.edu/publications/neweconomics-qatar-turkeyrelations?fbclid=IwAR2p9TJXyca8dkBYLCOU59fSxRHJdgBbYoyvLVFaN\\_yKR7DUSzE2\\_P1aPCA](https://www.mei.edu/publications/neweconomics-qatar-turkeyrelations?fbclid=IwAR2p9TJXyca8dkBYLCOU59fSxRHJdgBbYoyvLVFaN_yKR7DUSzE2_P1aPCA)>, Cité dans Alberto Gasparetto, Chapter 7 Iran, Turkey and the Qatar Crisis with the GCC. Emerging Middle Powers in the Middle East and their Struggle for Hegemony, January 2019, In book: GCC: Evaluation, Lessons Learned and Future Prospects. IMEIS Annual Conference 2019, Publisher: Global Policy Journal.

<sup>188</sup> Mustafa Cüneyt Özşahin, Chapter 3 Qatar–Turkey Rapprochement: Challenging the Regional Status Quo in the Gulf Security Sub-complex, Page 43, In book: The 2017 Gulf Crisis An Interdisciplinary Approach, Editors: M. Zweiri • Md M. Rahman •A. Kamal, Gulf Studies, Volume 3, Springer 345p

<sup>189</sup> Başkan, Birol, "Turkey between Qatar and Saudi Arabia: Changing Regional and Bilateral Relations", Uluslararası İlişkiler, Vol. 16, No. 62, 2019, Page 90

Par conséquent, il est important de dire qu'il est insignifiant d'analyser cette alliance au prisme de la domination des factions des Frères musulmans tant au niveau institutionnel qu'au niveau semi-institutionnel.

A cet effet, la proximité de cette alliance en termes de smart power va faciliter la solidification de ces rapports pour faire multiplier les accords nécessaires vers la conclusion d'un partenariat stratégique dissuasif tout en prenant en considération les contraintes de la politique locale.

A l'heure actuelle, cette politique donne de résonance à cette alliance d'envergure internationale et nationale à la fois. Autrement dit, ceci dit que cette alliance transversale "politique, diplomatique, militaire, économique, culturel" tire son endurance de ses liens immatériels aussi « la cause fondamentale de l'alliance turco-qatari dans la remise en cause du statu quo régional réside non seulement dans les préoccupations liées à leur sécurité ou à leur comportement de recherche de pouvoir, mais aussi dans certaines valeurs partagées et visions communes fondées sur leurs idées et leurs identités.»<sup>190</sup>

Autrement dit, la marge d'évolution de l'action collective de ces deux États peuvent être sollicités pour jouer un rôle colossal dans le monde musulman en approuvant ce succès inédit entre deux entités étatiques c'est-à-dire un micro Etat et une puissance régionale<sup>191</sup>. « L'éléphant dans la pièce est, bien sûr, l'Iran. En décembre dernier, le vice-prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a stupéfié le monde en annonce la création de l'Alliance militaire islamique (I.M A.A.), qui compte 34 membres. L'absence notable de l'Iran et de l'Irak .M A. a souligné l'agenda pans sunnite qui le guide.»<sup>192</sup>

Du côté Iranien, le Qatar est un partenaire géographiquement naturel voire plus important par rapport aux liens existants avec des Etats tels que les Emirats Arabes Unis et avec Dubaï bien précisément. Néanmoins, l'Iran comme le Qatar se considèrent comme deux forces médiatrices de référence<sup>193</sup>, couvrant le terrain de médiation dans tout l'ordre sécuritaire du

---

<sup>190</sup> Mustafa Cüneyt Özşahin, Chapter 3 Qatar–Turkey Rapprochement: Challenging the Regional Status Quo in the Gulf Security Sub-complex, Page 35, In book: The 2017 Gulf Crisis An Interdisciplinary Approach, Editors: M. Zweiri • Md M. Rahman •A. Kamal, Gulf Studies, Volume 3, Springer 345p

<sup>191</sup> l'explication de Alberto Gasparetto entre puissance régionale et puissance moyenne "middle powers"

<sup>192</sup> Turkey and Qatar's Burgeoning Strategic Alliance, June 8, 2016, Giorgio Cafiero, Daniel Wagner, MEI@75, Middle East Institute, Consulté le 18/05/2021, disponible sur l'adresse suivante: <https://www.mei.edu/publications/turkey-and-qatars-burgeoning-strategic-alliance>

<sup>193</sup> Pinar Akpınar (2015): Mediation as a Foreign Policy Tool in the Arab Spring: Turkey, Qatar and Iran, Journal of Balkan and Near Eastern Studies.

Moyen-Orient tout en bénéficiant incontestablement des avantages vis-à-vis des groupes non-étatiques.

De ce fait, pour le Qatar, l'établissement d'un rapport relationnel basé sur la coopération dans la gestion responsable des ressources naturelles, explique la nature de ces relations d'interdépendance, constituant un gage de sa survie et de sa sécurité économique. C'est pourquoi la République Islamique maintient un minimum d'influence au sein du Conseil de Coopération du Golfe.

Ce qui constitue les préceptes de cette alliance au niveau régional, est difficile à s'appliquer dans les relations bilatérales des deux Etats. « Au lieu de cela, chaque partie a adopté une approche instrumentiste de sa relation avec l'autre, comme en témoigne l'aveu de Hamad ben Jassim à un diplomate américain: "Ils nous mentent", a-t-il déclaré à propos des relations du Qatar avec l'Iran, "et nous leur mentons".»<sup>194</sup>

En dépit de l'absence des frontières terrestres et en plus des différentes répercussions des tensions et crises régionales qui ont mis les deux Etats dans une situation de mauvaise posture (absence de profondeur stratégique pour le Qatar, absence d'une grande stratégie pour l'Iran), les deux États ont été contraints à défier les facteurs externes afin de se concentrer sur les qualités bilatérales dites puissantes. « Avec le Qatar en particulier, les relations bilatérales se sont améliorées autour de la coopération gazière, en créant le Forum des pays exportateurs de gaz aux côtés de la Russie. En 2014, les deux pays ont décidé d'élargir leurs relations commerciales et de créer trois zones de libre-échange dans le port iranien de Bushehr et les ports qataris de Doha et d'Al Ruwais »<sup>195</sup>

Devant tous ces différents aspects, les deux Etats ont développé leur liaison de base (It's All About the Gas—Qatar and Iran Relations)<sup>196</sup> à travers la mise en place des partenariats

---

<sup>194</sup> Wikileaks, "Qatar's Prime Minister on Iran: 'They Lie to us; we Lie to Them'," 20 December 2009, 09DOHA69. Cité dans Kamrava, M. (2017). 'Iran-Qatar Relations', Page 176 in G. Bahgat, A. Ehteshami and N. Quilliam (Eds.), Security and Bilateral Issues between Iran and Its Arab Neighbours. New York: Palgrave MacMillan, pp. 167-187.

<sup>195</sup> Rajabova, S. (2014). 'Iran, Qatar to set up joint free trade zone', Azer News, 07 July. [Online] Available at: <<https://www.azernews.az/region/68639.html>> Cité dans Alberto Gasparetto, Chapter 7 Iran, Turkey and the Qatar Crisis with the GCC. Emerging Middle Powers in the Middle East and their Struggle for Hegemony, January 2019, In book: GCC: Evaluation, Lessons Learned and Future Prospects. IMEIS Annual Conference 2019, Publisher: Global Policy Journal.

<sup>196</sup> Sébastien Boussois, CHAPTER 13, Iran and Qatar: A Forced Rapprochement, Page 223, In Book Divided Gulf, The Anatomy of a Crisis Editors: Krieg, Andreas (Ed.), CONTEMPORARY GULF STUDIES SERIES EDITORS: STEVEN WRIGHT · ABDULLAH BAABOOD 2019. 292Pages

souverains (entre le rappel de l'ambassadeur du Qatar à Téhéran en 2016 au rétablissement des relations diplomatiques totales avec Téhéran) des concessions réciproques afin de mettre les ressources naturelles au service des nouvelles chances de coopération. « Néanmoins, les sanctions n'ont pas affecté les exportations de gaz du Qatar, principale source de sa richesse, qui ont augmenté de 7,8 pour cent en juillet par rapport à l'année précédente. Selon les analystes, l'effet des sanctions pourrait diminuer à mesure que le Qatar développera d'autres routes maritimes et aériennes.»<sup>197</sup>.

Autrement dit, le printemps arabe a fait entrer les deux Etats dans une nouvelle étape de leurs relations bilatérales, qui pourra être controversée lors d'une future réunification stratégique de la structure du CCG ou bien dans des scènes de forte divergence entre eux (le statut de régime d'Al Assad). Pourtant, cette relation est beaucoup plus bénéfique pour le côté iranien afin de devenir un partenaire commercial durable pour les partenaires du Qatar. « L'Iran est également devenu un corridor pour les exportations d'autres pays vers l'État du golfe Persique bloqué.»<sup>198</sup> C'est une situation que l'Iran veut sûrement garder et va mobiliser les instruments nécessaires pour l'assurer malgré la brutalité connue de sa politique étrangère.

- *Les accords d'Abraham israélo-émirati : quels enjeux géopolitiques pour le golfe Arabo-Persique ?*

La recherche d'un modèle de sécurité et de stabilité se fait de plus en plus pressante dans le golfe Arabo-Persique, et ce pour des raisons objectives : veiller à la sécurité intérieure des Etats, et notamment pour certains au maintien de leurs régimes non-démocratiques, éviter la recrudescence d'opérations de groupes non étatiques dits terroristes et sécuriser leurs infrastructures énergétiques pour conserver un poids dans les institutions économiques telles que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Cependant, ces intentions ne se sont guère concrétisées et sont restées à l'état de velléités. Qu'elles soient unilatérales, bilatérales ou encore multilatérales, les initiatives prises dans cette zone sous tension sont peu nombreuses et mises en échec. Autrement-dit, derrière l'absence de

---

<sup>197</sup> Qatar Restores Full Relations With Iran, Deepening Gulf Feud, By Declan Walsh, New York Times, Aug. 24, 2017, Consulté le 19/05/2021, disponible à l'adresse suivante: <https://www.nytimes.com/2017/08/24/world/middleeast/qatar-iran-boycott-saudi-arabia.html>

<sup>198</sup> Qatar to Increase Maritime Shipping, Trade With Iran, AlBawaba, Publié le 26/08/2018, Consulté le 19/08/2018, disponible à l'adresse suivante: <https://www.albawaba.com/business/qatar-increase-maritime-shipping-trade-iran-1177256>

débats et de négociations, se cachent des États qui aspirent individuellement à détenir le rôle exclusif du leadership régional et à soumettre tous les autres. « Si tout le monde souhaite la sécurité de la région, toute la question est de savoir avec qui coopérer pour l'assurer. »<sup>199</sup>.

Cet échec reflète la montée périlleuse de la dimension religieuse comme axe géopolitique au fondement de la politique étrangère des différents États sunnites et de la République Islamique iranienne. Cette analyse tire sa consistance de la rivalité déjà existante entre ces États à partir de début des années 2000 puis au moment du lancement de la construction des centrales nucléaires par l'Iran en 2002 et enfin lors de l'invasion de l'Irak en 2003.

La situation a dévié dans la période post-2011 quand le facteur religieux a renforcé son emprise et a contribué à mobiliser les peuples. Ce processus d'instrumentalisation est bien expliqué par Clément Therme (Chercheur au CERI Paris) : « à travers le prisme des divisions confessionnelles entre chiïtes et sunnites, ce clivage révèle les divergences entre les islamistes et les anti-islamistes, et permet de dépasser l'analyse sectaire pour envisager les dynamiques géopolitiques des acteurs de la région »<sup>200</sup>.

Force est de constater que cette normalisation ou pacification des rapports bilatéraux entre deux États du Moyen-Orient, Israël et les Emirats-Arabes-Unis, relance un processus déjà entamé par deux autres États arabes : l'Égypte à travers le traité de paix de 1979 et le Royaume Hachémite de la Jordanie avec les accords de Wadi Araba en 1994.

---

<sup>199</sup> Sébastien Boussois, Pays Du Golfe, les dessous d'une crise mondiale, Ed Armand Colin, 2019, Page 44

<sup>200</sup> Clément Therme, « le Qatar dans la rivalité Iran-Arabie Saoudite », Moyen-Orient, Avril-Juin 2018



## Les relations entre Israël et les pays arabes



**Source:** Les relations entre Israël et les pays arabes (AFP - Alain BOMMENEL)

Ces accords ont été signés pour régler des problèmes frontaliers. En revanche, cette nouvelle dynamique de normalisation est révélatrice de l'échec du fonctionnement des mécanismes multilatéraux entre les pays arabes, avec pour exemple l'initiative de Paix arabe du Roi Saoudien Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud en 2002, restée lettre morte et figée comme seul cadre de négociation pour résoudre le conflit israélo-palestinien.

En réalité, le contenu de l'accord d'Abraham reflète l'état des rapports de forces actuels et l'inclination devant les intérêts de chacun des signataires.

Pour Israël, l'objectif était clair : tirer profit au maximum de la présidence de Trump pour faire tomber un paradigme dominant, conditionnant ainsi toute procédure de paix à l'acceptation des Palestiniens « mais pour M. Netanyahu, c'est plutôt la normalisation avec les pays arabes qui poussera les Palestiniens à un accord de paix avec Israël. »<sup>201</sup>

Pour les Émirats Arabes Unis, l'objectif était de mettre un terme à toute annexion supplémentaire des territoires palestiniens alors que ce n'était pas du tout l'intention personnelle du Premier ministre Israélien, qui a exprimé clairement le report des projets d'annexion en

<sup>201</sup> Le Monde avec AFP, Israël et les Emirats arabes unis annoncent une normalisation de leurs relations diplomatiques, 13 août 2020, Consulté le 15/02/2021, [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/08/13/israel-et-les-emirats-arabes-unis-annoncent-une-normalisation-de-leurs-relations-diplomatiques\\_6048887\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/08/13/israel-et-les-emirats-arabes-unis-annoncent-une-normalisation-de-leurs-relations-diplomatiques_6048887_3210.html)

Cisjordanie occupée afin de maximiser ses gains, c'est-à-dire à l'intérieur d'Israël et devant la communauté internationale.

Par ailleurs, cette situation bénéficie des différentes conséquences du printemps arabe. En effet, ses effets permettent aux pays du golfe de devenir le centre de décision du monde arabe : les sommets de Conseil de Coopération du Golfe deviennent plus importants et attractifs que les sommets organisés par la Ligue Arabe.

La présente analyse vise à décortiquer la logique de chevauchement des alliances ambiguës et son influence sur le sentiment croissant d'insécurité dans toute la région. De surcroît, la posture émiratie se considère comme choix personnel et pragmatique de Mohammed Ben Zayed de s'allier avec une puissance militaire et technologique dans la région pour pallier les différents obstacles pouvant heurter son ambition d'exercer un leadership *au Moyen-Orient*.

#### *Israël : le grand gagnant de la crise du Golfe*

Le nouveau rôle de pacificateur, joué par Israël vient de sa capacité à conserver une certaine stabilité ou bien une stagnation dans la crise du Golfe, à partir d'un certain nombre de rencontres avec les responsables des différents États sans exception, sur le sol israélien ou bien sur des sites pro-israéliens à Washington, tels que les think-tanks.

En septembre 2017, la rumeur de la visite d'une haute personnalité golfienne en Israël a affolé les médias et les réseaux sociaux. La presse israélienne, comme les sites proches de Téhéran se sont empressés d'affirmer qu'il s'agissait de Mohammed ben Salman, tandis que le journal Elaph (journal en ligne arabophone, proche de Riyad) parlait d'un officiel qatari<sup>202</sup>.

À cet effet, cet État n'a pas pu faire autrement que d'ouvrir des canaux de négociations entre les pays de Quartet et le Qatar pour de nombreuses raisons connues comme : la pertinence de cette réputation de l'ennemi commun dans l'esprit collectif de l'opinion publique arabe y compris dans le contexte actuel de l'accord d'Abraham, les EAU ne projettent en aucun cas de rétablir leurs relations diplomatiques avec le Qatar car ils ne mettent pas le dossier iranien au sommet de leurs priorités sécuritaires dans la région, chose qui pourrait faire obstacle à la durabilité des rapports d'Israël avec lesdits pays.

Cependant, cette crise a bien montré que l'Iran n'est qu'un simple prétexte pour les pays du Golfe de consolider leurs liens avec l'administration Trump, un protecteur féroce de la sécurité d'Israël dans la région pendant sa période de présidence. Ce privilège est coiffé par le

---

<sup>202</sup> Elisabeth Marteu, « Israël et les pays du Golfe : les enjeux d'un rapprochement stratégique », Études de l'Ifri, Ifri, janvier 2018, Page 32

déplacement de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem en mai 2019. Il s'agit d'un engagement indéfectible qui rend Israël le pont le plus pérenne pour ces pays afin de garantir la protection et le soutien américain dans cette crise régionale.

Pour bien clarifier cette tendance, on peut noter que les ambassadeurs de ces monarchies (du Qatar et des EAU) à Washington semblent parfois cruciaux dans les efforts de lobbying (mobilisation, plaidoirie) que les ministres des Affaires étrangères de ces États. Le dernier exemple est celui de l'ambassadeur émirati à Washington Youcef al-Otaiba, qui occupe ce poste depuis 2008, et qui a révélé explicitement l'acuité de cette crise, lors de sa participation, par visioconférence, à un forum organisé par l'Institut d'études sur la sécurité nationale israélienne: « La crise avec le Qatar ne sera pas résolue, pas en tout cas prochainement, du moment que Doha n'a pas révisé ses positions», indiquant que «Doha était têtue et continuait à jouer le rôle de la victime ».<sup>203</sup>

Pourtant, cette posture de force dont jouissent actuellement les deux princes héritiers, a besoin d'un soutien et d'une assistance américaine incontournable pour alléger toute pression en ce qui concerne la nécessité de mise en place des réformes politiques dans ces deux monarchies autocratiques. A l'heure actuelle, le rôle du variable domestique comme force de changement est quasiment faible, cette situation dégrade l'image de ces États à cause du déficit de la culture politique dans ces pays, c'est-à-dire une modernité inachevée.

Autrement dit, cette success story économique ne dissimule en rien l'absence de la démocratie et ses différentes formes « être public sur les relations avec Israël ne leur apporterait que des avantages modestes, et une telle démarche pourrait avoir des conséquences négatives tant au pays qu'à l'étranger. Leur faiblesse fondamentale rend essentiel pour eux de maintenir leur légitimité parmi les Arabes.»<sup>204</sup>

En dépit de certaines critiques, Israël laisse actuellement le Qatar faire passer des aides humanitaires pour éviter une catastrophe humanitaire dans la bande de Gaza, ce qui est un exemple de coordination et de coopération entre les deux pays.

Les efforts du Qatar viennent réduire les effets néfastes de la décision de l'administration de Trump de suspendre l'aide annuelle de 800 millions de dollars versée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), au profit du Trésor palestinien, de l'Office

---

<sup>203</sup> <https://courrier-arabe.com/aucune-proche-resolution-a-la-crise-avec-le-qatar-et-la-normalisation-est-unbon-plan-declare-lambassadeur-emirati-a-washington/2020/11/16/>

<sup>204</sup> Yoel Guzansky, *The Arab Gulf States and Reform in the Middle East: Between Iran and The Arab Spring*, Palgrave Macmillan, Page 137

de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés (UNRWA) afin de pallier la souffrance quotidienne des Palestiniens.

### *Consécration de la coopération bilatérale entre les deux États*

En réalité, l'accord d'Abraham s'inscrit comme une nouvelle étape de la coopération entre Israël et ses pays du Golfe. Alors, les EAU ont pris l'initiative d'établir des relations diplomatiques avec Israël malgré la courte période de traumatisme que ça lui a coûté dite sans influence surtout dans ses rapports avec les Etats arabes. Ce nouveau statut s'impute à sa puissance financière et la précarité de ses pays pour agir fermement comme par exemple le recours au rappel des ambassadeurs voire à une rupture des relations diplomatiques. Autrement dit, on peut dire que le printemps arabe a servi les intérêts de ces monarchies du golfe pour avoir un poids important dans le monde arabe nonobstant les soupçons qu'ils ont eu d'avoir subi les conséquences de ces soulèvements populaires.

Les secteurs de coopération ont principalement été le secteur sécuritaire et le renseignement afin de permettre un minimum de stabilité dans la région. Cet état actuel des choses révèle l'irrationalité de la vraie place qu'occupe actuellement le conflit israélo-palestinien « dans le monde arabe, plus personne ne semble prêt à mourir pour le Palestine, toujours prisonnière d'une autre vision chimérique dans laquelle "l'Etat juif" n'existerait pas. »<sup>205</sup>

Ce dossier, figé et instrumentalisé par les différentes parties du conflit, constitue une source d'insécurité croissante dans toute la région devant la montée périlleuse de la puissance iranienne. Il s'agit là d'un point de convergence majeur pour ces pays qui ont tout intérêt à s'allier pour contrecarrer cette menace, trop puissante dans les milieux conflictuels régionaux comme le cas au Yémen (son soutien des Houthis, le financement du mouvement du Hamas en Palestine).

Le danger de la République Islamique de l'Iran, acteur anti-système dans la configuration actuelle du système international, est de se considérer comme un stimulateur géopolitique dans le développement et l'accélération de ses rapports d'alliance dans la région notamment pour l'émirat d'Abu Dhabi.

C'est un État à la fois influent et puissant grâce à l'indépendance de sa politique étrangère basée sur des alliances conjoncturelles avec la Turquie et la Russie, sa résistance aux sanctions économiques, son refus d'attribuer des grandes concessions dans le cadre de son projet

---

<sup>205</sup> Michel Taube, *La Face cachée des Emirats Arabes Unis*, Ed Le Cherche-Midi, 2019, Page 149

nucléaire, sans oublier la gestion de son champ politique interne susceptible de s'être explosé à tout moment.

Ensuite, lors de la présidence de Donald Trump, ce processus d'apaisement des tensions provenant du conflit palestinien-israélien a constitué une priorité pour tous. Autrement dit, tous les intervenants cherchent une maximisation de leur intérêt national, tout en poursuivant une démarche pragmatique sans hésiter à recourir à l'humiliation comme élément de pathologie des relations diplomatiques selon Bertrand Badie.

En effet, ce pragmatisme s'est traduit dans la parole diplomatique américaine comme un État actif au sein de ce système dont l'objectif était double : renouveler la confiance et son engagement vis-à-vis de l'État juif.

C'était un axe majeur de la campagne électorale de Trump pour l'appuyer financièrement via le soutien du principal lobby pro-israélien à Washington (les chrétiens évangélistes sionistes) surtout après la rupture faite par l'administration d'Obama suite à l'adoption de la résolution 2334 condamnant les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens avec 14 voix (abstention des EU).

Néanmoins, le niveau de tension entre Obama et Netanyahu a été rapidement pallié lors de l'octroi d'une aide militaire de 38 milliards de dollars à l'État hébreu. Il s'agit du soutien financier le plus important de l'histoire des États-Unis alloué à l'armée israélienne. Le nouveau plan sur 10 ans, entré en vigueur à l'expiration du programme actuel en 2018, doit permettre à Israël de conserver un «avantage militaire qualitatif» sur ses voisins, comme l'exigent les résolutions du Congrès américain.»<sup>206</sup>

Ensuite, le deuxième objectif peut se définir comme la volonté de réduire ce sentiment de désengagement que les USA ont exprimé lors de cette présidence comme lors de son retrait de l'accord du Climat ou bien son retrait de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien en 2018. Par ailleurs, l'objectif d'Israël, et plus précisément du gouvernement de Benjamin Netanyahu, est de rendre cette possibilité de pacification des relations avec la zone arabe une simple réalité qui va lui permettre de regagner la confiance de ces citoyens israéliens, de sécuriser leurs frontières pour vivre en paix et d'élaborer un plan collectif de nature offensive contre l'Iran.

Ce contexte de rapprochement diplomatique peut apparaître comme la source de relance de la politique des Emirats Arabes Unis la plus efficace dans la région de MENA pour donner un regain à cette voie contre-révolutionnaire qui l'a menée dès 2011.

---

<sup>206</sup> Les États-Unis accordent une aide militaire record à Israël, 15/09/2016, France 24

Pourtant, toute vigilance dans la construction de cette alliance vierge (libre de toute appartenance religieuse, linguistique, culturelle, identitaire) va générer une confiance interne vis-à-vis des citoyens mais aussi une fragilité géopolitique de ce petit Etat. Cette officialisation n'a eu effet que lorsque les deux partenaires agissaient en faveur de la fortification des canaux de communication pour faire face aux menaces communes des deux pays<sup>207</sup>.

Certes, le niveau de communication des dossiers sécuritaires et d'échange d'information est très élevé depuis des années, en témoignent les services déployés par la société israélienne de renseignement NSO Group (entreprise israélienne de sécurité informatique aux EAU).

Néanmoins, le maintien des liens diplomatiques et commerciaux montre que les EAU ne sont pas prêts d'attiser les tensions avec l'Iran en tant que puissance régionale impliquée dans les différentes affaires de la région. L'exemple phare est celui de la guerre au Yémen dont les deux pays se situent dans des camps hostiles, « le rapprochement est confirmé dont la dernière rencontre date du 30 juillet 2019, a consisté en une rencontre- la première en six ans sur le sol iranien, entre le chef des garde-côtes émiriens et son homologue au sein de la République Islamique... les EAU ne peuvent être un allié fiable pour aucune partie »<sup>208</sup>.

Ce processus de modernisation a été renforcé lors du lancement d'une campagne contre la présence du mouvement Al-Islah à l'intérieur du pays. « Plus récemment, les craintes d'un renouveau de l'islam politique ont conduit les Émirats arabes unis à réprimer une soixantaine de personnes en 2012, dont beaucoup étaient membres d'al-Islah et ont été jugés l'année suivante pour avoir cherché à s'emparer du pouvoir.»<sup>209</sup>

Ce refus d'existence de tout mouvement politique islamique y compris à l'intérieur de son territoire révèle la position ferme émiratie à vouloir régner d'une main de fer, notamment à cause de son investissement massif dans la construction d'un *hard power*. Au fil des années, surtout après avoir réussi à se construire une réputation exceptionnelle de *state-branding*, il a été reconnu comme l'un des Etats les plus intégrés à la mondialisation..

#### *L'action indépendante des Émirats Arabes Unis :*

En effet, cette singularité ou bien cette ambition de jouer un rôle décisif dans les grands dossiers de la région a incité les Émirats Arabes Unis à sortir de cette préservation de la distance par

---

<sup>207</sup> Aux Émirats, le fructueux pacte israélo-arabe, Par Armin Arefi, Le Point, Publié le 08/05/2021, Consulté le 19/05/2021, disponible à l'adresse suivante: [https://www.lepoint.fr/monde/aux-emirats-le-fructueux-pacte-israelo-arabe-08-05-2021-2425526\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/aux-emirats-le-fructueux-pacte-israelo-arabe-08-05-2021-2425526_24.php)

<sup>208</sup> Michel Taube, La Face cachée des Emirats Arabes Unis, Collection Documents, Edition le cherche Midi, 2019, Page 156

<sup>209</sup> Arwa Ibrahim, MBS-MBZ: A special bond between two Gulf princes, AL Jazeera, 17 Mar 2020, Consulté le 20/11/2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/3/17/mbs-mbz-a-special-bond-between-two-gulf-princes>

rapport à certaines questions notamment lors de la période des soulèvements des peuples contre les dirigeants autoritaires.

Cette ambition s'est exprimée au fil des années avec par exemple la réouverture de son ambassade à Damas en décembre 2018 pour faire face à tout scénario d'arrivée des islamistes au pouvoir lors de la fin de la crise syrienne.

La diplomatie des EAU – comme celle de beaucoup de petits États – a toujours eu pour but de pallier leurs vulnérabilités extérieures (les appétits féroces des grands voisins que sont l'Irak, l'Iran et l'Arabie Saoudite) et intérieures (la fragmentation du territoire et de la population en sept émirats).<sup>210</sup>

Cette intolérance à l'encontre des Frères musulmans peut aboutir à une confrontation indésirable avec son allié principal dans la région : l'Arabie Saoudite. En réalité, l'origine de ladite confrontation est la guerre de Yémen ou bien la carte des alliances dans ce territoire dont les exigences de guerre peuvent parfois heurter certains principes fondamentaux avec les alliés traditionnels, c'est le cas du voisin saoudien qui n'a pas hésité à établir des canaux de communication et de présenter son soutien au mouvement Al-Islah<sup>211</sup> au Yémen comme un choix important pour démolir les Houthis.

Cependant, les Émirats n'ont pas hésité à rappeler que l'objectif principal de l'opération « Tempête décisive » est de mener une campagne militaire arabe afin de déraciner la région de la menace terroriste. Cette tolérance continue dès l'arrivée de Roi Salman Ben Abdelaziz Al Saoud à la tête du pouvoir en 2015 à l'égard de ce mouvement, n'a pas dissimulé ses divergences autour de cet axe lors du retrait des forces des Émirats en début de cette année sous la couverture d'une décision militaire.

Dans ce sens, lors d'une déclaration accordée à l'agence de presse officielle des Émirats Arabes Unis (WAM), le lieutenant-général Issa Al Mazrouei, commandant des opérations conjointes au Yémen, s'est exprimé sur la question: «Cinq ans après le début de l'Opération "Tempête

---

<sup>210</sup> Emma, Soubrier, LES ÉMIRATS ARABES UNIS À LA CONQUÊTE DU MONDE ? Institut français des relations internationales | « Politique étrangère » 2020/1 Printemps | pages 57 à 66

<sup>211</sup> Le Congrès yéménite pour la réforme (en arabe : لإصلاح اليمني التجمع ,at-Tajammu'u al-Yamanī lil-Īṣlāḥ), fréquemment dénommé Al-Islah, est le principal parti d'opposition au Yémen durant le mandat d'Ali Abdallah Saleh. In fine, c'est grâce à son action que le Président Ali Abdallah Saleh avait été démis après 33 années de règne

décisive"<sup>212</sup>, nous sommes passés de la stratégie de l'approche directe, mise en œuvre avec grand professionnalisme par les forces armées, à la stratégie de l'approche indirecte que les forces yéménites mettent en œuvre elles-mêmes aujourd'hui.»<sup>213</sup>

Cette garantie sécuritaire israélienne offerte aux pays du Golfe est incertaine et conditionnelle pour plusieurs raisons : la position controversée de l'administration américaine, le scénario de la réconciliation entre les pays du Golfe et la volonté de négocier un accord de paix avec l'Iran sur le long terme mais aussi l'émergence d'une pression forte émanant de l'intérieur de ces pays.

Il est peu probable que les chiites et les islamistes de Bahreïn soutiennent l'alliance géopolitique de leur Roi avec Israël puisque la paix entre Israël, les EAU et le Bahreïn est principalement motivée par le changement du paysage géopolitique de la péninsule arabique. Jérusalem a probablement besoin d'une paix chaleureuse comme condition pour protéger essentiellement ces deux monarchies arabes.<sup>214</sup>

#### *La malchance du Qatar :*

Du côté qatarien, le blocus qui date de 5 juin 2017, n'influence en aucun cas ses liens bilatéraux avec l'Iran avec qui il partage le plus grand champ de gaz au monde. Cette position géographique définit le Qatar en tant qu'acteur énergétique incontournable. Autrement dit, le concept de l'intérêt national en tant que déterminant fondamental des relations internationales lui impose de chercher les outils de durabilité de ces liens y compris la maximisation de son profit peu importe son image ou sa position dans le conseil de coopération du Golfe c'est-à-dire un pragmatisme pur et dur.

Par ailleurs, cette décision souveraine est vue comme un modèle susceptible d'être traité dans le Conseil de coopération du Golfe et peut être Israël dans le long terme (des partenariats économiques des pays de CCG-Israël). Cependant le hiatus se trouve au sein de cette

---

<sup>212</sup> L'opération Tempête décisive (en arabe : الحزم عاصفة عملية) (est lancée la nuit du 25 mars 2015, dans le cadre de la guerre civile yéménite, pour remettre au pouvoir le président Abdrabbo Mansour Hadi, renversé par l'insurrection houthis au Yémen, d'orientation chiite. Elle est déclenchée par l'Arabie saoudite et une coalition d'une dizaine de pays arabes et sunnites (Égypte, Jordanie, Soudan, Maroc), dont les membres du conseil de coopération du Golfe (Oman excepté).

<sup>213</sup> Mourad Belhaj, Yémen : Les Emirats Arabes Unis annoncent le retrait de leurs forces, Agence Andalou, 10.02.2020, Consulté le 18/02/2020, <https://www.aa.com.tr/fr/monde/y%C3%A9men-les-emirats-arabes-unisannoncent-le-retrait-de-leurs-forces-/1729353>

<sup>214</sup> Raphael Ahren, Avec ou sans normalisation Israël est un pacificateur régional – expert du Golfe, *The Times of Israel*, 01/10/2020, Consulté le 22/01/2021



organisation régionale des pays du Golfe où l'inexistence de dispositions contraignantes permet au Qatar de préserver l'indépendance de sa politique étrangère.

D'un point de vue diplomatique, la priorité du CCG consiste avant tout à assurer la sécurité de la région et des pays du golfe. L'Iran n'en faisant pas partie, et devenant une menace, on pourrait comprendre l'alliance de tous ses membres contre le dangereux voisin. Or, c'est au sein même de l'unité, souvent de façade comme dans tous les pays arabes, que la rupture s'est faite.<sup>215</sup>

Plus précisément, cette posture de vainqueur du Qatar a bien pris de l'essor lors de la confirmation de la compétence de l'OACI par la Cour Internationale de Justice dans son communiqué de presse du 8 juillet 2018.

En 2018, l'OACI a statué qu'elle était compétente pour connaître de la plainte déposée par le Qatar, accusant ses voisins de violer une convention régissant le libre passage de ses avions de ligne par les espaces aériens étrangers.

Cette accusation est totalement discursive car le Qatar a soutenu tous les soulèvements du printemps arabe y compris le moment révolutionnaire en Syrie dont l'opposition est représentée par la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution et au Yémen pour soutenir le gouvernement légitime sous la soumission de l'Arabie Saoudite (le président Hadi gouverne le pays depuis son point de refuge qui est Riyad), cette situation fortifie la position qatarienne puisqu'elle se trouve en opposition avec l'Iran dans le dossier syrien.

En effet, ce choix de la politique étrangère qatarienne est confirmé : le Cheikh Mohammed bin Abdulrahman Al-Thani, le ministre qatari des Affaires Étrangères, a précisé ledit choix lors de sa conférence de presse à Paris le 12 juin 2017 : « Nous ne soutenons pas les Frères musulmans, ni aucun parti politique, nous soutenons des gouvernements. Après le Printemps Arabe, ce sont les Frères musulmans qui sont arrivés au pouvoir, nous les avons soutenus à ce moment-là ».

Le succès du Smart Power de ce petit État golfien, a bien révélé son importance malgré l'absence d'une profondeur stratégique à cause de la nature de sa géographie, en plus, ce blocus de Quartet 3+1 ( Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, le Bahreïn et l'Égypte) a exacerbé la nature des rapports suite à cette métamorphose d'une divergence d'approche sur le monde arabe à une compétition féroce dans la région.

Cette divergence s'est traduite par une action diplomatique significative en 2014 lorsque les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et le Bahreïn ont rappelé leurs ambassadeurs au Qatar

---

<sup>215</sup> Sébastien Boussois, Pays Du Golfe, les dessus d'une crise mondiale, Ed Armand Colin, 2019, Page 43

qui sont les Émirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et le Bahreïn. Le Qatar, lui, n'a pas rappelé ses ambassadeurs. Il s'agit ici de la première crise du golfe ayant pris une telle ampleur.

Cette neutralité de la communauté internationale en faveur du Qatar est justifiée sur deux plans majeurs .

D'une part, la vitalité du partenariat économique et la forte présence des Investissements Directs Étrangers (IDE) qataris dans les grands pays de l'Union Européenne, la Grande Bretagne et les États-Unis. Le micro-État est un cas d'école : il est parvenu à s'imposer sur la planète économique et médiatique en prenant des positions en France, comme dans de nombreux autres pays.<sup>216</sup>

D'autre part, l'adoption d'une approche sécuritaire atypique reconnue internationalement avec la signature d'un accord entre la représentante permanente du Qatar auprès de l'ONU, Cheikha Alya bint Ahmed al-Thani et le Secrétaire général de ce Bureau Ivanovich Voronkov sous la forme d'une contribution de cinq milliards de dollars au centre international des visions comportementalistes pour la lutte contre le terrorisme affilié à ladite Bureau des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme fondé à Doha. En outre, son engagement dans le multilatéralisme avec sa participation dans la coalition internationale contre le groupe terroriste de Daech est indiscutable.

### **Conclusion:**

Les objectifs de notre travail pourraient combler les lacunes existant dans la compréhension de ces régimes monarchiques. C'est un travail qui peut même être qualifié d'exploratoire, car si la littérature scientifique existante sur les régimes monarchiques de la péninsule arabique est abondante, celle consacrée précisément à notre sujet d'étude est rare ou partielle. Toutefois, il faut noter que ce mémoire n'a pas vocation à être exhaustif, il s'agit tout simplement d'une contribution dans l'étude de la politique étrangère des petits régimes et particulièrement du régime Qatari et des Emirats Arabes Unis.

l'événement révolutionnaire de 2011 qui est le printemps arabe nous a permis d'examiner l'état de stabilité des régimes politiques dans cette région du monde. En réalité, ce moment historique a induit un renversement des régimes en place sans réussir à implanter des structures démocratiques institutionnellement puissantes.

---

<sup>216</sup> <https://www.strategies.fr/actualites/marques/199693W/faut-il-avoir-peur-du-qatar-.html>

L'étude des deux petits régimes au prisme du printemps arabe nous a conduits à remonter aux régimes antérieurs en parlant bien précisément de la période d'indépendance de ces deux Etats. Cette analyse nous a permis de voir la grande transformation de la politique étrangère des deux États situés au cœur du Moyen-Orient.

Dans ce système international mondialisé, le Qatar et les Emirats Arabes Unis ont réussi à sécuriser leur trajectoire exceptionnelle d'intégration dans la communauté internationale.

Ils ont pu y aller de la simple recherche de la survie à la réalisation d'une forte intégration pour devenir un acteur incontournable dans les questions de développement. Autrement dit, l'étendue de leur propre contribution est prometteuse et colossale à la fois.

De ce fait, Raymond Aron disait que le problème de la politique étrangère est le double problème de la survie individuelle et collective pendant la guerre froide. De ce fait, la présence de ces deux Etats s'inscrit beaucoup plus dans le traitement des questions de la survie collective.

Sur le plan sécuritaire, cette ascension était incertaine devant le poids des différents événements politiques en enregistrant le changement d'influence des événements révolutionnaires sur ces micro-Etats. De la révolution iranienne qui a agrandi la méfiance de ses Etats impuissants, militairement parlant à la participation intense dans les différents processus des soulèvements révolutionnaires de 2011.

En revanche, il était extrêmement difficile de se référer à l'approche institutionnelle pour analyser profondément la participation transparente des organes gouvernementales dans la prise de décision. Devant l'absence d'une structure constitutionnelle performante, les Emirats-Arabes Unis et le Qatar se comportent dans leurs relations extérieures en faveur de la réalisation des objectifs qui influencent le champ interne afin de lui convaincre que l'absence de la compétition et de la transparence n'influence en rien l'image positif de ces Etats du Golfe.

A ce niveau là, la définition de Frédéric Charillon s'avère plus proche de la logique d'action de ces Etats. Pour lui, La politique étrangère est l'instrument par lequel l'État tente de façonner son environnement international et elle n'est plus seulement une histoire de relations entre gouvernements. En plus, la politique étrangère peut être perçue comme une politique publique très particulière, dont le rayon d'action dépasse le territoire national. De plus, la politique étrangère est particulière car elle s'adapte à des événements extérieurs, sur lesquels les décideurs n'ont pas de prise. Les politiques étrangères ont un processus plus opaque que les

politiques nationales, car elles sont considérées comme des domaines réservés aux personnes les plus hautement placées.

A cela s'ajoute l'absence d'une littérature qui se réfère à l'explication de la nature des rapports entre la société et son État, pour savoir la forme actuelle de cette pratique autoritariste. En effet, l'importance de cette relation détermine la volonté de classe dirigeante, l'avenir de sa structure interne et les scénarios d'une politique étrangère beaucoup plus démocratique.

Nous voulons mettre l'accent sur un ouvrage récemment publié "Contemporary Qatar Examining State and Society", considéré comme le premier livre à étudier en profondeur la relation compliquée entre l'État qatari et la société qatarie tout en évoluant vers un État patriarcal contemporain.

Nous avons vu dans cette étude que le Qatar et les Emirats Arabes Unis ont fait un long chemin pour arriver à ce stade d'acteur régional et contributeur dans les questions de sécurisation de toute la région. Il aura fallu attendre deux événements majeurs pour commencer à avoir cette visibilité internationale. D'un côté, le recul de la recherche de l'hégémonie de la part des deux grandes forces de l'époque: l'Irak et l'Iran. De l'autre côté, on trouve que le changement interne "restreint" était important pour tirer les premières caractéristiques de leurs politiques étrangères.

Ce sont des événements qui ont permis de changer la pensée politique de ses dirigeants. Ces derniers ont été conscients de la nécessité d'améliorer leur arsenal militaire afin d'amoindrir la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Pourtant, pour le partenaire américain, l'élan militaire est un moyen pour défendre ses intérêts vitaux là où ils se situent. Alors, la puissance pétrolière de ses micros-États a laissé place à l'interdépendance dans leurs rapports bilatéraux.

Nous avons vu ensuite que la puissance énergétique de ses Etats a fait le choix de la diversification. Cette situation a donné à ses États les moyens nécessaires pour élargir le cercle de ses partenaires en essayant d'opter pour les deux principaux canaux de coopération internationale: le Bilatéralisme et le Multilatéralisme.

Sur le plan politique, notre étude a montré que les années qui ont suivi la prise du pouvoir par l'émir Hamad Ben Khalifa Al Thani (1995-2013) et la position de Mohammed Ben Zayed comme prince héritier (2004-), ont été caractérisées par des avancées considérables.

Pour le Qatar, sa diplomatie publique ou bien sa médiation reconnue internationalement lui a permis de se désigner comme une plateforme incontournable pour la paix et la sécurité

internationales. Ce micro-État a pu conserver son indépendance tout en adoptant une politique étrangère proactive.

Par conséquent, les différentes conséquences du printemps arabe ont confirmé le leadership régional de ce petit pays. Nonobstant, la nature de ses relations diplomatiques tendues avec ces voisins du Conseil de Coopération du Golfe, le Qatar a participé dans les différentes opérations militaires lancées par lesdits Etats.

Pourtant, la crise du Golfe de 2017, a inculqué la nouvelle position du Qatar par rapport aux États du blocus. La lourdeur du choc n'a pas dissimulé les efforts déployés par le nouvel émir, qui semble beaucoup plus pragmatique et ferme vis-à-vis de la souveraineté de son État.

Alors que pour les Emirats Arabes Unis, ce sont deux personnalités qui ont réussi à mondialiser ce micro-Etat: l'Émir de Dubaï qui est Mohammed Ben Rachid Al Maktoum et MBZ. Ce statut a été possible qu'après l'organisation des rouages internes de l'Etat fédéral pour faciliter l'achèvement d'une identité nationale soudée et unifiée, capable d'affronter les différentes menaces régionales.

A ce point du travail, les résultats de ce mémoire peuvent se résumer dans les propos suivants:

Il se réfèrent à l'état de la politique étrangère proactive, (c'est à dire d'interventionnisme d'initiative forte sur le premier plan des relations internationales), de ses deux petits états que sont le Qatar et les émirats arabes unis tout au long de la dernière décennie (2010-2020).

Nous avons identifié une efficacité politique transnationale très claire d'une part, et de graves difficultés sur le plan régional d'autre part.

La grande percée du Qatar et des Émirats en termes d'efficacité diplomatique propre aux micro-Etats, concerne leur capacité d'influence politique sur le plan du soft power. Autrement dit, c'est un champ d'action qui utilise des moyens pacifiques et indirects pour accroître leur rayonnement, au service de leur politique étrangère. Ceci donne lieu à un modèle assez proche chez les deux Etats, qui s'orientent principalement vers des politiques de financement. Financement qui concernent un spectre assez large:

Sur le plan du multilatéralisme, cela va du soutien à des programmes de développement ou des organismes internationaux comme au sein de l'ONU, mais cela peut également conduire à des financements plus obscurs, des organisations internationales ou des organismes non-Étatiques.

Sur le plan du bilatéralisme, cela peut aussi concerner des soutiens politiques directs à certains Etats.

En effet, l'efficacité de ces politiques se manifeste clairement par des augmentations d'influence dans les organismes internationaux de développement d'arbitrage ou de coopération.

Toutefois ce jeu d'influence n'a pas forcément des conséquences pacifiques dans le règlement des situations de conflit internationaux. Et même parfois leur influence est délétère, par des effets collatéraux de financement du secteur terroriste ou d'action relevant du non-respect des dispositions onusiennes. Dans certains cas, c'est le soutien à des organisations opposées qui accroît le désordre des conflits.

Sur le plan de l'intégration régionale, en revanche la politique extérieure de ces deux micro États est plus incertaine. Le conseil de coopération du golfe résume à lui seul toutes les opportunités et les enjeux d'intégration, qui s'offrent à l'action du Qatar et des Emirats Arabes Unis.

Malgré un désir régional partagé par tous les États de la zone, qui ont validé sa création, le conseil reste dominé par des volontés hégémoniques. mais aussi par des pressions économiques internationales. Il ne permet pas une véritable coopération qui intégrerait la capacité du Qatar ou des EAU. Les deux pays en sont plutôt victimes à vrai dire.

Toutefois on peut dire que l'analyse du processus d'intégration au sein du Conseil de coopération du golfe est pertinente pour mettre à jour la politique étrangère des deux États. La politique étrangère du Qatar et des Emirats arabes unis cherche bien à réorganiser les rapports bilatéraux par le recours à cette organisation institutionnelle.

Cependant Cette organisation de coopération régionale, dominée par l'exercice hégémonique, unilatéral des grands de la région y compris l'Arabie Saoudite, cette logique s'éloigne du dilemme sécuritaire qui est à l'origine de sa création. Ceci se fait au détriment des deux petits états, mis en porte à faux pour leur jeu d'alliance régional jugé trop indépendant. Comment caractériser, en définitive, leur style d'action internationale ?

Il semble que les deux Etats ont développé des styles d'efficacité, qui correspondent a une capacité de mobilisation spécifique, liée à leur différence en tant que Micro-Etat. En effet, Le Qatar a développé ce que l'on pourrait appeler un Smart Power alors que les EAU ont déployé une petite puissance considérable dans toute la région.

Nous quittons ce travail en relevant une ironie. En réalité, la crise diplomatique de 2014, puis le blocus de 2017 et la normalisation des rapports diplomatiques de 2020, qui étaient orchestrés pour isoler le Qatar, ont aussi isolé les Emirats Arabes Unis, dans leur tentative trop frontale d'humiliation. En somme, ils furent tous deux utilisés au sein du théâtre régional par les Etats qui exercent la puissance.

L'échec de cette politique d'humiliation est en train de changer la carte des alliances dans la région suite à la réconciliation annoncée dans le Sommet 41 du Conseil de Coopération du Golfe en début de cette année.

Pourtant, les effets de cette nouvelle réalité ne sont pas favorables à la mise en place d'un plan de réforme du conseil de coopération du golfe, alors que sa vocation est la sécurisation de cette région ainsi que le règlement des conflits. Ce contexte porte à craindre des risques de confrontation avec le développement des divergences entre ces États.

## ***BIBLIOGRAPHIE***

### **Ouvrages:**

Anne-Marie Brady, Baldur Thorhallsson, *Small States and the New Security Environment, The World of Small States* Volume 7, Springer 2021.

Edström, Gyllensporre et Westberg, *Military Strategy of Small States Responding to External Shocks of the 21st Century*, Cass Military Studies 1st Edition Routledge 2019.

F. Gregory Gause, III, *The International Relations of the Persian Gulf*, Cambridge University Press, 2010.

Iver B. Neumann and Sieglinde Gstöhl, *Lilliputians in Gulliver's World? Small States in International Relations*, Centre for Small State Studies, Institute of International Affairs - University of Iceland, Working Paper 1-2004.

Justin Dargin, *The Rise Of the Philosophical, Geopolitical and Economic Trends of the 21st Century Global South*, Published by World Scientific Publishing, Singapore, 2013.

Jean-Louis Harouel, *Les Micros-Etats au XXI siècle*, Edition Du Cerf, Paris, 2017.

Khalid S. Almezaini, *The UAE and Foreign Policy Foreign aid, identities and interests*, 1st Edition, Routledge Culture and Civilization in the Middle East, 2012.

Neal G. Jesse and John R. Dreyer, *Small States in the International System At Peace and at War*, Published by Lexington Books, Edition 2016.

Shelley McKeown • Reeshma Haji Neil Ferguson Editors, *Understanding Peace and Conflict Through Social Identity Theory Contemporary Global Perspective*, Peace Psychology Book Series Springer, 2016.

### **Articles scientifiques:**

#### **A**

Abdulkhaleq Abdullah, Repercussions of the Arab Spring on the GCC States, *Arab Center for Research and Policy Studies*, May 2012.

Abdelraouf Mostafa Galal, External behavior of small states in light of theories of international relations, *Review of Economics and Political Science* Vol. 5 No. 1, 2020.



Abo Lila, S.M. (2017), “The theoretical dimensions of analyzing foreign politics of small states”, *Journal of Economic and Political Science*, Vol. 8 No. 2.

Andrew Fenton Cooper, Richard A. Higgott and Kim Richard Nossal, Bound to Follow? Leadership and Followership in the Gulf Conflict, *Political Science Quarterly*, Vol. 106, No. 3 (Autumn, 1991).

Andrew F. Cooper & Bessma Momani (2011) Qatar and Expanded Contours of Small State Diplomacy, *The International Spectator: Italian Journal of International Affairs*, 46:3, 113-128.

Anthony H. Cordesman, Stability in the Middle East: The Other Side of Security “Find their worst grievances and deal with them” *Center For Strategic and International Studies*, April 11, 2011.

Arlinda Rrustemi, Rob de Wijk, The UAE, Geopolitical Influences of External Powers in the Western Balkans, *Hague Centre for Strategic Studies* 2019.

USEFUL ENEMIES : HOW THE TURKEY-UAE RIVALRY IS REMAKING THE MIDDLE EAST, Aslı Aydıntaşbaş, Cinzia Bianco, POLICY BRIEF, *European Council on Foreign Relations*, March 2021,

Athol Yates (2016) Western Expatriates in the UAE Armed Forces, 1964–2015, *Journal of Arabian Studies*.

## **B**

Bernard Haykel, “Qatar's Foreign Policy,” *NOREF Policy Brief*, February 2013.

## **C**

Christian Henderson The UAE as a Nexus State, *Journal of Arabian Studies*, 2017.

Christos Kassimeris, The foreign policy of small powers, *International Politics*, 46(1):84-101 · January 2009.

## **D**

Danyel Reiche (2015) Investing in sporting success as a domestic and foreign policy tool: the case of Qatar, *International Journal of Sport Policy and Politics*, 7:4

Donna Lee and Nicola J Smith, “Small State Discourses in the International Political Economy”, *Third World Quarterly* , 2010, Vol. 31, No. 7 (2010).

Dorothee Schmid, Le Golfe, De la géopolitique à la politique tout court, *Institut français des relations internationales* | « Politique étrangère » 2020/1 Printemps.

## **E**

Eleonora Ardemagni, “Emiratization of Identity”: Conscription as a Cultural Tool of Nation-building, *Identity & Culture in the 21st Century Gulf* | Autumn 2016

Emma Soubrier, Le Golfe, De la géopolitique à la politique tout court, *Institut français des*

## **F**

Fadhil A. Bashir, Elfatih Abdelsalam, Qatar's Foreign Aid Policy: Evolution, Motives and Values, *Al-Hikmah International Journal of Islamic Studies and Human Sciences* Volume 4, Issue 1, January 2021

Fatiha DAZI-HÉNI, Sonia LE GOURIELLEC, LA MER ROUGE : NOUVEL ESPACE D'ENJEUX DE SÉCURITÉ INTERDÉPENDANTS ENTRE LES ÉTATS DU GOLFE ET DE LA CORNE DE L'AFRIQUE, *IRSEM*, Note de Recherche n° 75, Avril 2019

## **J**

Juergen Braunstein (2018): Domestic Sources of Twenty-first-century Geopolitics: Domestic Politics and Sovereign Wealth Funds in GCC Economies, *New Political Economy* Judith Miller, "Not So Much as a Thanks Western Forces in the Gulf, *New York Times*, 30 December 1990.

Justin Gengler (2020) Society and State in Post-Blockade Qatar: Lessons for the Arab Gulf Region, *Journal of Arabian Studies*.

## **H**

Hasni Abidi, QATAR : UNE VOIE SINGULIÈRE, | *Géoéconomie* 2012/3 n° 62

Hirak Jyoti Das, The Role of Qatar and UAE in the Libyan Civil War, VIF Brief, March 2019

Homi Kharas, Trends and Issues in Qatari Foreign Aid, November 2015, *Working Paper* 15-11

## **K**

Kanna, Maryam I., "Emirati Foreign Aid: Overview and Foreign Policy Implications" *Undergraduate Honors Theses*. Paper 35, 2014.

Khalid S. Almezaini, *The UAE and Foreign Policy Foreign aid, identities and interests*, Routledge 2012

Karam Shahrour, "The evolution of Emirati foreign policy (1971-2020): The unexpected rise of a small state with boundless ambitions", Sciences Po, *Kuwait Program*.

Karen E. Young (2017) A New Politics of GCC Economic Statecraft : The Case of UAE Aid and Financial Intervention in Egypt, *Journal of Arabian Studies*, 7:1

Kristian Coates Ulrichsen, GCC FOREIGN POLICY The struggle for consensus, Routledge Handbook of International Relations in the Middle East, Edited by Shahram Akbarzadeh, 2019

## L

LINA KHATIB, Qatar's foreign policy: the limits of pragmatism, *International Affairs* 89: 2  
The Royal Institute of International Affairs. *Published by Blackwell Publishing*, 2013.

## M

Maurice A. East, Size and Foreign Policy Behavior: A Test of Two Models, *World Politics*,  
Vol. 25, No. 4, pp. 556-576, *Cambridge University Press*, 1973.

Máté Szalai, Small regimes in the Middle East: a conceptual and theoretical alternative to small  
states in a non-Western region, *International Politics*, 24 Août 2020.

Máté Szalai (2017) Between Accommodation and Opportunism : Explaining the Growing  
Influence of Small Gulf States in the Middle East, *The International Spectator*, 52:2, 3-18.

Mehran Kamrava, Royal Factionalism and Political Liberalization in Qatar, *Middle East  
Journal*, Vol. 63, No. 3 (Summer, 2009),

Máté Szalai, The Alliance dilemma of the Gulf States after the Obama presidency, *COJOURN*  
2:2-3 (2017).

Minassian Gaïdz, « Micro-État », « mini-État » : essai de classification &quot;, *Annuaire  
français des relations internationales (AFRI)*, volume 8, Bruylant, 2007.

Miriam Fendius Elman, The Foreign Policies of Small States: Challenging Neorealism in Its  
Own Backyard, *British Journal of Political Science*, Vol. 25, No. 2, Cambridge University  
Press, 1995.

Mustapha Rouis and Olga Shomakhmadova, Arab Aid on the Rise 2011-2016, *MENA  
Knowledge and Learning*, Quick Notes Series, Février 2018, Numéro 163

## N

Nadine Scharfenort Urban Development and Social Change in Qatar: The Qatar National  
Vision 2030 and the 2022 FIFA World Cup, *Journal of Arabian Studies*, 2012.

Ngairé Woods, Whose aid? Whose influence? China, emerging donors and the silent revolution  
in development assistance, *International Affairs* 2008 Vol. 84; Iss. 6

## O

Ofir Winter and Yoel Guzansky, Islam in the Service of Peace: Religious Aspects of the  
Abraham Accord, *INSS Insight*, No. 1379, September 6, 2020.

## P

Pascal Boniface, LA PROLIFÉRATION ÉTATIQUE, *Commentaire SA* | « Commentaire »

1998/4 Numéro 84.

## **R**

Robert Mason (2018) Breaking the mold of small state classification? The broadening influence of United Arab Emirates foreign policy through effective military and bandwagoning strategies, *Canadian Foreign Policy Journal*, 2018.

## **S**

SALLY KHALIFA ISAAC, Explaining the Patterns of the Gulf, Monarchies Assistance after the Arab Uprisings, *Mediterranean Politics*, 2014 Vol. 19, No. 3

Steven Wright, UN « PETIT ÉTAT » ACCÈDE À LA SCÈNE INTERNATIONALE : LA TRAJECTOIRE DU QATAR, *Presses de Sciences Po* | « Critique internationale », 2016/2 N° 71

The United Arab Emirates in the Horn of Africa, *Crisis Group Middle East Briefing* N°65, Abu Dhabi/Washington/Brussels, 6 November 2018

## **V**

Victor Gervais, ÉTAT ET ARMÉE AUX ÉMIRATS ARABES UNIS : LES ENJEUX DE LA CONSTRUCTION D'UNE FORCE MILITAIRE Victor Gervais La Documentation française | *Les Champs de Mars* 2012/1 N° 23,

## **W**

WILLIAM EASTERLY and AART KRAAY, "Small States, Small Problems? Income, Growth, and Volatility in Small States", *World Development*, Volume 28, Issue 11, November 2000.

William Guéraiche, The UAE and the Arab Spring: Rethinking Foreign Policy dans THE WORLD COMMUNITY AND THE ARAB SPRING, EDITÉD BY CENAP ÇAKMAK AND ALİ ONUR ÖZÇELİK, *Palgrave Macmillan*, 2019.

WOUTER P. VEENENDAAL, Analyzing the Foreign Policy of Microstates The Relevance of the International Patron-Client Model, *Foreign Policy Analysis* 2014.

## **Y**

Yasmine Farouk, More than Money: Post-Mubarak Egypt, Saudi Arabia, and the Gulf, *Gulf Research Center*, GRC GULF PAPER, April 2014

## **Articles de presse:**

« MBZ », le véritable homme fort du Golfe, *Le Monde*, Par Christophe Ayad et Benjamin

Barthe, 12 mai 2020.

The Rise of the Region State, By Kenichi Ohmae, Foreign Affairs, Spring 1993

JEAN-LOUP SAMAAN, The Rise of the Emirati Defense Industry, *Carnegie Endowment for International Peace*, 14th May 2019

<https://carnegieendowment.org/sada/79121>

Mohammed bin Zayed's Dark Vision of the Middle East's Future, By Robert F. Worth, *New York Times*, Published 14 July 2020.

[Mohammed bin Zayed's Dark Vision of the Middle East's Future - The New York Times \(nytimes.com\)](https://www.nytimes.com/2020/07/14/middleeast/mohammed-bin-zayed-dark-vision-of-the-middle-east-s-future.html)

Portraits of Mohammed bin Salman (MBS) and Mohammed bin Zayed (MBZ) - Crown Prince of Saudi Arabia and Chairman of the Executive Council of Abu Dhabi, | *Institut Montaigne*.

[Portraits of Mohammed bin Salman \(MBS\) and Mohammed bin Zayed \(MBZ\) - Crown Prince of Saudi Arabia and Chairman of the Executive Council of Abu Dhabi | Institut Montaigne](https://www.institutmontaigne.org/publications/portraits-of-mohammed-bin-salman-mbs-and-mohammed-bin-zayed-mbz-crown-prince-of-saudi-arabia-and-chairman-of-the-executive-council-of-abu-dhabi)

SÉBASTIEN BOUSSOIS | 27.11.2020 ONUCT, : Le Qatar poursuit sa lutte contre le terrorisme.

<https://lemonde-arabe.fr/27/11/2020/un-bureau-de-lonuct-a-doha-le-qatar-poursuit-sa-lutte-contre-le-terrorisme/>

L'Iran et la Chine signent un «pacte de coopération stratégique de 25 ans», Par *Le Figaro* avec *AFP*, Publié le 27/03/2021, <https://www.lefigaro.fr/international/iran-et-chine-vont-signer-a-teheran-un-accord-de-cooperation-de-25-ans-20210327>

United Arab Emirates, *Ministry of Foreign Affairs and International cooperation, Development Assistance*.

<https://www.mofaic.gov.ae/en/the-ministry/the-foreign-policy/development-assistance>

What Will the Gulf's \$12 Billion Buy in Egypt? *Atlantic Council*, MENA Source by Mohsin Khan and Richard LeBaron, 11 Juillet 2013

<https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/what-will-the-gulfs-12-billion-buy-in-egypt/>

UPDATE 3-Egypt returns \$2 bln to Qatar in sign of growing tensions, By *Reuters Staff*, Septembre 2013.

[UPDATE 3-Egypt returns \\$2 bln to Qatar in sign of growing tensions | Reuters](https://www.reuters.com/article/egypt-qatar/egypt-returns-2-billion-to-qatar-in-sign-of-growing-tensions-idUSKCN182000)

Abu Dhabi develops food farms in Sudan, 2 Juillet 2008, *Guardian*, <https://www.theguardian.com/environment/2008/jul/02/food.sudan>

Nassima Ouhab-Alathamneh, PART 2: A Proxy War: Lybia from chaos to war, *Classe Internationale*, 5 JANVIER 2021, <https://classe-internationale.com/2021/01/05/part-2-a-proxy-war-lybia-from-chaos-to-war>

Hurst, Libya, and the Gulf: Revolution and Counter-revolution, 16 December 2011 | Kristian CoatesUlrichsen <https://www.hurstpublishers.com/libya-and-the-gulf-revolution-and-counter-revolution/>

For Qatar, Libyan Intervention May Be a Turning Point, By CLIFFORD KRAUSS, 03/04/2011, [Qatar's Intervention in Libya Raises the Stakes for Its Foreign Policy - The New York Times \(nytimes.com\)](https://www.nytimes.com/2011/03/04/middleeast/qatar-libya-intervention.html)

LIBYAN CIVIL WAR: QATARI INVOLVEMENT, by Grey Dynamics, Oct 18, 2020, Libyan Civil War: *Qatari Involvement* | SOFREP, [LIBYAN CIVIL WAR: QATARI INVOLVEMENT - Libya Consulting | International & Libyan Business \(libyaconsultancy.com\)](https://www.libyaconsultancy.com/libyan-civil-war-qatari-involvement)

US Blackwater, UAE firms tried to topple GNA in Libya: UN report, BY DAILY SABAH WITH AGENCIES, ISTANBUL AFRICA FEB 20, 2021 Blackwater, UAE firms tried to topple GNA in Libya: *UN report* | Daily Sabah [UN report: Blackwater attempted to overthrow Libyan government twice | The Libya Observer](https://www.daily-sabah.com/news/2021/02/20/un-report-blackwater-attempted-to-overthrow-libyan-government-twice)

### Travaux Universitaires:

- Veenendaal, Wouter, Politics and democracy in microstates : a comparative analysis of the effects of size on contestation and inclusiveness, Leiden University, 2013-04-1.
- Victor Valentini. Le Qatar à l'épreuve des relations internationales : lecture théorique de la politique étrangère du micro-État sous le règne de l'émir Hamad Ben Khalifa Al Thani (1995-2013). Science politique. Université Clermont Auvergne, 2017. Français.
- Manjang, Alieu THE ARAB SPRING AND CHANGES IN QATAR FOREIGN AID ARCHITECTURE THE CASE OF QATAR FOREIGN AID TO AFRICA (2015), A Thesis in M.A. Gulf Studies Program, Qatar University, College Arts and Science

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....5

**PREMIÈRE PARTIE : APPROCHES THÉORIQUES ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES DEUX ÉTATS.....19**

Chapitre I: Les petits Etats à l'aune des différentes théories des relations internationales.....	21
Section 1: La mise en perspective de la politique étrangère du Qatar et des EAU à la lumière de l'exigence d'une théorie réaliste "ethnocentrique".....	21
Section 2: L'influence spécifique des émirats du golfe dans la scène internationale "fluctuante": l'emprise graduelle des variables domestiques incertaines.....	30
Chapitre II: Le dilemme sécuritaire des petits régimes.....	38
Section 1: le Constructivisme : une approche culturelle au service de la formation des deux Etats et de leurs politiques étrangères.....	38
Section 2: La petitesse et la politique étrangère: la stratégie du contrôle du dilemme de sécurité.....	45

**DEUXIÈME PARTIE : LE SMART POWER AU SERVICE DE L'INFLUENCE RÉGIONALE ET INTERNATIONALE.....51**

Chapitre I: Le rôle géopolitique des aides dans la définition de leur puissance.....	51
Section 1: La contribution financière dans les processus de transition politique des régimes issus du printemps arabe.....	56
Section 2: l'influence dans les relations: la compétition entre le Qatar et les EAU dans la Corne d'Afrique .....	62
Chapitre II: La singularité d'instruments d'influence de ces Etats au sein des organisations internationales: le cas de l'ONU.....	71

**TROISIÈME PARTIE : LA POLITIQUE INTERVENTIONNISTE DU QATAR ET DES EMIRATS ARABES UNIS.....76**

Chapitre 1: Des stratégies différentes dans la gestion du processus transitionnel des Etats issus du printemps arabe .....	<b>76</b>
<i>Section 1:Le cas Libyen.....</i>	<b>76</b>
<i>Section 2: Le cas Syrien .....</i>	<b>81</b>
Chapitre II: Les répercussions de la crise du golfe sur les choix de la politique étrangère... <b>Page 89</b>	
<i>Section 1:la crise du golfe de 2017: le rapprochement forcé avec la Turquie et l'Iran.....</i>	<b>89</b>
<i>Section 2: Les accords d'Abraham israélo-émirati : quels enjeux géopolitiques pour le golfe Arabo-Persique ?.....</i>	<b>103</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>114</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>120</b>



